



LA MÉTÉO: NEIGE FONDANTE OU PLUIE, VENTS MODÉRÉS PAR MOMENTS. MINIMUM: 0°, MAXIMUM: 2°. DEMAIN: CIEL VARIABLE. DÉTAILS PAGE A 2

35 cents
Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents



LE « REAGANISME »

Une certaine vision de l'Amérique

La révolution conservatrice sans précédent à laquelle Ronald Reagan a donné son nom se traduit essentiellement par une polarisation de la société américaine entre des riches plus riches et des pauvres plus pauvres. Plusieurs années s'écouleront encore avant qu'on ne puisse mesurer l'impact réel du « reaganisme » sur l'Amérique, mais Ronald Reagan ne sera plus là et il appartiendra aux générations suivantes de ramasser les morceaux.

pages A 8 et A 9

BIBI

La danse

M. Lévesque s'impatiente. Au sortir de sa décevante rencontre avec M. Mulroney, il a fait savoir qu'il n'avait pas envie d'aller danser dans la rue. Et ça se comprend.

Pour danser, faut être deux. Et ça va mieux quand les violons s'accordent. Mais, au fait, qu'auraient-ils pu danser? La java bleue sur un air d'accordéon? La valse hésitation? Ou le reel du pendu?

Ça n'aurait pu, de toute façon, être la danse du sabre mais les péquistes orthodoxes auraient sûrement proposé la danse macabre. M. Mulroney, pour sa part, aurait peut-être souhaité une danse carrée irlandaise où un partenaire se fait toujours « swinger ». Mais son vis-à-vis aurait préféré un rythme lent comme « Fascination » ou... « Smoke gets in your eyes ».

Mais au fond, pourquoi pas plus simplement le tango argentin? Un pas en avant et deux pas en arrière...?

PIERRE GRAVEL

SOMMAIRE

Annonces classées	B 6, C 7 à C 11
Arts et spectacles	
— Informations	A 12 à A 15
— Horaires	A 14
Bridge	C 16
Décès, naissances, etc.	C 12
Économie	B 1 à B 10
Éditorial	A 6
Êtes-vous observateur?	C 8
Horoscope	C 8
Le monde	A 8, A 9, A 16, A 17
Météo	A 2
Mots croisés	C 10
« Mot mystère »	C 9
Quoi faire aujourd'hui	A 14
Télévision	A 12
Tribune libre	A 7
Vivre aujourd'hui	C 1 à C 6

TARLOID SPORTS
Bandes dessinées 12, 13
Mots croisés 18

Gorbatchev succède à Tchernenko

d'après AFP, AP et Reuter

MOSCOU — Le numéro un soviétique Constantin Tchernenko est mort dimanche à l'âge de 73 ans et a été remplacé dès hier, en un temps record, par le numéro deux du Parti communiste, Mikhaïl Gorbatchev, un spécialiste de l'agriculture de 20 ans son cadet.

Cette nomination amène un changement de génération à la tête de la première puissance communiste du monde, dirigée successivement par trois septuagénaires, Leonid Brejnev, Youri Andropov et Constantin Tchernenko.

Quatre heures seulement après l'annonce officielle du décès de Constantin Tchernenko, l'agence Tass annonçait en effet, hier en fin d'après-midi, que Mikhaïl Gorbatchev, le membre le plus jeune de la direction soviétique, avait été élu à l'unanimité secrétaire général du PC soviétique par un plénum du comité central qui, selon des informations de bonne source soviétique, a siégé moins d'une heure.

Auparavant, 40 minutes seulement après l'annon-

ce de la mort, l'agence officielle avait rendu public la nomination de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de la commission chargée des funérailles du leader défunt.

Cette nomination avait été interprétée par la plupart des spécialistes comme une indication sérieuse sur une prochaine accession du benjamin de la direction aux fonctions suprêmes.

Un chiffre, celui de son âge — 54 ans —, explique mieux que tout la personnalité du nouveau secrétaire général du Parti communiste soviétique. Première personnalité au pouvoir qui n'a ni participé à la Deuxième Guerre mondiale ni connu la dictature de Staline, il représente les nouvelles générations soviétiques.

Avec le choix du plus jeune membre du bureau politique, le Kremlin a rompu avec le principe de la gérontocratie qui dirigeait le pays depuis plusieurs années et a apporté un sang neuf.

Le choix du secrétaire général, qui incombe officiellement au bureau politique, a été officiellement annoncé par GORBATCHEV en A 2

- ☐ La montée fulgurante de Gorbatchev
- ☐ Mulroney assistera aux funérailles

page A 17



Mikhaïl Gorbatchev, 54 ans, le nouveau numéro un du Kremlin.
photolaser UPI

RÉÉVALUATION DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ Hydro-Québec devance la construction d'équipements

Grâce à une évaluation plus optimiste de la demande d'électricité, Hydro-Québec devance de deux ans la construction d'équipements de base à la Baie James et de trois à cinq ans

FRANCINE OSBORNE

la réalisation d'équipements de pointe à Manic 5 et LG2. Le suréquipement de Manic 5 sera réalisé à partir de l'an prochain.

D'ailleurs, Hydro ne mettra pas en veilleuse sa vocation de constructeur, car pour le projet de puissance additionnelle de Manic 5, le permis de construction a déjà été obtenu, au moment où la Phase I de la Baie James se termine à LG4 cette année. Le projet de Manic 5 nécessitera des investissements de

\$523 millions de 1985 à 1989 et les travaux de construction commenceront dès 1985.

Selon des renseignements contenus dans le Plan de développement d'Hydro, que LA PRESSE a obtenus avant leur publication officielle vendredi, Manic 5 puissance additionnelle est devancée de trois ans et demi par rapport aux prévisions de l'an dernier, et LG2 puissance additionnelle est aussi devancée, de cinq ans et demi.

Pour le suréquipement de LG2, les travaux de construction doivent débuter en 1987, mais la décision sera prise dès cette année. La réalisation du projet nécessitera des investissements dépassant \$1,4 milliard. L'étape de construction durera six ans.

Par contre, la centrale de

pompage Delaney est retardée d'un à quatre ans. La première phase de construction débutera en 1990 et la seconde en 1991.

En ce qui a trait à la Phase II de la Baie James, LG1 et Brisay sont devancées de deux ans, alors que l'échéancier de la centrale Laforge ne change pas. Ainsi, la décision de construire LG1 devrait être prise en 1990, le permis obtenu en 1991 et les travaux entamés en 1992. Pour Laforge, le permis a déjà été obtenu, mais la décision de construire ne sera prise qu'en 1994 et les travaux entrepris en 1997. Brisay sera décidée en 1994 aussi.

Du côté du transport d'électricité, Hydro y consacrera 24 p. cent de ses investissements sur 10 ans, notamment pour la cons-

truction d'une sixième ligne des Cantons-Radisson et d'une septième ligne du réseau du Nord-Ouest, en prévision de la mise en service de la Phase II de la Baie James.

La distribution recevra presque autant que la construction des équipements de production sur dix ans, 31 p. cent comparativement à 33 p. cent du budget, alors que les 12 p. cent qui restent iront à l'équipement de soutien, la technologie, les prêts, placements et avances.

La demande en hausse de 3,1 p. cent

Ces prévisions d'Hydro-Québec sont fondées sur une hausse moyenne annuelle de 3,1 p. cent de la demande pour la période 1983-2001. voir HYDRO en A 2

MODE Le charme Chang

Le fait que Simon Chang se soit hissé au rang des designers les plus connus au Canada tient sans doute à son respect des nouvelles règles du jeu, grâce auxquelles les femmes ont enfin cessé d'être prisonnières d'une mode qui, souvent, ne leur convenait pas. Simon Chang prend au sérieux les besoins des femmes, il leur permet de bouger, de se sentir confortables, discrètement élégantes et sûres d'elles.

page C 1

photo Robert Nadon, LA PRESSE



Explosion criminelle au marché Village

Une explosion d'origine criminelle a causé des dommages considérables, hier, au marché Village, situé à la limite de Brossard et Greenfield Park, sur la Rive-Sud. L'attentat a été perpétré à l'aide de plusieurs dizaines de bâtons de dynamite reliés à une mèche qui parcourait le mail central de l'établissement d'une extrémité à l'autre. Cette tragédie survient moins de deux mois après la destruction du marché public de Saint-Léonard, où de nombreux bâtons de dynamite avaient également été utilisés. Dans l'un et l'autre cas, la Sûreté du Québec affirme qu'il s'agit d'un travail d'amateur.

page A 3

AUJOURD'HUI

• BOIVIN

Le gouvernement Mulroney nomme Jean-Roch Boivin, l'ex-bras droit de René Lévesque, et plusieurs autres personnalités au sein du conseil d'administration de Via Rail.

page A 4

• CTCUM

Le gouvernement nommera sous peu un p.d.g. intérimaire de la CTCUM, qui en assurera la direction jusqu'à la mise en place des nouvelles structures administratives de la commission.

page A 2

• POSTES

Une augmentation des tarifs postaux semble probable, à la suite du règlement qui vient d'être conclu entre la Société canadienne des postes et ses 23 000 postiers.

page A 5

• POLICIERS

Le gouvernement se dit prêt à procéder à certains aménagements avec l'Association des policiers provinciaux, mais refuse toute discussion sur les questions salariales.

page A 3

• ISRAËL

Au lendemain de l'attentat qui leur a coûté 12 morts et 14 blessés au Sud-Liban, les forces israéliennes font 34 morts dans un village chiite situé au nord de leur nouvelle ligne de repli.

page A 16

• FOGLIA

Au cours d'une petite tournée en bicyclette aux États, Foglia se lance dans une savante digression sur l'économie qui le surprend lui-même.

page A 5

SONY IL Y A 15 ANS SONY MARQUAIT L'HISTOIRE AVEC TRINITRON. LE STANDARD T.V. AUJOURD'HUI, L'HISTOIRE SE REPETE SONY CREE LE NOUVEAU STANDARD T.V. **XBR**



XBR
AUCUN MOT NE SAURAIT DÉCRIRE CE QUI VOUS SAUTERA AUX YEUX!

Dumoulin
le petit magasin au grand opéra
783 Mistral (coin 8250 St-Hubert) 388-4777
SPECIAL A DÉV. PAS DU METRO JARRY A DÉV. PAS DE METROPOLITAIN

Attaque au couteau

■ Un individu de 34 ans a été appréhendé par la police de la CUM, vers 9 h 30 ce matin, après avoir agressé au couteau un homme de 43 ans, en face de son domicile au 205 rue Saint-Jacques, à Saint-Pierre, en banlieue ouest de Montréal.

La victime, qui a été blessée à une main en tentant de se protéger du couteau que brandissait son agresseur, a pu regagner son domicile après avoir été traitée à l'hôpital.

Le détenu, Pierre Bergeron, devait comparaître en cour ce matin pour répondre à une accusation de voies de faits graves.

AFFAIRE DE COCAÏNE

Québécois arrêtés à Philipsburg

■ GRANBY — Trois citoyens canadiens devront comparaître en cour aux États-Unis en rapport avec la saisie d'un kilo de cocaïne évaluée à \$750,000 sur le marché noir.

Les suspects, deux hommes et une femme demeurant à Granby et à Longueuil, ont été interceptés par les douaniers américains en fin de soirée dimanche au poste-frontière de Philipsburg. Ils revenaient de la Floride.

Ces arrestations font suite à une enquête entreprise en janvier dernier par la Sûreté du Québec, division de l'Estrée, en collaboration avec la police américaine.

— Presse canadienne

CHINE : ACCUSÉ DE DEUX MEURTRES

Le procès sera fixé le 6 mai

■ C'est le 6 mai que Rosario Chine saura quand commencera son procès pour meurtre au premier degré (avec préméditation) de Jacqueline Globensky et Joel Audet.

Rappelons que cet Italo-canadien de 49 ans, avait abattu à bout portant sa locataire Globensky, une assistée sociale de 24 ans et son invité Audet, l'après-midi du 13 octobre 84.

Le drame avait éclaté à la suite d'une visite du propriétaire de l'immeuble à logements « Résidence Saint-Michel », situé sur le boulevard du même nom, pour percevoir le loyer d'octobre (\$365) et une partie du loyer de septembre (\$85). Au cours de l'enquête du coroner Maurice Laniel, il avait invoqué la légitime défense pour expliquer son geste. Puisque, selon lui, et sa locataire et son invité s'étaient emparés d'un couteau de cuisine pour le menacer. C'est alors qu'il aurait déchargé son pistolet semi-automatique de calibre .22 sur le couple, devant les deux enfants horrifiés.

LA MORT DE LISE PELLETIER

Lachambre accusé de négligence criminelle

■ Robert Lachambre, 23 ans, qui avait été accusé du meurtre au deuxième degré de Lise Pelletier, 22 ans, commis le 28 juin 84 à Montréal, vient de changer de plaidoyer de culpabilité.

Il a en effet, accepté devant le juge André Chaloux, que le ministère public retienne plutôt contre lui une accusation moindre, soit de négligence criminelle ayant causé la mort.

C'est donc le 4 juin que le jeune commis de Repentigny, reviendra devant le juge Chaloux pour prendre connaissance d'un rapport pré-sentenciel. Son avocat, Me Philippe Schneider, fera alors ses suggestions avant que le juge prononce la sentence.

Entre-temps, le jeune homme a pu reprendre sa liberté conditionnelle, sous un engagement de \$10 000 par une tierce personne.

MÊME SCÉNARIO QU'À SAINT-LÉONARD EN JANVIER Explosion d'origine criminelle au Marché Village de la Rive-Sud

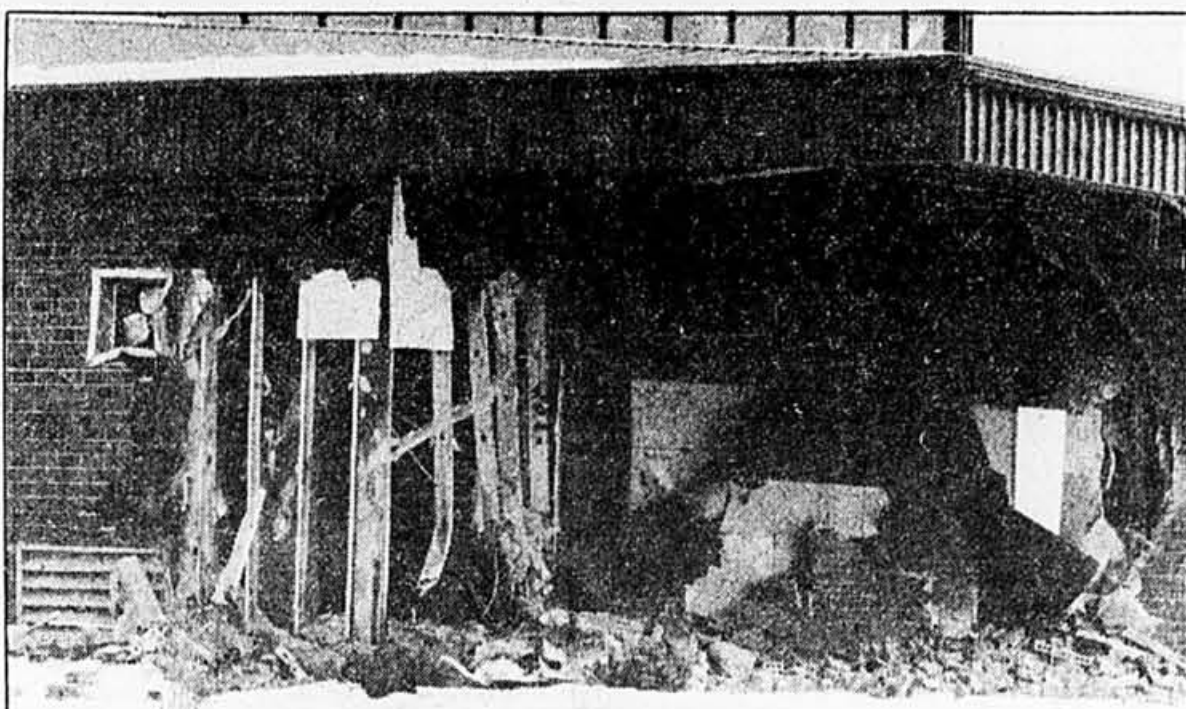
■ Moins de deux mois après la destruction du marché public de Saint-Léonard, dans l'est de Montréal, une autre explosion d'origine criminelle a lourdement endommagé, hier, le marché Village, situé à la limite de Brossard et de Greenfield Park, sur la Rive-Sud. Les dégâts sont évalués à plus de \$500 000.

ANDRÉ CÉCILIOT

L'explosion aurait été provoquée à l'aide d'au moins deux détonateurs et de plusieurs dizaines de bâtons de dynamite reliés à une mèche de couleur jaune, qui s'étendait d'un bout à l'autre du mail central de l'établissement, d'une longueur d'environ 300 pieds. Une vingtaine de points de dynamitage ont été découverts par les enquêteurs. Une ou deux charges seulement n'auraient pas explosé. Aucun combustible n'aurait été utilisé.

À Saint-Léonard, les incendiaires se seraient également servi de détonateurs et... d'une centaine de bâtons de dynamite, a appris LA PRESSE au cours des dernières heures. Le système de mise à feu était contrôlé par des minuteries. On avait aussi répandu un peu partout une quarantaine de gallons d'essence. Au moins trois foyers d'incendie avaient été allumés.

« Ce sont des jobs d'amateurs. Dans les deux cas, avec de telles quantités d'explosifs, les bâtisses auraient dû être pulvérisées... », a commenté un policier de la Sûreté du Québec, précisant qu'il était évidemment trop tôt pour établir s'il y a un lien entre les deux événements. « Il faudra at-



Une large partie du mur arrière a été soufflée par la force de l'explosion, qui a également causé d'importantes brèches à au moins trois autres endroits.

photo Réal Saint-Jean, LA PRESSE

tendre les résultats de certaines expertises », a-t-il dit.

Trois en deux ans

Il s'agit du troisième établissement commercial du genre à faire l'objet d'une attaque à la bombe en moins de deux ans. Le 23 mai 1983, on s'en rappellera, le Grand marché de la Rive-Sud, à Greenfield Park, avait aussi été ravagé par un incendie d'origine criminelle. Les flammes avaient été allumées au moyen d'un combustible. Une quarantaine de contenants avaient été laissés-là à la hâte. Personne n'a été arrêté.

Ces histoires commencent à inquiéter sérieusement la police, qui se demande quels pourraient être les motifs de ces actions répétées : racket de la protection, fraude d'assurances, vengeance, concurrence, etc. Toutes les hypothèses sont étudiées.

Les différents corps policiers travaillent en étroite collaboration. Les responsables de l'enquête à Saint-Léonard, Pierre Pothier et Yvon Maillé, de la police de la CUM, ont assisté aux recherches effectuées hier, dans les décombres du marché Villa-

ge, à Brossard, par les artificiers de la Sûreté du Québec. L'accès était évidemment interdit au public. L'enquête, dans ce cas, est dirigée par le caporal Maurice Dalpé.

Selon la police, l'attentat aurait été perpétré par trois cagouleurs qui s'étaient introduits dans le vaste établissement commercial en fracassant la vitre d'une porte latérale. Les suspects auraient surpris et maîtrisé le gardien de nuit en lui enfilant une cagoule sur la tête. Ils auraient ficelé le vieil homme de 67 ans, puis l'au-

raient libéré au moment de quitter les lieux, vers 2 h 15.

D'après le témoignage du sexagénaire à la police, les trois hommes seraient restés une heure à l'intérieur, le temps d'amorcer l'important dispositif qui a déclenché l'explosion. La déflagration se serait produite une minute ou deux après le départ des trois cagouleurs. Le gardien de sécurité a donné l'alerte à la police de Brossard à 2 h 18, depuis une boîte téléphonique située en bordure du boulevard Taschereau.

Une fois à l'air libre, les suspects ont obligé le surveillant à se diriger vers l'avant de l'immeuble, tandis qu'ils couraient à toutes jambes vers l'arrière, où ils avaient sans nul doute stationné leur véhicule. Ils ont ensuite pris la fuite en empruntant une rue déserte.

L'agent Daniel Desrosiers, de la police de Brossard, qui habite à trois kilomètres du marché Village, affirme avoir été réveillé par le bruit de l'explosion. « Je croyais qu'il s'agissait d'une secousse sismique, comme il s'en produit parfois sur la Rive-Sud. J'ai appris la nouvelle en arrivant au bureau ce matin (en parlant d'hier) », a-t-il dit.

Le gros des dommages se trouve à l'arrière du centre commercial. Le souffle de l'explosion a emporté une large section du mur et provoqué d'importantes brèches à au moins trois autres endroits. Presque toutes les boutiques — une trentaine au total — ont été endommagées plus ou moins gravement. Le complexe était ouvert depuis trois ans. Les pertes s'élèveraient à plus de \$500 000.

LES POLICIERS S'ENGAGENT À RESPECTER LA VISITE DE REAGAN

Après huit mois, les négociations reprennent entre Québec et la SQ



Assis aux commandes d'une chargeuse mécanique, Pierre-Marc Johnson n'avait pas l'air sûr de lui. Le ministre de la justice inaugurerait à cette occasion le chantier du futur Palais de justice de Longueuil.

photolaser CP

■ Le ministre québécois de la Justice, Pierre-Marc Johnson, a tenu une perche à l'Association des policiers provinciaux, en invitant dimanche soir leurs dirigeants à reprendre les négociations. Une rencontre du comité paritaire, soit des représentants du gouvernement et des policiers, était prévue hier soir à Québec.

RONALD WHITE

« Nous sommes prêts à procéder à des aménagements sur certains sujets, mais pas à discuter des questions salariales », a néanmoins déclaré hier après-midi M. Johnson au sujet de ces discussions. Il a ajouté qu'il y aurait d'autres questions à l'ordre du jour, mais il s'est refusé à préciser lesquelles.

Le président de l'Association des policiers provinciaux, M. Raymond Richard, a dit hier qu'il était prêt à écouter les offres que le gouvernement voulait lui faire. Les deux parties se réunissent hier soir pour la première fois en huit mois.

Pas de manif pour Reagan

M. Richard a ajouté que ses membres n'organiseraient pas de manifestations lors de la venue au Québec du président Ronald Reagan, prévue pour le week-end prochain. « Les Québécois sont reconnus pour leur hospitalité et nous ne voulons pas ternir cette image. C'est avec l'actuel gou-

vernement du Québec que nous allons régler nos comptes », a-t-il ajouté.

M. Johnson a dit qu'il n'était pas étonné de la décision des policiers de ne pas perturber la visite du président américain. « Ça m'aurait surpris que les policiers tiennent une manifestation. Je ne pense pas qu'il y ait là un geste extraordinaire, c'est plutôt un geste auquel on s'attendrait normalement d'un corps policier en démocratie », a commenté le ministre de la justice.

Le gouvernement a décidé la semaine dernière que les agents de la Sûreté du Québec ne participeraient pas au dispositif assurant la sécurité de M. Reagan lors de son séjour. Il a pris cette décision après que le directeur de la SQ, M. Jacques Beaudoin, ait admis qu'il ne contrôlait plus entièrement ses effectifs.

D'après M. Richard, les 4 000 policiers vont poursuivre leurs moyens de pression, notamment en refusant de distribuer des contraventions aux automobilistes fautifs, ou en tentant d'enrayer l'appareil administratif de la police.

Le conflit entre les policiers provinciaux et le gouvernement s'est envenimé l'automne dernier lorsque celui-ci a décidé de leur imposer un salaire annuel maximum de \$34 149 en 1986. Un arbitre leur avait accordé précédemment un salaire supérieur de \$2 000 à ce que prévoit le décret gouvernemental.

ENQUÊTE DE LA CPQ SUR L'AFFAIRE DE ROCK FOREST

Les policiers invoquent la Charte des droits

■ C'est en s'appuyant sur la Charte canadienne des droits et libertés et en invoquant l'absence d'indépendance, d'impartialité et d'objectivité de la Commission de police du Québec que Me Michel Proulx, au nom des trois policiers sherbrookois, a commencé hier matin devant le juge Jean Provost, son plaidoyer pour empêcher ladite CPQ de tenir son enquête.

Rappelons que la Commission de police du Québec avait décidé le 28 décembre 83 d'entreprendre son enquête sur la conduite des membres du corps de police de Sherbrooke et de Rock Forest relativement à l'opération policière du 23 décembre. Opération qui avait causé la mort de Serge Beaudoin. L'enquête avait été ajournée pour ne pas nuire au procès des trois policiers. Elle devait reprendre le

29 novembre 84.

A l'issue de 13 jours de procès, le 20 octobre, le jury acquitte les policiers André Castonguay et Roger Dion.

Dans sa requête en annulation de l'enquête de la CPQ, Me Proulx, aidé de Me François Aquin, s'est longuement attardé sur des points de droit et sur la jurisprudence. Il a insisté particulièrement sur le fait que la Commission de police du Qué-

bec n'a « pas la compétence juridictionnelle pour tenir une enquête sur la conduite des policiers », puisque cette question disciplinaire des policiers est jugée par la corporation municipale. Et qu'en outre, la réglementation sur la déontologie et la discipline des policiers municipaux, prévue par la Loi de la police n'a « jamais été adoptée ». Enfin, que cette enquête, à portée coercitive et représ-

sive sur la conduite des policiers » va carrément à l'encontre de l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Le débat sur cette requête en annulation de l'enquête de la CPQ se poursuivra ce matin avec l'argumentation de Mes Louis Crête, pour la CPQ et Danielle Grenier, pour le Procureur général du Québec.

DATE DE PUBLICATION: LE LUNDI 11 AVRIL 1985
DATE DE TOMBÉE: LE VENDREDI 22 MARS 1985

LES BELLES BOUTIQUES
Notre cahier spécial offre aux marchands concernés une occasion unique d'augmenter leur chiffre d'affaires par une annonce appropriée.

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT:
PUBLICITÉ DE DÉTAIL: 285-7202 PUBLICITÉ GÉNÉRALE: 285-7306

la presse

La « dîme » de Léger

Le gouvernement et le Parti québécois sont à l'heure des « taxes spéciales ». Le premier ministre René Lévesque veut récupérer sur le dos des contribuables les \$750 millions de péréquation que le fédéral refuse de lui verser. Et son ministre du Tourisme, Marcel Léger, le président de la nouvelle édition de la campagne de souscription, a décidé d'imposer une « dîme » de un p. cent sur les salaires versés par l'Etat aux ministres, députés et aux membres des cabinets politiques.

Une taxe volontaire. Oui. Mais attention à ceux qui voudraient se dérober. Les attachés politiques, et ils sont nombreux, ont tout intérêt à verser leur \$500 dans la caisse. Sinon ils seront rapidement identifiés comme des traîtres à la nouvelle philosophie du « beau risque ». Quant à ceux qui veulent continuer leur carrière politique au sein de ce parti...

Dans cette foulée, le PQ pourrait également envisager de demander une « contribution volontaire » à sa caisse électorale aux entreprises qui obtiennent des contrats gouvernementaux. Un p. cent sur un contrat de plusieurs milliers de dollars, c'est pas beaucoup, pourrait dire les collecteurs de fonds...

La « dîme » de Léger est une bien drôle de manière de montrer, comme le voudrait le président du PQ, que sa formation politique est en excellente santé si on réussit à atteindre l'objectif modeste de cette campagne qui a été fixée à \$2 millions.

On est donc rendu bien loin du principe du financement « populaire et volontaire » des partis politiques par les citoyens. Un assainissement de nos mœurs politiques qui avait été inspiré par ces nouveaux moralisateurs des affaires publiques après leur prise du pouvoir en 1976.

Les tactiques de M. Léger rappellent à certains le mode de financement pour les corporations religieuses en difficultés que ce dernier avait mis sur pied dans les années 60. Avant son entrée en politique active.

Suggestion pressante

L'opération de cette année s'annonce aussi ardue sinon encore plus que la campagne de financement de l'année dernière pour le parti au pouvoir. La crise de conscience qui a secoué le PQ à l'automne n'est pas encore résorbée. Et elle pourrait causer à nouveau bien des maux de têtes à ceux qui vont tenter de renflouer une caisse qui est maintenant à sec à la veille d'une campagne électorale.

Le président de la précédente campagne, le ministre Bernard Landry, avait été dans l'obliga-

tion de recevoir un bon coup de main du premier ministre Lévesque pour réussir à ramasser à peine \$2 millions. Le chef du gouvernement était intervenu personnellement, sur les ondes, pour lancer un message de détresse à ses supporters.

M. Lévesque avait même signé une lettre assez pathétique demandant aux militants qui avaient déjà souscrit une première fois de faire un nouvel effort. Il s'agissait là d'une autre première dans les annales politiques du PQ.

M. Landry avait également mené une opération auprès d'une trentaine d'hommes d'affaires de son comté de Laval-des-Rapides et dans d'autres circonscriptions pour sauver la situation. Il les avait lourdement incité à souscrire « généreusement » à la caisse du PQ. Un torpillage de bras qui avait été dénoncé par plusieurs.

Il s'agissait de la troisième campagne de financement difficile que connaissait le PQ, à la suite du « référendum » décrété par M. Lévesque après le congrès controversé de 1981.

Un examen médical

Lors du Conseil national, M. Lévesque a décidé d'endosser la dîme décrétée par Marcel Léger en déclarant qu'il s'agissait d'une « suggestion pressante »...

Si cette campagne a des ratés comme celles des années précédentes, il ne serait pas étonnant que le ministre Léger, qui se proposait d'acheter des îles dans les Antilles pour les vacances des « p'tits québécois », fasse tirer des voyages dits populaires dans « ses nouvelles colonies ».

M. Lévesque, si cela devenait nécessaire, devrait normalement opiner du bonnet, encore une fois, comme il l'avait fait en 1983 en autorisant les « blitz » de persuasion organisés par M. Landry auprès de certains financiers.

Après la mission Léger, M. Lévesque entend analyser les résultats de cette campagne pour poser un diagnostic sur sa formation politique qui compte au plus 80.000 membres.

Mais à l'issue de cette campagne de financement et de recrutement, le chef du PQ aurait tout intérêt à se pencher davantage sur les chiffres du membership que sur ceux de la caisse. Car des bras ça se tord toujours quand il faut sauver la face. Mais c'est une autre chose que de stimuler les troupes sur le terrain...

Une situation bien connue dans le merveilleux monde des sports. Un club ne gagne pas quand il y a de l'animosité entre les joueurs.



Jacques Bouchard

Domtar: Stevens se montre moins optimiste que Mulroney

OTTAWA — Le ministre de l'Expansion industrielle régionale, Sinclair Stevens, est moins confiant que le premier Mulroney qu'une aide autre que la subvention puisse être accordée à la société Domtar.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

De retour d'une tournée de 15 jours en Europe et en Asie, le ministre a été très catégorique hier : pas question de donner une subvention \$117 millions à la compagnie papetière du Québec.

Également, M. Stevens a été moins optimiste que le premier ministre Mulroney concernant d'autres formes d'aide à la compagnie.

« Ca dépend de ce que vous voulez dire par d'autres modalités d'assistance », a-t-il répondu à une question de LA PRESSE. « Je ne voudrais donner aucun exemple ».

Garanties de prêt, arrangements fiscaux ou prêts à long terme sont des moyens dont il ne veut pas discuter pour l'instant.

À la Chambre des Communes, le ministre a dit qu'il tient à renouer le conseil consultatif de l'industrie des pâtes et papiers avant de prendre une décision.

Devant les journalistes, il a affirmé que ses discussions avec les membres du comité consultatif seront plus générales que le cas Domtar.

« Je veux connaître l'opinion des dirigeants d'entreprise sur la collaboration que l'industrie cherche à obtenir d'Ottawa lorsqu'il est question d'expansion ».

La semaine dernière, le premier ministre a souvent fait allusion à une aide possible du fédéral, autre que la subvention. Les députés conservateurs de l'Estrie mentionnent très précisément la garantie de prêt ou la réduction fiscale comme assistance possible.

Le ministre Stevens a contredit M. Mulroney sur un autre sujet lorsqu'il a affirmé que son ministère ne réexaminerait pas la définition de société d'Etat. Il a reconnu que les fonctionnaires du MEIR appliquaient deux critères différents, l'un basé sur le con-

trôle effectif et le second sur le niveau de 50 p. cent et plus des actions détenues.

« Nous allons continuer d'appliquer les deux formules », a dit M. Stevens, « car elles ne posent pas de problèmes ».

En Chambre, Brian Mulroney a déclaré qu'il s'agissait d'interprétations différentes données par les fonctionnaires et qu'elles ne correspondaient pas nécessairement aux vues du gouvernement.

À ce moment, le premier ministre avait laissé entendre que les critères seraient revus. Hier, le ministre Stevens a apporté un démenti formel, tout en disant qu'il comprend le sens que les libéraux et les médias aient pu donner aux propos de M. Mulroney.

Motion de censure jeudi contre le gouvernement du Parti québécois

QUEBEC — Le parti libéral présentera dès jeudi une motion de censure contre le gouvernement, mais il ne s'attend pas à ce qu'elle provoque sa chute et le déclenchement d'élections.

LOUIS FALARDEAU
de notre bureau de Québec

C'est ce qu'a déclaré hier le leader parlementaire de l'opposition, Michel Gratton, en rappelant que les indépendants avaient déjà dit qu'ils n'entendaient pas défaire le gouvernement.

La motion a donc surtout pour but de permettre aux députés d'exposer leurs griefs sur le thème de « l'absence de vision éclairée (du gouvernement) face aux défis que le Québec se doit de relever pour maîtriser son avenir ».

De toute façon, explique M. Gratton, le temps de tenir des élections générales est arrivé et on n'aura pas besoin de défaire le gouvernement pour qu'il les déclenche dans les prochaines semaines.

Il se dit en effet assuré que M. Lévesque ne pourra y échapper et qu'il y sera probablement

poussé par la prochaine fronde de ses députés.

On présume, dit-il, qu'il n'est pas malade et qu'il est en pleine possession de tous ses moyens. Mais un jour il va s'enfarger — il l'a fait à chaque session depuis huit ans — et ça déclenchera la valse des « il faut que Lévesque parte » au sein de son caucus. Il ne pourra s'en tirer qu'en déclenchant des élections.

Pas de « pairage »

Mais même si leur stratégie ne visera pas d'abord à renverser le gouvernement en chambre, les libéraux n'ont pas pour autant l'intention de lui faciliter la tâche.

Il n'est pas question de pratiquer le « pairage » — entente prévoyant qu'un député de l'opposition s'abstient de voter à chaque fois qu'un député ministériel doit s'absenter de la chambre pour vaquer à ses occupations. Cette tradition n'existe pas au Parlement de Québec, dit le leader libéral.

Et d'ailleurs, poursuit-il, s'ils veulent paier, qu'ils le fassent avec les indépendants dont plusieurs sont toujours membres du Parti québécois. Qu'ils paient entre amis.

Il fait aussi valoir que la menace d'être défaits en chambre n'empêche pas les ministres de voyager puisqu'ils peuvent le faire sans danger entre le jeudi soir et le mardi après-midi. « Mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour leur faciliter la tâche », lance-t-il.

M. Gratton laisse toutefois entendre que son parti pourrait faire une exception pour le voyage officiel que le Premier ministre doit faire à Paris fin mai. « On verra, dit-il, si on n'est pas en élections à ce moment-là ».

Le Leader refuse par ailleurs de dire quelle sera la stratégie de son groupe lors de la reprise de la session cet après-midi. L'opposition se contente-t-elle de dire, s'intéressera toujours aux ingérences du ministre de la Justice dans les dossiers de police, mais il y a tant d'autres sujets de question.

Un de ceux-ci est certes la péréquation que les libéraux abordent dès aujourd'hui. Mais déjà M. Gratton qualifie de « poudre aux yeux » la menace de M. Lévesque de lever une « taxe Mulroney » pour remplacer les sommes qu'Ottawa ne versera plus.

La campagne de financement du PLQ en voie de connaître un succès éclatant

Pendant que le Parti québécois (PQ) tend une main pressante à ses ministres et à leur personnel politique pour qu'ils versent 1 p. cent de leur salaire à la caisse du parti, les libéraux voguent allègrement vers un autre succès retentissant de leur campagne de financement.

Moins de 10 jours après son lancement, à la clôture du congrès plénier du début mars, la campagne de financement 1985 du Parti libéral du Québec (PLQ) est assurée d'atteindre 85 p. cent de son objectif de \$3.5 millions.

Sans le dire ouvertement, le co-président de la campagne libérale de financement, Tommy D'Errico, laisse entendre qu'en core une fois, l'objectif sera atteint. Il est même permis de croire qu'il puisse surpasser le record de \$4.5 millions atteint l'an dernier.

— Presse canadienne

Jean-Roch Boivin au conseil de Via Rail

OTTAWA — Le gouvernement Mulroney vient d'offrir à Jean-Roch Boivin, l'ex-bras droit de René Lévesque, un poste au conseil d'administration de Via Rail.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

De sources sûres, LA PRESSE a appris également que plusieurs autres administrateurs seront nommés cette semaine à la direction de VIA.

La nouvelle a été confirmée hier par un membre du gouvernement conservateur qui a voulu garder l'anonymat. « Je peux vous dire, a déclaré cette personne de la haute administration fédérale, qu'il y aura plusieurs nominations et que celle de Jean-Roch Boivin sera la plus connue ».

M. Boivin a été chef de cabinet

du premier ministre Lévesque durant sept ans. Il a démissionné de son poste l'an dernier.

La nomination officielle de M. Boivin et celle des autres administrateurs de Via Rail devait se faire hier par le conseil des ministres. Le tout a été retardé en raison du départ précipité de M. Mulroney pour Moscou où il doit assister aux funérailles de Constantin Tchernenko.

De son côté, interrogé par LA PRESSE, le président du conseil d'administration de VIA, M. Lawrence Hannigan, a expliqué que les règlements de la société prévoient 17 membres au conseil.

VIA a cinq administrateurs seulement dans le moment. M. Hannigan croit que les prochaines nominations, y compris celle de M. Boivin, seront pour combler tous les postes vacants, qui ne sont pas des emplois à temps complet, a-t-il précisé.

Paquette (Rosemont), Jules Bouchard (Rivière-du-Loup), Pierre de Bellefeuille (Deux-Montagnes) et Jérôme Proulx (Saint-Jean). Gilles Grégoire, député indépendant de Frontenac, ne fait pas du groupe. Ce dernier n'a d'ailleurs pas été partie aux discussions qui ont mené à la formation du groupe parlementaire.

Dans un bref communiqué émis hier, le porte-parole du regroupement, M. Léonard, dit compter sur le sens démocratique de la Présidence de l'Assemblée nationale, du gouvernement et de l'opposition officielle pour leur accorder les moyens de collaborer pleinement aux travaux parlementaires.

Sept des huit députés indépendants constituent un groupe parlementaire

QUEBEC — Après plusieurs semaines de discussion, sept des huit députés indépendants de l'Assemblée nationale ont finalement décidé hier de constituer le Groupe de parlementaires indépendants.

C'est le député de Labelle et ancien ministres des Transports, Jacques Léonard, qui agit comme porte-parole (chef?) du groupe cependant que le rôle de leader parlementaire a été confié à Guy Bisailon, député de Sainte-Marie.

Les cinq autres membres de ce regroupement ad hoc sont les députés Denise LeBlanc-Bantey (Iles-de-la-Madeleine), Gilbert

FAUT SONNER L'ALARME AVANT DE SONNER LE GLAS.

Avec son avant-projet de loi sur le régime de négociation du secteur public, le gouvernement est en train, par un coup de force sans précédent, de trahir les droits les plus fondamentaux des travailleurs et travailleuses du secteur public.

On veut les priver du droit de négocier sur toutes les questions vitales.

On veut les priver du droit de grève sur les conditions salariales.

C'EST GRAVE ET ÇA CONCERNE TOUT LE MONDE.

Un tel agissement aura des répercussions catastrophiques pour les autres travailleurs(euses) et pour l'ensemble de la population en général.

D'abord, les services offerts à la population vont se dégrader considérablement.

Ensuite, le patronat du secteur privé sera bien tenté de suivre le mauvais exemple du gouvernement et on pourra remettre en question des conditions de travail (congé de maternité, régimes d'assurance, régimes de retraite) qui ont profité aux autres travailleurs(euses) dans le passé.

Nous sommes toujours disposés à discuter avec le gouvernement, sur la place publique, de tout projet d'amélioration du régime de négociation qui respecte le droit à la négociation.

**Oui à la négociation.
Non au décret.
C'est clair!**



SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES PROVINCIAUX DU QUÉBEC.

Membre de la coalition pour le droit de négocier.

Une hausse des tarifs suivra le règlement du conflit aux Postes

OTTAWA (PC) — Une hausse des tarifs postaux est devenue plus que probable dans la foulée du règlement qui vient d'intervenir entre la Société canadienne des postes et ses 23,000 postiers.

En conférence de presse, hier, le président du Syndicat des postiers canadiens, M. Jean Claude Parrot, s'est dit convaincu que ses membres approuveront l'entente de principe entre le syndicat et la compagnie qui garantit une sécurité d'emploi absolue aux postiers.

Les hausses de salaires, 75 cents sur deux ans comme l'offrait l'employeur, sont moins importantes qu'espéré, d'admettre le syndicaliste, heureux d'avoir signé sans recourir à la grève une première convention collective avec la nouvelle société.

Mais, estime M. Parrot, « il ne serait pas surprenant que la société annonce très bientôt une hausse de tarifs, en utilisant les négociations pour la justifier ».

Une hausse probable

« Une hausse des tarifs est probable », d'admettre un porte-parole de la société, M. Lazlo Szabo, précisant que cette hausse était tout aussi prévisible que la montée du coût des loyers ce printemps.

« Les tarifs n'ont pas été augmentés depuis 30 mois. En novem-

bre dernier le président de la société, M. Michael Warren, s'était engagé à ce qu'il n'y ait pas de hausse au cours du premier trimestre de 1985 », de rappeler M. Szabo expliquant que, par la suite, la montée des coûts pour la Société rendrait la hausse inévitable.

Cependant, toute hausse de tarifs nécessite un préavis de 60 jours dans la Gazette officielle, a-t-il rappelé.

Des percées

En dépit des critiques émanant déjà des syndiqués d'Halifax quant au nouveau contrat, M. Parrot s'est dit convaincu que l'entente représente les aspirations de la vaste majorité des postiers.

Les hausses salariales, 37 et 38 cents pour les deux prochaines années, sur un salaire moyen de \$12,68, « sont en-dessous de nos attentes », admet-il, soulignant toutefois les progrès fait du côté normatif. « Depuis le début on dit que nos préoccupations n'étaient pas salariales », a dit M. Parrot.

Une clause d'ajustement à l'inflation constituera une protection pour une hausse de l'indice des prix supérieure à 5 pour cent. Les primes de fin de semaine et de nuit passent de 85 cents à 1,05 l'heure.

Surtout, les postiers jouiront d'une sécurité absolue d'emploi.



Même à la Société des Postes, on admet la probabilité d'une hausse des tarifs.

Tout transfert ne pourra excéder 40 kilomètres, et l'employeur devra prouver qu'il fait face à des circonstances en dehors de sa volonté pour demander des déplacements.

Les postiers ont aussi obtenu

un plan payé en totalité par l'employeur pour les soins dentaires, de l'ouïe et de la vue.

La Société a aussi accepté de limiter à 4,500 le nombre des emplois à temps partiel pour les postiers.

Petro-Canada repousse les « accusations vagues » de Dye

OTTAWA (PC) — Le Vérificateur général du pays s'est souvent contenté d'accusations vagues et a tiré des chiffres de son chapeau pour dénoncer l'achat de Petrofina par Petro-Canada, a soutenu hier un dirigeant de la société de la couronne.

Armés du rapport d'enquête des comptables torontois Ernst et Whinney, les responsables de Petro-Canada y sont allés d'une charge inhabituelle contre le Vérificateur général, Kenneth Dye, qui depuis un an réclame des comptes sur cette transaction d'un milliard \$1,4 milliard survenue en 1981.

M. Dye a porté, la semaine der-

nière, en Cour fédérale sa requête pour qu'on lui donne accès à tous les documents sur la transaction qui aurait pu coûter selon lui jusqu'à \$2,4 milliards.

« Ce sont des chiffres fictifs, qui n'ont rien à voir avec la transaction », de lancer hier le vice-président aux finances de Petro-Canada, M. David O'Brien, commentant les \$650 millions de pertes fiscales pour Ottawa qui auraient dû être ajoutées à la transaction, selon M. Dye.

Des taxes de \$200 millions qui manquaient, selon M. Dye, ne devaient pas être payées en vertu d'un accord fiscal entre la Belgique et le Canada. Quant à \$450 millions de concessions fiscales obtenues par la société fédérale, elles ne changent rien parce que,

de toute façon, Petro-Canada est propriétaire à 100 p. cent des contribuables, a ajouté M. O'Brien.

« M. Dye a fait beaucoup de très vagues affirmations », a lancé le vice-président, soutenant qu'il lui pressait de voir une fin à cette controverse qui dure depuis quatre ans.

Pour M. O'Brien, toutes ces luttes ont déjà coûté trop d'énergie à la société de la couronne. « Nous sommes une compagnie commerciale, compétitive, on ne peut avoir toujours des gens qui s'interrogent constamment sur vos opérations, par-dessus la tête du conseil d'administration », a-t-il lancé.

S'appuyant sur l'étude torontoise publiée vendredi, M. O'Brien a soutenu que les \$120 l'action ver-

sés par Petro-Canada pour acquiescer la compagnie belge étaient un juste prix et que considérant les actifs, le prix aurait pu atteindre \$151 l'action tout en restant équilibré.

Actuellement une action de Petrofina vaudrait \$100, a-t-il admis, mais la société fédérale se trouvait alors confrontée à des hausses probables des hydrocarbures. Les intentions fédérales de canadieniser ce secteur, dans le décor depuis des mois, ont aussi contribué à ce que l'actionnaire belge maintienne son prix bien que ces parts se transigeaient à \$75 à la bourse.

Le rapport Ernst et Whinney, qui blanchit la société, souligne que des documents sont disparus depuis la transaction mais, pour M. O'Brien, il ne s'agissait que de notes de travail, de calculs manuels et de diapositives qui ne font que recouper les documents disponibles au Vérificateur.

PLUIES ACIDES Ottawa espère toujours convaincre Washington

OTTAWA (PC) — En dépit des divergences de vues entre le Canada et les États-Unis en matière de pluies acides, le gouvernement fédéral espère toujours que des progrès tangibles seront réalisés dans ce dossier à Québec en fin de semaine prochaine.

« On espère être capable d'obtenir ce soient mis en oeuvre des progrès solides contre la menace des pluies acides », a déclaré hier aux Communies le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

A la différence des Américains, « nous croyons qu'il n'y a pas de besoins pour d'autres recherches, nous pensons que nous convaincront à poser des gestes en en posant nous même », a-t-il ajouté.

Au cours des derniers jours, les fonctionnaires, tant canadiens qu'américains, se sont employés à réduire les attentes dans le domaine des pluies acides en vue de la rencontre entre MM. Brian Mulroney et Ronald Reagan, à Québec en fin de semaine prochaine.

Mais hier, en Chambre, le ministre a eu fort à faire pour faire taire l'opposition, qui accusait le gouvernement de plier l'échine devant Washington.

Le chef néo-démocrate Ed Broadbent a rappelé les déclarations de l'ambassadeur américain au désarmement, M. Paul Nitze, qui, contrairement au gouvernement, liait le programme de surveillance du Nord au projet américain de bouclier spatial. Washington avait rapidement nuancé ces allégations la semaine dernière.

« C'est de l'anti-américanisme délibéré », a lancé M. Clark. « On peut certainement comprendre pourquoi le député n'est plus premier ministre », de lancer, cinglant, M. Broadbent par la suite.

« Une des raisons pourquoi je ne suis plus premier ministre c'est que vous, les néo-démocrates, courez toujours rejoindre les libéraux devant une décision difficile », a répliqué M. Clark dans une allusion au vote qui avait défilé son gouvernement en décembre 1979.

La leçon d'économie

Le douanier américain m'a accueilli comme si j'avais été la première marmotte : « Look who's there ! My friend the biker ! Spring's coming hey ! ... »

Vous vous rappelez le soleil qu'il faisait dimanche ? Une petite shot d'huile sur la chaîne du Mauve, et hop, je suis parti au devant du printemps... Que j'ai d'ailleurs dû croiser sans m'en rendre compte, puisque, dans la grande côte de Highgate Falls, je me suis retrouvé directement en plein été. Oui, oui, dimanche dernier, puisque je vous le dis, en été... la grosse suée, la grosse soif, et l'arrêt au Mary's Country Store, comme en plein mois de juillet.

- R'garde qui s'en vient ! Déjà su le bicycle !

Cela fait des années que j'arrête au Mary's Country Store, à peu près à mi-chemin de ma boucle. C'est un petit dépanneur de campagne, tenu par la grosse Mary, une Franco-Américaine parfaitement bilingue et fière de l'être, bien que aussi insignifiante dans une langue que dans l'autre. Courant spécimen de cette race épicrière qui fait de la richesse son unique discours et son unique vertu.

Par contre, il faut leur donner ça aux épicier : ils savent compter. La grosse Mary n'a même pas hésité quand je lui ai tendu mon cinq canadien...

- Ta piastre vaut 71 cents, 5 fois, ça fait \$3,55, moins 45 sous pour ton jus de pamplemousse, je te dois \$3,10 américains, right ?

- Donne-moi un autre jus...

Je l'ai bu debout à côté du cash, où il y a un comptoir avec trois tabourets. Ils étaient tous occupés par des indigènes endimanchés qui parlaient des sucres et de la pleine lune, et du prix du sirop qui devrait monter puisque la récolte de l'an passé était toute épuisée...

« Pas sûr que vos affaires marchent si bien que ça cette année, fit observer la grosse Mary... Une fois rendus ici, les gens de Boston et de New York n'ont qu'à traverser au Canada où ils paieront le gallon de sirop quasiment moitié prix... Et à moi en français : - Pour une de nos piastres, combien y donnent au Canada maintenant ? \$1,40 ?

Les trois gars se sont tournés vers moi, comme si j'étais le ministre responsable des politiques monétaires :

- Ben oui, dis-nous donc ça le cycliste, qu'est-ce qui se passe au Canada ?

Ils tombaient bien : deux jours avant, je m'étais fait expliquer la situation par mon collègue Alain Dubuc... Et j'étais très fier de leur répéter ce sur quoi, semble-t-il, tous les économistes canadiens s'accordent :

- Que ce soit bien clair en partant, il n'y a pas, messieurs, de crise du dollar canadien. Vu ? Ce n'est pas notre dollar qui baisse, c'est le vôtre qui monte !

- Comment ça ?

- Pourquoi votre dollar monte-t-il ? Tout simplement à cause de votre énorme déficit !

- C'est une farce ?

- Pas du tout. C'est écrit dans tous les journaux du monde. Votre épouvantable déficit maintient vos taux d'intérêt très élevés... Et ce sont ces taux élevés qui attirent, chez vous, des capitaux du monde entier, ce qui crée une forte demande pour votre dollar dont la valeur augmente jour après jour... Autrement dit, qui fait des dettes et emprunte à des taux très élevés pour les payer, s'enrichit...

- Répète nous ça un peu ?

- Ah non ! Non ! De toute façon si vous n'avez pas compris la première fois, vous ne comprendrez pas plus la seconde... C'est très très compliqué.

Si compliqué, en fait, que moi-même, je m'en rends compte à l'instant, je n'ai pas très bien compris, ce que Dubuc m'a dit. Je me contente de rapporter fidèlement ses paroles... en m'étonnant tout de même un peu : ainsi ce serait grâce à leur déficit que les Américains ont un dollar fort, donc qu'ils sont riches...

Si seulement les lois de l'économie domestique pouvaient se décider à suivre la même logique ! J'en connais quelques-uns qui deviendraient très riches demain matin...

Mais admettons qu'il en soit bien ainsi. Que ce soit bien là l'explication de l'opulence momentanée des États-Unis. Qu'attendons-nous alors pour en faire autant chez nous, au Canada ? Nous avons en mains tous les ingrédients du succès économique : des taux d'intérêt qui ne sont pas si bas, et un déficit ma foi respectable... Bon c'est vrai, notre déficit n'est pas aussi énorme que celui de nos voisins, mais c'est seulement parce que, au contraire du bon sens, on essayait jusqu'ici de le réduire, qu'on se mette seulement dans l'idée de l'augmenter et on fera aussi bien que n'importe qui...

Pendant que j'étais plongé dans mes pensées, les trois indigènes s'étaient poussés, oubliant sur-le-champ la leçon d'économie et le fou qui la leur avait servie. J'étais seul avec la grosse Mary qui me relançait :

- On rit bien de ce bord-ci de la frontière, mais pour les Canadiens c'est rien de comique. Votre dollar va descendre jusqu'ou, tu penses ?

- Tu ne me poses pas sérieusement la question ?

- Si, pourquoi pas ?

- Voyons donc, tu ne connais pas l'histoire ? Tu ne sais pas qu'il est prévu que le dollar canadien descende progressivement jusqu'à valoir 60 cents américains. Et que là il ne bougera plus... Tu dois savoir que le Canada s'est converti au système métrique ? Qu'on a remplacé les pintes par des litres, les onces par des grammes, les milles par des kilomètres... Eh bien nous en sommes maintenant au dollar ! De la même façon qu'il y a 1,66 kilomètre dans un mille, il y aura bientôt 1,66 cent canadien dans un dollar américain...

- Quand ça bientôt ?

- Le jour de la fête du Canada, le premier juillet prochain à minuit. Une heure plus tard dans les Maritimes...

Comme m'a dit le douanier quand je suis repassé : « Oui monsieur il fait beau et chaud ! Mais attention... ce sont les premiers soleils les plus traitres ! ... »

Peckford décrète des élections à Terre-Neuve pour le 2 avril

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) —

A peine trois ans après sa réélection, le premier ministre Brian Peckford a déclenché, hier, une nouvelle élection à Terre-Neuve pour le 2 avril prochain.

En 1982, M. Peckford réclamait un mandat de négociation des ressources sous-marines avec le gouvernement fédéral. Il a signé une entente avec Ottawa à ce sujet il y a un mois.

Il demande maintenant un mandat « pour créer des emplois basés sur les nouveaux accords dans les domaines des pêches, des forêts, des mines et des ressources offshore ».

« Je veux avoir la chance, a-t-il expliqué, de rendre la nouvelle entente de l'Atlantique réelle et significative pour les gens ».

Le leader libéral Leo Barry a aussitôt prétendu que c'est parce que M. Peckford se trouvait de-

vant l'obligation d'augmenter les taxes qu'il décrétait une élection, avant même la fin de son mandat.

Frank Moores

M. Peckford, qui est âgé de 42 ans, est devenu premier ministre en mars 1979, après un congrès à la direction des conservateurs convoqué à l'occasion de la retraite de M. Frank Moores. M. Moores était premier ministre depuis 1972.

A l'élection de juin 1979, les conservateurs récoltèrent 33 sièges et les libéraux 19.

A l'élection de 1982, les conservateurs portèrent le nombre de leurs sièges à 44 et les libéraux à huit.

Les libéraux ne détiennent plus cependant que six sièges. Il y a un député néo-démocrate et un siège est vacant.



Ligue Majeure d'Improvisation

SAISON 1984-1985

SÉRIES ÉLIMINATOIRES

FINALES CONFÉRENCE YVON LEDUC

SECTION QUÉBEC ET MAURICIE
QUÉBEC ET STE-FOY

SECTION LAVAL - LAURENTIDES - LANAUDIÈRE
REPENTIGNY ET ST-JÉRÔME GAGNANT REPENTIGNY

FINALES CONFÉRENCE ROBERT GRAVEL

SECTION RIVE-SUD - ESTRIE
SHERBROOKE ET SOREL GAGNANT SHERBROOKE

SECTION MONTRÉAL
MONTRÉAL CENTRE ET MONTRÉAL-EST GAGNANT MONTRÉAL-CENTRE

ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

Participation de la L.M.I. au premier tournoi amateur international d'improvisation à Aubervilliers, France du 12 au 27 mars 1985.

PARTICIPANTS(ES)

ROUGES

L.M.I. Québec
Ent.: France Collard
No. 3 Carole Dion
No. 7 France Galarneau
No. 11 Marie-France Pérusse
No. 4 Louise Laviolette
No. 1 Sylvain Lajoie
No. 5 Michel Courtemanche
No. 14 Claude Legault
No. 55 Jean-François Paradis

BLEUS

L.M.I. Québec
Ent.: Yves-Étienne Banville
No. 7 Anique Poitras
No. 8 Danielle Létoirneau
No. 13 Marie-Josée Baron
No. 127 Isabelle Vachon
No. 1 Luc Labarre
No. 27 Richard Trudeau
No. 44 Daniel Leblanc
No. 77 Yako de Arburn

Maitre de cérémonie: Pierre Boyer
Arbitre en chef: Gil Desautels
Directeur artistique: Pierre-André Hamel
En collaboration avec: Adidas International
C.A. Trudel, Shawinigan
Roy Sport, Pointe-aux-Trembles

la presse

PRODUCTEUR: PROMOSHOW INC. (819) 539-3470

LA BRASSERIE
O'KEEFE
LIMITÉE

Gorbatchev n'est pas un inconnu

Les grands deuils de Moscou (trois en 28 mois) tenaient un peu le rôle des campagnes électorales aux États-Unis. Les événements, bien que de nature et de durée bien différentes, annonçaient une pause et préparaient un suspense. Quel changement apportera l'élection d'un président aux États-Unis? De quoi demain sera fait quand le Kremlin aura un nouveau maître?

Il faut convenir que la désignation rapide d'un successeur à Constantin Tchernenko, en la personne de M. Gorbatchev, aura satisfait très tôt les curiosités, si, d'autre part, toutes les appréhensions quant à l'avenir ne sont pas apaisées. Et ne peuvent pas l'être complètement dans l'immédiat. Constans, toutefois, que le Kremlin se vide de ses vieillards.

Pour Constantin Tchernenko, Numéro 1 du Parti communiste soviétique décédé dimanche, c'est une seconde mort. Il avait déjà été enterré, si on peut dire, une première fois quand Andropov succéda à Brejnev.

Tchernenko n'avait-il pas été le principal disciple de Brejnev et ne pouvait-il pas, de ce fait, aspirer à la succession? Les camarades en décidèrent autrement et c'est Andropov qui eut la préférence. Le court règne de Youri Andropov valut enfin la notoriété à Tchernenko.

L'héritage de Tchernenko est celui de Brejnev, celui de l'orthodoxie.

Ce ne sont pas les Soviétiques qui changent. Ce sont les Américains qui ont changé.

Ils ont changé le jour où le président Reagan, constatant que le «déclin du pays venait d'atteindre la cote d'alerte», décida «qu'il faut d'urgence entreprendre un effort important pour y remédier».

L'effort a été entrepris, la modernisation nucléaire de l'OTAN a été accomplie sans que l'Alliance ne se brise.

Sur sa lancée Reagan veut maintenant une «guerre des étoiles». Il la «veut» sans vraiment la vouloir. Il ne la veut pas plus que les camarades soviétiques, qui, les premiers (on oublie habituellement de le rappeler), ont modernisé leur armement nucléaire dès 1977.

La disparition de Tchernenko, dont il faut bien dire qu'elle ne crée pas une grande surprise, ne saurait constituer un empêchement à la tenue de la conférence de Genève sur le désarmement. Les délégations russe et américaine, qui sont déjà sur place, auront vraisemblablement à discuter de cette fameuse «guerre des étoiles». Les Russes, en tout cas, insistent pour qu'elle soit à l'ordre du jour et il est d'ores et déjà certain que l'accord n'est pas acquis. Il ne le sera peut-être jamais.

Bien des choses vont dépendre du successeur de Tchernenko, M. Gorbatchev. La rapidité avec laquelle il a été désigné donne à penser que rien n'est laissé à l'improvisation.

M. Gorbatchev jouit d'un préjugé favorable en Occident. Il a plu à Mme Thatcher, lors d'une visite à Londres en décembre dernier. Ce *satisfecit* ne garantit pas le salut éternel de l'humanité.

Pour M. Mulroney, les événements ressortissent à l'aubaine. En une semaine, entre le 10 et le 17 mars, il aura vu les deux Grands. Rappelons que M. Gorbatchev n'est pas un parfait inconnu ici. Il visita le Canada comme ministre de l'Agriculture.

Guy CORMIER

Les Postes et la confiance

La Société canadienne des postes, ayant réussi à éviter une grève de ses employés, doit maintenant se consacrer entièrement à l'amélioration et à la rentabilité de ses services. La réduction du déficit de ces dernières années et le rétablissement de relations de travail plus stables sont déjà des acquis considérables pour cette société de la Couronne.

Toutefois, la qualité du service laisse beaucoup à désirer et les Postes ont du mal à faire face à la concurrence des messageries privées. La Société des postes s'était donné jusqu'en 1987 pour atteindre son objectif de rentabilité. Il ne lui reste que deux ans et, à en juger par le succès de ses concurrents, encore moins pour regagner la confiance de sa clientèle.

Depuis des années, on impute la détérioration du service postal aux relations de travail et aux syndicats. Le président de la Société canadienne des postes, M. Michael Warren, en a toujours été conscient et il s'est efforcé de créer un nouvel esprit propice à une meilleure productivité, liant le service offert au public à la satisfaction d'un travail bien fait et l'amélioration des relations de travail. En évitant une grève des postes, M. Warren a donc réussi à donner une certaine continuité à son travail: rien n'aurait été plus désastreux qu'une grève au moment où les Canadiens commençaient à avoir un peu plus confiance dans leur service postal.

Toutefois, le plus dur reste encore à faire. La diminution du déficit depuis la transformation des Postes en société de la Couronne est en grande partie due à une très forte hausse des tarifs. Le déficit se situe encore à quelque \$300 millions et il pourrait augmenter à la suite de la nouvelle convention collective. Une autre hausse des tarifs serait difficile à concevoir, le public se montrant de plus en plus réticent à payer davantage pour un service dont la qualité ne s'améliore pas assez vite à son gré.

Le développement des messageries privées donne une excellente idée de l'impatience du public. Ces compagnies ont réussi à prendre une part importante du marché le plus rentable, le courrier d'affaires entre les grands centres et à l'intérieur des grandes villes. En choisissant bien leur clientèle, elles arrivent à donner un service supérieur à celui des Postes et à les priver d'une importante source de revenus.

La Société des postes tente d'offrir des services de messagerie comparables, mais elle ne peut pas facilement transformer ses structures pour affronter la concurrence de compagnies neuves qui peuvent se spécialiser dans les services les plus rentables. En effet, les Postes ont l'obligation d'acheminer le courrier de première classe, affranchi à 32 cents, sur l'ensemble du territoire canadien. C'est son monopole et son obligation.

Tant que le public sera mécontent du courrier de première classe, il n'aura pas grande confiance dans les services de messagerie et les autres services que la Société des postes pourrait mettre sur pied. Or, le public continue à se méfier des Postes: on entend toujours encore trop de plaintes réelles ou imaginaires au sujet du courrier de première classe.

En évitant une grève, la Société des postes peut continuer son travail de reconstruction sans une interruption désastreuse. Elle doit maintenant regagner la confiance du public et accomplir sa tâche principale, l'acheminement du courrier de première classe, sans quoi ses projets les plus ambitieux ne riment à rien.

Frédéric WAGNIÈRE



(Droits réservés)



Marcel Adam

Qui n'est pas concerné par le problème des minorités?

Ceux qui appartiennent à une majorité et se sentent de ce fait sécurisés en tout ce qui leur tient à coeur, ne réalisent probablement pas la menace que posent à leur tranquillité les problèmes reliés aux droits des minorités.

«Un peu partout dans le monde, les problèmes des minorités engendrent des situations explosives susceptibles d'entraîner des conflits généralisés. Ils constituent sans doute la première menace à la paix», disait le professeur Gil Rémillard en annonçant la tenue d'un congrès sur ce thème. Et de citer les exemples qui viennent spontanément à l'esprit: le Pays basque, le Liban, l'Iran, l'Inde, où les conflits entre minorités et majorités risquent à tout moment, dans les endroits les plus névralgiques, de déborder les frontières et de mettre à feu et à sang de vastes régions du monde, sinon la planète elle-même.

L'argument du professeur Rémillard aurait justifié à lui seul que la IIIe Conférence de droit constitutionnel, tenue la semaine dernière à Québec sous les auspices de l'université Laval, ait pour thème «Les droits des minorités». Mais, lors du gala de clôture, M. René Lévesque évoquait une autre raison de porter attention à ce grave problème: «Nulle part au monde aucun peuple, aucun groupe, pourrait

prétendre que d'une certaine façon il n'est pas lui-même minoritaire.»

D'autres raisons plaident pour que ces assises aient lieu chez nous et à ce moment-ci.

Le Canada, qui est constitué de minorités de toutes origines et de toutes cultures, a fait oeuvre de pionnier dans la protection des droits des minorités.

La Proclamation royale de 1763 se réfère aux droits des peuples autochtones et les Pères de la Confédération ont inscrit certains droits pour les minorités linguistiques et religieuses dans la constitution de 1867.

Ce qui ne veut pas dire qu'en pratique les droits des autochtones et des minorités religieuses, linguistiques et ethniques n'ont pas été bafoués. Les crises majeures de notre histoire ont-elles une autre cause? Plusieurs dispositions de la Charte des droits et libertés de 1982 comblent en partie des lacunes de notre droit et apportent de meilleures garanties à cet égard.

Ensuite le fait que le Québec a été et continue d'être à l'avant-garde en matière de protection des droits des minorités, justifiait la tenue en ses murs de cette conférence. A ce propos le ministre québécois de la Justice, M. Pierre-Marc

Johnson, a expliqué aux participants que le Bas-Canada, avant même le Royaume-Uni, a reconnu le plein statut aux juifs dès 1831. Vingt ans plus tard, le Parlement du Canada uni adoptait une législation sur la liberté des cultes n'excluant aucune secte religieuse. Depuis le début de notre parlementarisme, en 1792, les minorités ont toujours participé au processus politique québécois. Bref, l'attitude de la société québécoise à l'égard de ses minorités est perçue à bon droit par beaucoup comme exemplaire, malgré d'occasionnelles et peu glorieuses intermédiaires.

Voilà dans quel contexte se sont réunis à Québec quelque trois cents universitaires et experts internationaux pour discuter des droits des minorités. Un thème important qui méritait de retenir l'attention. Ces assises auront-elles eu tout le rayonnement souhaité par les organisateurs? Hélas, non.

Les spécialistes, avec leur discours juridique extrêmement technique qui se prête mal à la vulgarisation journalistique immédiate, ont monopolisé l'ordre du jour. Au détriment des participants — dont plusieurs représentaient des groupes ethniques — qui n'ont pas eu assez de temps pour soulever des débats utiles et

plus susceptibles de retenir l'intérêt des médias.

Au surplus les organisateurs avaient cru bien faire en invitant plusieurs ministres des gouvernements d'Ottawa et du Québec. Malheureusement, les choses intéressantes qu'ils ont dites ont été éclipsées, dans les médias, par leurs déclarations faites sur des questions étrangères au thème du colloque, lors des conférences de presse tenues après leurs discours de circonstance.

Mais cette entreprise fut un succès malgré son peu de rayonnement public. De telles rencontres portent toujours des fruits, du moins pour les participants qui en sortent plus instruits et mieux armés pour mener une action efficace.

En tirant les conclusions de la conférence, Jean-Louis Roy, directeur du *Devoir*, a dit que ces assises n'étaient pas terminées, que le débat sur ce thème se poursuivait. Voulait-il par une figure de style consoler les participants qu'avaient déçus la fin trop abrupte de la dernière période de questions? J'ai cru l'avoir entendu ajouter que la conférence de l'an prochain porterait sur le même thème. J'espère avoir bien compris. Il ne serait pas superflu de revenir sur cette importante question, mais de manière cette fois-là à rendre les échanges plus productifs et plus rayonnants.

DOCUMENT

Réparer les torts causés au Québec

Ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes du Québec, M. Johnson livrait quelques réflexions aux délégués à la troisième conférence de droit international, dont le thème était «Le droit des minorités». Voici la conclusion de cette allocution.

La spécificité québécoise a toujours rallié un large consensus au

Pierre-Marc JOHNSON

Québec et depuis quelques mois, certaines déclarations non équivoques de responsables politiques fédéraux et pro-fédéralistes indiquent que ce consensus est plus large et plus fort que jamais.

De cette vision découlent un

certain nombre d'axes d'interprétation des revendications québécoises: la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise, la protection qui doit être accordée au Québec contre ce qui le rendrait inutilement vulnérable en tant que minorité dans l'ensemble canadien; le respect des institutions démocratiques du Québec et des garanties afférentes quant à l'évolution des institutions canadiennes; l'acceptation de voir le Québec se doter d'instruments adaptés aux nouveaux défis de son évolution et de son environnement économique et social, particulièrement dans la mesure où ceux-ci exigent un déploiement de ressources et d'orientations nouvelles dans l'éducation au sens le plus large du terme.

Nous croyons qu'il est possible, sans porter préjudice au reste du Canada, de réparer les torts causés au Québec par la loi constitutionnelle de 1982 et de maintenir son espace de liberté essentiel.

Les problèmes posés par la dualité linguistique subsisteront toujours au Québec. Ils seront d'autant plus aigus que l'encadrement constitutionnel et juridique des droits linguistiques persistera à en ignorer l'existence.

Nous devons ainsi procéder à certains arbitrages au sein même de la législation québécoise. Dans un jugement récent, la Cour supérieure a déclaré invalides certaines dispositions de la Loi 101 en matière d'affichage au motif qu'elles s'opposent à la liberté d'expression garantie par la Charte québécoise des droits et li-

bertés. Cette cause met en évidence la complexité du rapport entre la langue et la liberté d'expression dans le discours commercial.

Les objectifs de préservation de l'environnement français du Québec demeurent. Les instruments que la société québécoise s'est elle-même donnés démocratiquement sont délicats à manier, à l'image de la réalité complexe qu'elle recouvre.

La solution aux problèmes que nous venons d'évoquer réside autant dans les mentalités que dans les textes de loi.

La paix sociale, le progrès, le partage et les expressions de solidarité reposent en partie sur des valeurs intangibles, mais inestimables: la confiance et le respect.

POINT DE VUE

Mais qui donc veut la paix au Moyen-Orient ?

Cela bouge beaucoup au Moyen-Orient. Une fois de plus. Mais une fois de plus sans que rien bouge vraiment.

Il y a certes des mouvements qui créent une réalité nouvelle. Ceux, par exemple, de l'armée d'Israël évacuant une partie du Sud-Liban avant de se replier sur la frontière internationale. Mais il en est d'autre dont l'influence n'est pas immédiatement perçue, si influente il y a.

DAVID CATARIVAS
journaliste

C'est ainsi que M. Shimon Pérès s'est rendu en Italie et en Roumanie avec l'intention de demander à ses interlocuteurs d'aider Israël à obtenir des négociations directes avec les Arabes. La formule peut paraître assez satisfaisante. Mais finalement de quels Arabes s'agit-il ? Les Palestiniens représentés par Arafat ? Il n'est pas question pour l'instant d'une négociation directe avec eux. Le roi Hussein ? Mais il vient de confirmer, par l'accord passé avec Arafat, qu'il n'est plus en mesure de négocier seul l'avenir des territoires de Samarie et de Judée.

Arafat et Hussein se sont mis d'accord. Là encore, aucune situation nouvelle n'a été créée. Il n'y a rien de nouveau dans cet accord malgré toute la publicité faite autour. Son objectif était sans doute de faciliter la tâche au souverain saoudien, le roi Fahed, lors de son séjour à Washington et de permettre au président Mubarak de mieux plaider la cause d'une Conférence internationale sur le Moyen-Orient. Mais il semble bien que l'exercice de « relations publiques » que constituait la publication de l'accord a perdu de son effet par la révélation de son contenu. Certes, Arafat a accepté pour la première fois le principe d'un échange « territoire contre paix » mais dans un contexte d'une telle ambiguïté qu'il n'en reste finalement rien. Et au sein de l'OLP sa position se trouve encore plus contestée.

Deux députés israéliens se sont rendus à Tunis pour y rencontrer Yasser Arafat. Là encore rien de nouveau. Des rencontres entre Arafat et marginaux de la vie politique israélienne ont déjà eu lieu. À chaque fois les « messagers » de paix israéliens s'empressent d'informer le monde des bonnes intentions du chef de l'OLP, de son désir d'avoir recours à des voies uniquement politiques et diplomatiques, dde sa reconnaissance quasi immédiate d'Israël, etc. et à chaque fois il ne sort rigoureusement rien de ces rencontres. Et le procureur général de l'Etat d'Israël a parfaitement raison de ne pas poursuivre les interlocuteurs d'Arafat même s'ils peuvent tomber sous le coup de la loi pour avoir eu des contacts avec le chef d'une organisation terroriste dont l'objectif déclaré reste la destruction de l'Etat d'Israël.

Traduire Mohamed Miari, Matti Péled ou Ouri Avneri en Justice c'est leur rendre le service d'une grande opération publicitaire. Ils ne demandent que cela. Mais au fond, s'ils ont peut-être servi la cause de l'OLP en l'aidant, provisoirement, à paraître comme favorablement disposés à négocier ils n'ont absolument pas nui à Israël ou desservi sa cause. Car, avec le temps, il apparaîtra qu'il s'agissait, une fois de plus, d'une boudruche et qu'il n'y a rien de réel derrière les intentions d'Arafat.

Russes et Américains se rencontrent à Vienne pour y discuter du Moyen-Orient. Mais leurs positions de départ sont telles qu'ils ne peuvent pas arriver à un accord. Rien, pour l'instant du moins, ne peut amener les États-Unis à accepter l'idée d'une Conférence internationale à laquelle participeraient les Russes et l'OLP. Or l'objectif du président Mubarak comme celui du roi Hussein, comme ceux d'Arafat et de Fahed c'est précisément cette Conférence internationale. Ou du moins, en ce qui concerne le roi Hussein et le roi Fahed c'est ce qu'ils prétendent. Il y a de bonnes raisons de penser que ce n'est qu'un vœu pieux et qu'ils seraient très ennuyés de le voir se réaliser.

Si quelque chose doit bouger au Moyen-Orient ce ne peut être qu'au niveau du dialogue entre Israël et ses voisins. Et ce dialogue ne peut s'entamer que s'il y a — comme ce fut le cas avec le président Sadate — volonté absolue de la part de l'interlocuteur arabe de reconnaître, formellement et officiellement, le droit d'Israël à l'existence. Toutes les autres formules, de reconnaissance indirecte, de reconnaissance implicite, ne sont que des boudruches lancées dans le monde de la politique comme ces ballons portant des slogans que lancent les publicitaires.

La conjoncture actuelle ne permet plus aux pays arabes d'exercer sur les États-Unis une pression suffisante pour amener l'administration américaine à exercer à son tour une pression sur Israël. Tant que les pays arabes continueront de diriger leurs efforts vers Washington rien ne sera fondamentalement modifié. C'est vers Jérusalem qu'ils doivent orienter leurs démarches. Car c'est avec Jérusalem qu'il leur faudra, tôt ou tard, négocier. Mais Jérusalem, cela signifie le gouvernement de l'Etat d'Israël et non pas un journaliste-politicien qui n'a pas réussi à conserver son siège à la Knesset ou deux parlementaires — un arabe et un juif — qui se situent en dehors du consensus national.

Qui sait ? À force de bouger peut-être les voisins d'Israël finiront-ils par bouger dans la bonne direction. Mais malheureusement rien, pour l'instant, ne semble l'indiquer.

Kibboutz Hanita
Israël

Une critique acerbe

M. Guy Lafleur
Le Forum de Montréal

Comme bien des Québécois francophones, j'ai regardé ce qui devait être « La soirée Guy Lafleur ». On aurait dû être plus honnête et annoncer cette soirée telle qu'elle s'est vraiment déroulée : « Flower's Hockey Night in Canada ».

Sauf erreur, vous avez commencé votre allocution en anglais. J'en suis resté estomaqué, puis je me suis dit que vous alliez adresser quelques mots en anglais et pour suivre en français pour le reste. Mais non ! Vous avez même remercié vos ex-coéquipiers en anglais. Même si hélas ! la majorité des joueurs actuels du Canadien sont d'expression anglaise, c'est le club Canadien que vous remerciez et ce club a toujours été l'orgueil des Québécois francophones. Vous n'avez pas joué pour les Maroons que je sache, mais pour le club Canadien.

Mais ce qui fut le comble, c'est d'avoir remercié les membres de la presse en anglais. Je ne puis croire que *The Gazette* et les autres médias anglophones sont plus importants à vos yeux que *Le Journal de Montréal*, *La Presse* et



tous les autres médias francophones qui ont la plupart du temps chanté vos louanges et ce, à travers toute la province. Je n'ai encore lu aucun commentaire à ce sujet de la part des journalistes francophones.

Chose certaine, à leur place, je ne l'aurais vraiment pas pris ! Et j'espère qu'il y en aura au moins un qui soulignera cet affront. Tout ce que je viens d'écrire n'a aucun sens dans le cadre d'une émission intitulée « La soirée Guy Lafleur », mais devient tout à fait normal si l'on change le titre pour « Flower's Hockey Night in Canada ». Comme ça devient normal d'avoir choisi un interprète de l'hymne national incapable de chanter en français sans accent.

Remarquez que malgré ma déception, je ne me donnerais pas la peine de vous écrire cette lettre si une fois retiré vous alliez vendre de l'assurance ou vous adonner à une occupation du genre. Mais il paraît que le club Canadien veut faire de vous un « ambassadeur ». Il est certain que vous avez été un grand joueur de hockey, que vous êtes un immortel de ce sport, mais en tant que Québécois francophone, je n'ai vraiment pas besoin d'un ambassadeur de votre calibre. Samedi soir, vous avez démontré que vous étiez ce qu'on appelait autrefois un Canadien-Français avec une mentalité de minoritaire. Ce temps est révolu et en 1985, j'exige quelqu'un d'autre pour me représenter.

Jean COTÉ
Saint-Lambert

NDLR : Vous êtes très sévère envers Guy Lafleur. Laissez-lui le temps de s'acclimater à ses nouvelles fonctions de relationniste. Pardonnez-lui la grande nervosité qui le hantait ce soir-là. Si vous réécoutez l'enregistrement de son boniment, vous réaliserez qu'il a commencé à parler en français. Pour être plus précis, Lafleur a parlé exactement 97 secondes en français et 79 en anglais.

Chômage et loterie

Qu'il me soit permis d'offrir au Groupe La Laurentide, mes humbles et sincères félicitations pour cette heureuse initiative d'avoir, tout récemment, créé ce « Fonds Emploi Jeunesse », un projet unique dans le monde des affaires auquel il versera \$100,000 par année, dans le but de « donner une chance » aux 600,000 jeunes sans travail au Québec. Ce Fonds sera géré par la Chambre de commerce du Québec qui demande à toutes les entreprises d'y contribuer pour soulager la détresse des jeunes et régler ce problème chronique.

Ne vous semble-t-il pas qu'il serait merveilleux si Loto-Québec et les milliers et milliers d'amants de nos diverses loteries, en réponse à cette pressante invitation, accep-

taient à l'unanimité, que ces dernières soient modifiées de façon à ce que soit versée dans ce Fonds Emploi Jeunesse, « la moitié » du montant présentement alloué « aux gagnants majeurs » de chacune d'elles ?

En ce faisant, nos « chanceux », par cette coupure, ne seraient nullement amenés au seuil de la pauvreté ; les autres, ces moins favorisés, pour leur part, en seraient quittes à désirer ardemment y subir le même sort dans le plus court délai possible.

Ne serait-il pas souhaitable, que de ces sommes fabuleuses périodiquement remises en « prix », ces 600,000 jeunes sans emploi en reçoivent, en bloc, leur large part ?

Hector PELOQUIN
Sorel

Quand l'habit ne fait pas le moine

Moins on a de statut social dans notre société, moins on est respecté. C'est une société où règne beaucoup la « respectabilité ». Il faut être « quelqu'un », du moins en avoir l'air, donner toutes les apparences qu'on est quelqu'un.

Ces apparences passent par le degré de richesse, par les possessions dont on ne sait s'entourer, ces possessions qui nous possèdent plus que nous ne les possédons, et par le travail que celui-ci nous confère. Non pas le travail en lui-même, car qui dira qu'un Général d'armée est plus utile qu'un vidangeur, ou qu'un président de compagnie travaille plus fort qu'un maçon.

En fait, le statut social n'indique rien de l'utilité réelle du travail effectué, ni de sa valeur, ni de son intensité. Il y a à cet égard de singulières surprises. Les gens les plus haut placés ne sont pas nécessairement ceux qui travaillent le plus, ni qui accomplissent les tâches les plus utiles pour le bien-être de la population. Tout le monde le sait, même si peu le disent.

Le chimiste qui, dans son laboratoire contribue à fabriquer une nouvelle arme meurtrière, peut être bardé de diplômes, être bien payé, avoir une belle maison, être respecté de ses voisins, mais ne fait-il pas, objectivement, plus de tort à la vie future de ses concitoyens que le chômeur, qui lui au moins ne fait rien de maléfique. Évidemment, la société en juge tout autrement. Le chômeur sera regardé de haut, et le chimiste sera adulé.

Il est une catégorie de la population qui est perçue avec condescendance, qui ne détient aucun statut, et cette catégorie est celle des jeunes. Ils ne sont pas assez vieux, pas assez matures, pour qu'on leur laisse quoi que ce soit entre les mains. Ils sont encore en train de se former, dit-on, prétendant peut-être par là que les adultes, eux, sont formés. Combien d'esprits de jeunes sont déjà plus matures que ceux de beaucoup d'adultes, qui ont peut-être su se tailler une place dans la société, mais à quel prix ?

et pour quoi faire ? Voilà une question qu'on peut souvent se poser à juste titre. Combien d'adultes sont amers dans la petite fonction qu'ils occupent, se pavant avec d'autant plus d'ostentation qu'ils éprouvent au fond d'eux-mêmes combien ils sont vides. Bien souvent, leur fonction en est une d'exploitation des autres, où on doit jouer durement des coudes pour se tailler une place au soleil comme on dit. Combien ne s'inscrivent pas purement et simplement à l'intérieur d'un système purement insensé, faisant actionner un petit rouage d'une vaste machine dont ils n'ont aucune vue d'ensemble, sans se poser la question de l'endroit où nous conduit cette machine, que ce soit à la guerre ou à la crise. Ils se contentent de jouer le jeu, sans trop se poser de questions, sans trop remettre en question, sans s'interroger sur le sens de tout cela.

Mais ce n'est pas ainsi que le voit la société. Les jeunes restent à la traîne, attendant pour avancer que les places se libèrent, qu'ils aient vieilli et prouvé qu'ils peuvent être des adultes. C'est-à-dire qu'on ne les acceptera que lorsqu'ils auront bien assimilé les règles du jeu, qu'ils auront perdu « cette petite flamme de vie », sans laquelle on n'est plus que des automates accomplissant une fonction sans trop y penser. Il faut voir en effet que cette position subalterne dans laquelle on laisse les jeunes si longtemps est en soi une école de la vie.

Les jeunes devront apprendre ce qu'il faut faire, et ce qu'il faut perdre, pour gravir les échelons sociaux. On leur propose en modèles ceux qui ont réussi. Mais une fois de plus, à quel prix ont-ils réussi ? N'est-ce pas presque toujours au prix de cette petite flamme de vie qui est tellement vivace pendant la jeunesse, et qu'on doit éteindre au profit d'une autre lumière, plus artificielle, le feu des projecteurs ?

En attendant, les jeunes sont relégués dans les coulisses, dans les coulisses d'un monde « fou et bru-

tal », et qui n'a pas beaucoup de sens, en attendant que la vie elle-même en soit concernée. Pas seulement la vie économique, comme ce semble être l'obsession de nos gouvernants, obsession qu'ils finissent par transmettre, comme une traînée de poudre ou une contagion, à la population et notamment aux jeunes. Mais la vie toute nue, sans attribut venant la réduire à quelque chose d'étroit et de mesquin. Et les jeunes le sentent bien. Ils sentent bien, de la position marginale qu'ils occupent que ce monde n'a pas de sens, que pour y entrer, il leur faudra jouer le jeu, perdre quelque chose d'essentiel et qu'ils possèdent peut-être déjà. D'une part, la porte de ce monde leur est fermée, d'autre part, quand une porte s'ouvre, ce n'est pas tous qui sont prêts à payer le prix pour y entrer...

Les divers problèmes qu'ont à affronter les jeunes, pénurie d'emploi, exploitation, obéir aux ordres qui ne viennent jamais d'eux, mais toujours d'en haut, peuvent apparaître insolubles. Mais s'ils sont insolubles, c'est d'abord parce qu'on constate du côté de ceux qui occupent les places, qui ne sont pas des ordres, une indifférence de fond même lorsqu'ils affichent un intérêt de surface. Ils sont prêts à la limite à recoller les morceaux cassés, mais non pas à créer un autre vase. Ils sont prêts à entreprendre quelque réforme, mais non pas à aller au fond du problème, et à effectuer un changement fondamental. Ils sont prêts à se pencher sur quelques questions superficielles qu'ils peuvent résoudre, mais non pas à effectuer une profonde remise en question où ils risquent eux-mêmes de perdre quelques plumes.

Tant qu'une telle remise en question, affectant jusqu'aux sous-basements de la société et du rôle que chacun joue en elle, contribuant de la sorte à la rendre telle qu'elle est, ne sera pas faite, il n'y aura pas de solution au problème des jeunes.

Pierre BERTRAND
Montréal



Lysiane Gagnon

La révolution intellectuelle

« Les idées néolibérales, écrit Laurent Joffrin, progressent dans l'opinion. La droite aussi. Faute de bien percevoir ces évolutions, la gauche ouvrira la porte aux réformes libérales, dont certains aspects sont certes positifs, mais qui seront menées par des classes sociales peu soucieuses de ménager les classes les plus défavorisées... Il n'y a qu'une manière de barrer la route à une révolution conservatrice de droite : faire, à gauche, une révolution intellectuelle. »

J'avais commencé à parler, samedi dernier, de ce livre de Joffrin, « La gauche en voie de disparition, Comment changer sans trahir ? » (Seuil). L'auteur, journaliste à Libération, explique les raisons du déclin de la gauche en France, et propose un autre socialisme, un socialisme modernisé, et régénéré par le courant libéral-libertaire.

Pour y accorder tant d'importance ? Parce qu'il s'agit d'un livre intellectuellement stimulant, et que ses propos, mutatis mutandis, s'appliquent aussi au Québec, dans la mesure où ici comme en France les dernières décennies ont été, pour nombre d'intellectuels et de militants, celles d'un rêve, qui a avorté aussitôt que le parti « porteur » du rêve s'est trouvé au pouvoir.

Quand il parle du Parti socialiste, on pense au PQ. Quand il parle de la puissante Fédération de l'Éducation nationale, on pense à la CEQ. L'un des (nombreux) auteurs qu'il cite est d'ailleurs un Québécois, l'économiste Pierre Lemieux, auteur de *Du Libéralisme à l'anarcho-capitalisme* (PUF). (C'est une autre des qualités de Joffrin que de s'informer à diverses sources et de s'inspirer des divers courants qui traversent le champ de la pensée démocratique.)

Sur l'Etat, l'entreprise, la bureaucratie, le syndicalisme, les analogies sont frappantes... à cette différence près que notre droite a peu à voir avec la droite française, qui a une tradition et des intérêts de classe bien définis, et à la frange de laquelle se greffe maintenant le néo-fascisme de Le Pen. Joffrin signale d'ailleurs qu'il y a une fausse représentation quand la droite française tente de tirer profit de l'actuelle vague libérale, car elle a toujours été farouchement opposée au libéralisme. A la gauche, donc, de récupérer ce courant qui peut s'inscrire dans sa propre tradition.

Voici quelques extraits.

Sur le « néoréalisme français » : « La gauche a besoin d'une révolution culturelle et non d'une simple conversion au pragmatisme. Car le néoréalisme français est un phénomène beaucoup plus vaste que la simple lucidité devant la crise. Comme leurs semblables occidentaux, les Français ne commencent pas seulement à comprendre l'économie. Ils poursuivent une vaste mutation mentale : le repli des existences sur une sphère à leur échelle, le rejet des projets collectifs hasardeux au profit des actions à résultat tangible.

Sur les économistes de gauche : « ...L'université dominée par la gauche n'a produit qu'un nombre très limité de spécialistes de l'emploi, comme si ce problème décisif pour toute politique de gauche ne méritait somme toute qu'une attention secondaire. A l'inverse, les rayons se sont remplis de recherches savantes sur les stratégies mondiales des multinationales, sur les nuances qu'il convenait d'apporter à tel ou tel passage des oeuvres de Marx ou d'Engels, toutes choses fort respectables mais d'une utilité discutée pour une expérience gouvernementale. »

Sur l'entreprise : « Le message économique de Solidarité (en Pologne), que la gauche a refusé d'entendre, tient en une formule : rendez-nous le marché ! (...) L'entreprise privée n'est pas mauvaise en soi. Il y a seulement des bons et des mauvais capitalistes. Les bons savent mener leur navire en associant l'équipage à la navigation. Les mauvais se jettent sur les récifs parce qu'ils se croient seuls à bord. La gauche doit favoriser les bons et sanctionner les mauvais (et comprendre) qu'elle a tout intérêt à jouer la carte du patronat intelligent, qui se trouve précisément être le plus multinational (...) Inégalitaire, dure et productiviste, mais aussi pluraliste, efficace et amendable, l'économie de marché est là pour durer. Il faut s'y faire : l'avenir de la gauche, c'est le capitalisme. »

Sur « l'esprit d'entreprise » : « Un tiers des créateurs (d'entreprises) ont moins de 30 ans... Le repli sur soi n'est pas forcément synonyme de passivité. Il y a moins de militants politiques ; il y a plus de jeunes entrepreneurs. Toujours cette volonté de « voir le bout de ses actes »... Tous savent bien que l'exercice suppose un travail très supérieur à la moyenne pour des espérances de gains aléatoires. C'est le souci d'indépendance et la soif de réalisation personnelle qui les pousse.

Sur l'Etat : « En défendant l'Etat tel qu'il est, la gauche, poussée par des syndicats de fonctionnaires voués à la défense des acquis, rend de mauvais service aux travailleurs de l'Etat. Elle pérennise leur démotivation, elle détériore leur image dans le public, et se contente de réduire crédits et effectifs si l'argent vient à manquer, tel un vulgaire gouvernement de droite.

Sur la bureaucratie : « L'égalitarisme mal compris produit cette injustice paralysante : la prédominance de l'avancement à l'ancienneté sur l'avancement au mérite. Le fonctionnaire qui tente de mieux satisfaire les administrés n'est pas mieux traité que le tire-au-flanc. Au contraire, dans un environnement où l'on se garde de juger les gens sur les résultats (ces résultats sont inégaux, donc dangereux pour le principe d'égalité), celui qui travaille trop ou trop bien devient suspect... »

Sur les dogmes : « Il n'y a pas de paradigme unique en économie, ni de modèle explicatif global. La seule solution c'est l'éclectisme. Dans certains cas, les schémas néoclassiques sont plus efficaces. Ailleurs, c'est le marxisme qui approche le moins mal la réalité. C'est du débat contradictoire entre les différents courants que sort non pas une vérité économique, mais une approximation utile... Quelques valeurs simples et profondes : voilà le noyau dur de la doctrine de la gauche. Tout le reste est contingent. Le pluralisme est, en politique, un gage de démocratie. Il est, en matière économique, une assurance contre l'aberration.

Sur la démocratie : « L'Union de la gauche (entre le PS et le PC) est immorale. Elle a lié deux partis qui convergent sur l'accessoire et divergent sur l'essentiel, c'est à dire sur la démocratie. (...) Que dirait-on d'un parti de droite qui consentirait du bout des lèvres à parler des erreurs d'Hitler mais dénoncerait sans relâche l'« antinazisme primaire », et expliquerait les horreurs du Troisième Reich par les dérèglements mentaux de son chef et non par la perversité de son système ? (...) L'URSS est le principal ennemi de la démocratie en Europe. Si la gauche est démocrate jusqu'au bout, elle érigera l'antisoviétisme en valeur positive, comme elle l'avait fait naguère de l'antifascisme. Quant aux USA, ils sont également un danger pour l'Europe et pour le socialisme. Mais d'une autre nature, qui exclut tout parallèle. On ne fera plus croire à personne que le coca-cola, IBM et les jeux vidéo sont aussi dangereux que les T72, les camps de travail et le KGB.

L'histoire se répète

En tant que le patron qui a arrangé les dernières nominations au Sénat, M. Trudeau doit se réjouir dans son for intérieur en regardant comment ses appointés s'emploient à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement au pouvoir.

Fort de ses 68 membres libéraux, la Chambre haute offre au pays un spectacle sans précédent pour une institution appelée à être un modèle de respect et de discrétion pour les traditions démocratiques.

Si on se réfère aux explications de l'ancien premier ministre les nominations qu'il a faites au Sénat aux dernières heures de son gouvernement sont justifiées par l'expertise dans tel ou tel domaine de chacun des appointés.

tre représente l'esprit constructif, un troisième, l'esprit destructif, un quatrième les sociétés anonymes, un autre qui représente les illustres anonymes qui ne représentent que lui-même et son ancien patron.

On parle déjà de l'intention du gouvernement d'augmenter le nombre de sénateurs afin de contrer la majorité libérale. A quelque 90,000 dollars par tête de sénateur on peut facilement s'imaginer ce que ça va coûter au contribuable alors que les dizaines de millions ainsi attribués pourraient servir à la création d'emplois pour un grand nombre de chômeurs.

La disgrâce du Sénat romain à la fin de l'empire s'apprend à l'école. Mais, malheureusement, l'histoire nous apprend qu'on n'apprend rien de l'histoire.

Michel M. SOLOMON
Montréal

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. » Port de retour garanti.

ABONNEMENT Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 18h.	285-6911	ANNONCES CLASSÉES Commandes du lundi au vendredi 8h à 17h.	285-7111
RÉDACTION du lundi au vendredi 9h à 16h30.	285-7070	GRANDES ANNONCES Détailants	285-7202
PROMOTION	285-7100	National, Télé-Presse	285-7306
COMPTABILITÉ Grandes annonces	285-6892	Vacancas, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carières et professions, nominations	285-7320



Ronald Reagan s'était lancé à l'assaut de la Maison-Blanche, en 1980, en jurant d'abattre «le monstre» qu'était devenu, selon lui, l'État-providence légué par le New Deal de Franklin Roosevelt.

Spécifiquement, deux grands thèmes domestiques galvanisèrent les Américains, dont un budget fédéral hypertrophié n'arrivait pas à chasser la morosité: réduire le rôle du gouvernement dans la vie des citoyens et rendre aux travailleurs jusqu'au tiers de leurs impôts.

Élu massivement, M. Reagan passait aux actes, donnant son nom à une «révolution conservatrice» d'une ampleur et d'une portée sans précédent dans les démocraties modernes.

En moins de cinq ans, le «reaganisme» a subi maints avatars, s'articulant tantôt autour de la théorie du *supply side* (une économie stimulée par l'offre), tantôt autour du dogme du *trickle-down* (plus les riches s'enrichissent, plus les pauvres en profitent en bout de ligne), pour finalement s'ancrer sur des déficits astronomiques et un *demand side* principalement militaire et stimulé par l'État.

L'impact social de cette immense expérimentation ne pouvait qu'être à la mesure du bouleversement déclenché. Et, depuis les élections du 6 novembre dernier, les États-Unis continuent, plus reaganistes que jamais, comme si cet impact social était quantité négligeable.

L'immensité du territoire, la diversité des habitants, leur individualisme foncier, le sens américain de la dignité, leur rêve de réussite en oubliant les échecs passés et les juridictions multiples régissant leurs vies, voilà autant d'obstacles bloquant la

L'IMPACT SOCIAL DU « REAGANISME »

Une polarisation entre des pauvres plus pauvres et des riches plus riches

vue sur «le coût social du reaganisme» aux États-Unis.

Dès avant lui...

D'ailleurs, M. Reagan ne vient-il pas d'être réélu avec 52,6 millions de voix contre 43,9 millions en 1980? Il y avait bien, dans la dernière année de la présidence de Jimmy Carter, 7,6 millions de chômeurs (7 p. cent) et 27 millions de pauvres (des familles ayant moins de \$10 000 par an avant impôts), sans compter un taux d'inflation de 16,4 p. cent. M. Reagan n'a tout de même pas inventé la pauvreté en Amérique.



JOONEED KHAN

Irréfutable. Sauf que la vérité des chiffres est encore plus accablante pour M. Reagan. Il a ramené l'inflation à 4,8 p. cent en 1984, mais le revenu médian, après impôt fédéral (en \$ de 1974) baissait, de 1980 à 1984, de \$10 282 à \$10 175. Le revenu des fermiers (en \$ de 1967) chutait pendant ce temps de \$8,6 milliards à \$5,4 milliards.

Avant d'aborder la fragile «relance» en cours, fondée sur un problème dollar ultrafort qui siphonne les capitaux étrangers mais inhibe les exportations, le «reaganisme» a d'abord provoqué, aux États-Unis, la plus forte récession depuis la crise de 1929: le taux de chômage grimpe à 10,7 p. cent en 1982 pour retomber, en 1984, à 7,4 p. cent (8,5 millions) — un Noir adulte sur deux en âge de travailler n'a pas d'emploi; le nombre de pauvres dépasse les 35 millions en 1983 — deux pauvres sur trois sont des Blancs et un enfant sur quatre vit dans la pauvreté.

Le nombre de millionnaires a doublé entre 1980 et 1982. Les 10 p. cent d'Américains vivant au sommet de la pyramide, possédant 78 p. cent des entreprises, ont vu leur part de l'ensemble des revenus individuels passer à 33 p. cent en 1982, alors que 8,5 millions d'Américains s'appau-

vrissaient sous l'administration Reagan.

Rêves brisés

Ces chiffres ne traduisent pas le drame humain, les rêves brisés, l'abandon des plus faibles et des plus vulnérables, jeunes et vieux, aux «lois du marché» et à «l'égalité des chances» dans un système intrinsèquement inégal, mais ils révèlent une donnée fondamentale du «reaganisme»: une polarisation de la société américaine entre des riches plus riches et des pauvres plus pauvres.

En 1980, comme l'a estimé l'historien Theodore White, 36 millions d'Américains touchaient des chèques de sécurité sociale, 22 millions bénéficiaient du Medicaid, 26 millions profitaient du Medicare, 18 millions bouclaient leur budget grâce à des timbres alimentaires, 15 millions recevaient des prestations d'anciens combattants, 11 millions dépendaient des programmes d'Aide aux familles avec des enfants à charge, 27 millions d'écoliers prenaient un repas gratuit à l'école et des millions de jeunes gens étudiaient grâce aux prêts et bourses.

Toutes ces catégories se recoupaient le plus souvent, si bien qu'il est impossible de se faire une idée exacte du nombre d'Américains dépendant directement ou indirectement des dépenses civiles du gouvernement fédéral. Souvent, il y avait aussi des abus. Mais l'abandon de maints programmes, au nom de l'esprit d'entreprise, a, du jour au lendemain, bouché les horizons de plusieurs dizaines de millions d'hommes et de femmes.

Le choc est d'autant plus brutal qu'il survient dans un climat de cynisme, d'égoïsme et d'hypocrisie: l'État-providence n'est pas démantelé, il est mis au service des nantis; l'économie est stimulée par l'énorme demande militaire créée par le budget mirobolant du Pentagone (c'est l'État qui mène, au prix de déficits astronomiques, et le *supply side* cède le pas au *demand side*); l'injustice fiscale triomphe: un couple réalisant moins de \$10 000 voit son impôt augmenter de 22 p. cent en 1983,



Comme ses prédécesseurs, Ronald Reagan a fait campagne dans les quartiers en ruines de New York, le South Bronx notamment. Et comme ses prédécesseurs, le président élu a laissé la détérioration de ces quartiers se poursuivre.

alors qu'un autre faisant \$200 000 et plus voit le sien baisser de 15 p. cent; les employés, accablés au chômage par la multiplication des astuces patronales, sont contraints à des concessions salariales; profitant des réductions d'impôts, les firmes se lancent dans la concentration

industrielle et agricole; modèles de la réussite «reaganiste», les *yuppies* spéculent et consomment. «I am a material girl», chante Madonna.

Fin de la compassion

Le très capitaliste *Economist*, de Londres, n'a pu s'empêcher

de s'inquiéter de cette «mesquinerie peu sympathique qui menace de devenir respectable» dans l'Amérique de Reagan où «le marché est devenu un objet de culte» et où le «chacun pour soi et Dieu pour tous est une attitude de plus en plus désagréablement répandue».

C'est cet abandon de ce que les Américains appellent «the quality of mercy», la compassion, qui amenait une commission d'évêques catholiques à adresser, dès le 7 novembre 1984, à l'Épiscopat américain, après deux années de recherche, une déclaration-choc concernant «la doctrine sociale de l'Église et l'économie américaine».

Les évêques, dont l'initiative fera beaucoup parler d'elle d'ici novembre, ne critiquent aucune des variantes du capitalisme. Ils se félicitent de la démocratie politique des États-Unis. Mais ils s'inquiètent de l'exclusion d'hommes et de femmes de la vie sociale active et réclament que la démocratie politique aille de pair avec la «démocratie économique».

La persistance des niveaux actuels de chômage et de pauvreté «est un scandale social et moral dans un pays aussi riche et aussi puissant que le nôtre», écrivent-ils, ajoutant que «la distribution des revenus et des richesses y est si inéquitable qu'elle enfreint la norme minimale de la justice distributive».

Il est un fait que 41,1 millions d'Américains ont voté contre M. Reagan en 1980 et 36,5 millions ont récidivé en 1984, alors que 85 millions d'autres n'ont pas daigné voter. Il y a là des Amériques qui combattent à peine ou qui subissent dignement le «reaganisme», cette «révolution culturelle du capitalisme».

Il y a 20 ans, les gardes rouges de Mao, armés de leur petit livre, bouleversaient la Chine de fond en comble: les Chinois commencent maintenant à admettre que cela leur a coûté des années en termes de développement. Il faudra encore longtemps pour mesurer l'impact réel du «reaganisme» sur l'Amérique. M. Reagan ne sera plus là et les générations suivantes devront ramasser les morceaux.

LES CHARMES FELLINIENS DE LA « BIG APPLE »

New York, la ville de tous les phénomènes...

De toute évidence, il voulait engager la conversation.

Grand, costaud, noir, mâchouillant une énorme portion de chewing-gum (une véritable caricature!), il pilotait son tas de ferraille jaune à 60 kilomètres-heure en zigzaguant, sur les six voies du Broadway, entre les réclames à roues servant d'autobus, les limousines à châssis allongé et quantité de ses confrères chauffeurs de taxi.

«J'adore conduire», finit-il par lancer. «Et pendant mes vacances, je compte faire tout le sud des États-Unis en auto!»

Il ouvre un peu plus la vitre pare-balles qui nous sépare pour rire à gorge déployée de l'un de ses ex-passagers, un capitaine de la British Airways, un homme à \$125 000 par année, qui était stupéfait de s'entendre dire que les *cabbies* new-yorkais trimaient à \$17 000 ou \$18 000.

«Il était appuyé là, comme tu l'es... Il m'a regardé la bouche ouverte et il m'a dit, désespéré... How can you stand it?... lance le chauffeur dans son savoureux accent, l'oeil malicieux, visiblement ravi de la déconfiture du richard.

À New York, il y a les taxis, innombrables véhicules brinquebalants, bosselés, rafistolés, bref, tout juste bons pour la casse, selon des critères autres que locaux. Et il y le reste.

L'étranger qui s'amène à évidemment bien autre chose en tête. Il vient arpenter les 50 musées, visiter les 500 ou 600 galeries d'art, soupeser les particularismes des 3 500 édifices religieux, marchander chez l'un des 1 000 antiquaires, se dépayser dans l'un des 4 600 bars, ou faire la fête dans le *mid-town*. Ou Greenwich, ou Soho.

Tout à Manhattan

Mais en mettant le pied sur l'île de Manhattan, c'est le spectacle de la rue qui le fascinera, l'inquiètera, le déroutera et l'exaltera tout à la fois. La rue des 12 000 taxis dans lesquels l'étranger passe finalement une bonne partie de ses journées. La rue des sirènes de police, des «buzzers» des camions à incendie. La rue des légions de complets-trois-pièces, des vendeurs de *pretzels*, des putes et de leurs souteneurs, des artistes ambulants, des hordes de paumés de

toutes espèces. Les rues de Manhattan.

Pourquoi New York fascine-t-elle à ce point? Il y a des villes plus grandes, ou plus peuplées, ou plus exotiques. Certainement de plus belles.

Peut-être notre propre image, poussée à la limite, nous est-elle renvoyée par le miroir que constituent les rues larges, droites et frénétiques de Manhattan, des



MARIO ROY

rues qui conduisent à tout, qui distillent à petites doses la compréhension de l'homme urbain, cette race qui peuple aujourd'hui tout l'Occident et dont les traits distinctifs sont poussés à leur paroxysme dans les entrailles de cette reine made in USA, à la fois couverte de perles et vêtue d'oripeaux.

Tout a été dit sur la richesse et la pauvreté des New-Yorkais, installés sur les ruines d'un comptoir de pelleterie ouvert par les Hollandais en 1613.

Il faut quand même entrevoir, dans la nuée de cols bleus et blancs qui mastiquent méthodiquement leur *Big Mac* dans un restaurant de la 56e Rue, le jeune Noir en loques qui recueille ici et là, sur les banquettes ou sur les plateaux abandonnés au-dessus de la chute à déchets, les miettes qu'il avalera pour tout déjeuner.

Il faut voir, à l'angle de Bowery et de Pell Street, l'Asiatique octogénaire qui est confortablement installé, assoupi, sur un amoncellement de déchets.

Dans les ruines

Il faut contempler, dans Harlem ou le Lower East Side, les pâtés de maisons en ruines dont les rez-de-chaussée abritent d'approximatives échoppes d'artisans; dont les étages — ou ce qui en reste — sont peuplés par la vermine, les rats et les miséreux, en attendant qu'un incendie soulage le *slumlord* des taxes qu'il verse pour un immeuble qui ne rapporte plus.

Il faut prendre garde, le di-

manche matin, vers cinq ou six heures, lorsqu'on croise, sur les avenues «ethniques» de Manhattan, des bandes d'une douzaine d'adolescents (des enfants de 13 ou 14 ans!) qui courent vers nulle part, chaînes aux épaules et couteau à la ceinture.

Un New-Yorkais sur six est pauvre. Et la pauvreté se supporte mal dans la *Big Apple*.

Car elle se vit côte à côte avec le multimillionnaire, dont le chauffeur impeccable et obséquieux astique une monstrueuse Cadillac en face de la Chase Manhattan Bank. La misère cohabite avec le fumet des steaks à \$30 de chez Gallagher's, sur la 52e Rue; avec les bagues à diamants de \$25 000 exposées dans les vitrines de chez Tiffany, sur la Cinquième Avenue.

Cela donne 30 000 policiers et le justicier du métro. Et, nonobstant le fait que d'autres villes sont statistiquement plus dangereuses, cela inculque, dans le cœur de chaque New-Yorkais, la conviction qu'il risque sa vie tous les jours en faisant ses courses ou en se rendant à son travail.

Ville de passions

Il n'en aime pas moins passionnément sa ville et s'animera comme un enfant lorsque, dans la rue ou dans un bar, il aura devant lui un étranger à qui il peut faire le coup du métropolitain blasé qui a tout vu, tout entendu, tout connu.

Somme toute, il a raison. Et c'est pour cela que l'étranger débarque à New York, où la gastronomie, la finance, les arts visuels, la publicité, la musique, la politique, la danse, la communication de masse, la culture rock se réinventent chaque jour. L'étranger sait tout cela avant même d'arriver, mais il lui reste à connaître l'essentiel, les rues de Manhattan.

«Un avertissement amical: gardez-vous de New York. Car de New York, on ne guérit jamais. Passé un mois ou une semaine, le mal est fait, irrémédiable. Mais consolez-vous: de ne point venir à New York, on ne guérit pas non plus. Bref, on n'échappe pas à New York», écrivent Patrice et Léila Blaque-Belair, des Européens convertis aux charmes felliniens de la *Big Apple*.



Positif ou négatif, New York exerce sur les gens, Québécois compris, un attrait indéniable. Tout y atteint des dimensions qui deviennent symboliques. Commercial, culturel, touristique, tous les attraits de la métropole américaine se conjuguent au superlatif. Comme les craintes, les dangers, etc.

LES ÉTATS-UNIS À L'HEURE DE LA PATRIE, DE LA FAMILLE, DE LA RELIGION

Avec Reagan, c'est le retour à certaines valeurs traditionnelles

■ L'avènement de Ronald Reagan à la Maison-Blanche a redonné des ailes à une certaine Amérique conservatrice, patriotique, attachée aux valeurs rurales traditionnelles, à la famille, à la religion, à l'entreprise privée, imbu de sa puissance impériale et confiante en sa légitimité.

L'homme qui incarne cette résurgence du rêve américain a su, parfois avec une simplification dangereuse, se rallier une Amérique profonde que le brouhaha libéraliste et le climat de révolte des années 60 et 70 nous avaient fait oublier.

Mais voilà, les Américains ont trouvé en Ronald Reagan le superprésident « musclé », solide, bon papa, travail-famille-patrie, *God Bless America* et sus aux *commies* (les communistes), un président élu pour « rendre sa grandeur » à l'Amérique.

L'Amérique de la « grande société » chère à John Kennedy et à Lyndon Johnson, celle qui chantait la paix à Woodstock, celle qui se battait sur les campus pour les droits civiques des Noirs et contre l'engagement au Vietnam, celle qui, depuis le New Deal de Roosevelt, cherchait une société meilleure au service des plus faibles, cette Amérique-là a cédé le pas à celle de Ronald Reagan.

Ce retour aux valeurs tranquilles des années 50, à l'esprit petit-bourgeois des années Eisenhower, n'est pas la conséquence d'un pur mouvement de balancier idéologique. D'abord, la dé-

bande vietnamienne et, ensuite, l'affaire des otages de Téhéran ont terni considérablement le reflet que les Américains avaient d'eux-mêmes. L'orgueil national était blessé.



GILLES TOUPIN

Sur le plan social, la récession économique et le chômage donnaient des allures de libéralités à fonds perdus aux projets de « grande société » des précédents gouvernements. Cette situation entraînait la démobilité des jeunes Américains des années 80. Ceux-ci n'ont désormais d'autres soucis que d'affronter le seul et vrai problème de l'heure, celui de s'assurer un avenir économique et une carrière; celui de se trouver un bon « job ».

Ronald Reagan rendait à tous ces gens l'image d'un pays fort et prospère; les États-Unis, terre de toutes les promesses, terre de l'héroïsme légendaire des conquérants de l'Ouest.

Contrat social minimum

Ce retour aux valeurs conservatrices, à ce mélange d'ordre moral et de désordre institutionnel, n'est pas le fruit du hasard. Il répond à un ensemble de forces profondes et organisées. C'est un contrat social minimum qui s'appuie sur la croyance en-

racinée en l'égalité des chances pour tous, en un progrès continu et en la bonté fondamentale de l'homme.

Concrètement, l'édifice intellectuel sur lequel s'est appuyé Ronald Reagan pour rassembler, en novembre 1984, 49 États sur 50 et sur lequel il continue de miser, se ramène à quelques idées choes qui sont un amalgame plutôt étrange de morale, de culture, d'économie et de politique.

Bien sûr, pour M. Reagan, le bon citoyen est celui qui pratique sa religion, peu importe laquelle. Il n'a pas renoncé à se battre pour réinstaller la prière obligatoire dans les écoles, même si la Constitution établit bien le partage entre l'État et l'Église.

Paradoxalement, son gouvernement s'est toutefois efforcé de supprimer les réglementations mises en place par les administrations Johnson et Carter pour faciliter l'intégration sociale des déshérités ou des minorités (par exemple, l'aide judiciaire gratuite aux indigents, le *busin-g* — le transport des enfants noirs et blancs d'un quartier à l'autre pour assurer l'intégration sociale).

C'est qu'au-delà de la charité chrétienne, la croyance en la libre entreprise et à l'anti-étatisme est un dogme qui s'installe au sommet de la hiérarchie des valeurs de l'ère Reagan. « Les conservateurs », écrit le commentateur français Guy Sorman en parlant de ceux qui épousent les valeurs mises de l'avant par le président américain, sont des moralistes judéo-chrétiens qui n'admettent pas que les méthodes d'intégration sociale des libéraux puissent limiter les libertés individuelles, même si ces libertés sont sources d'inégalités. »

Le profit immédiat

Le goût du profit immédiat est l'une des composantes majeures de ce courant idéologique; à preuve, la révolte fiscale qui, depuis 1978, a eu gain de cause dans 11 États. M. Reagan lui-même, sur cette question des impôts, n'a cessé de dire qu'il ne fallait pas les augmenter. « Moins de gouvernement » dans les affaires publiques ou privées des citoyens, clame-t-il.

Encore là, il est des valeurs qui entrent en contradiction dans ce système fondé sur l'*American dream*. Cette nécessité, par exemple, d'une défense toujours plus forte pour contrer l'« empire du mal » soviétique, entraîne un déficit budgétaire record qu'il faudra bien payer un jour.

Mais les deux mamelles de l'État Reagan, le néo-fédéralis-

me (détruire l'État-providence) et la privatisation, conduisent à la libération des entraves réglementaires pour les entreprises et à l'élimination des impôts excessifs. Si l'État laisse les entreprises suivre leur propre voie, la stabilité des prix et l'emploi reviendront naturellement. « Il suffit, dit M. Reagan, de rendre à chacun la possibilité de travailler librement pour restaurer le rêve américain détruit par mes prédécesseurs depuis quarante ans. »

Ce nouveau capitalisme inégalitaire qui heurte la vision sociale des libéraux — dans un pays qui compte 34 millions de pauvres — se nourrit de la notion de risque comme facteur d'innovation sociale.

La « Majorité morale »

Ce système de valeurs n'est pas sans engendrer ses extrêmes. La *Majorité morale* du révérend Jerry Falwell, fondée en 1979, en est la démonstration la plus spectaculaire. Ses adhé-

rents, dont le nombre a cru de façon vertigineuse au cours du premier mandat du président, se repaissent de l'attitude et des paroles du chef de la Maison-Blanche.

Le jour est enfin venu où la famille retrouvera sa place d'antan, où le divorce et l'avortement seront bannis, où la peine de mort sera rétablie, où la sauvergarde des honnêtes gens sera assurée, où la femme retournera en permanence au foyer et où les homosexuels seront « soignés ».

Les rouages de cette belle machine conservatrice ne sont pas exempts de grains de sable. Car il ne faut pas oublier qu'il y a encore l'autre Amérique, celle des 41 p. cent de citoyens qui ont voté démocrate aux dernières élections. Il ne faut pas non plus sous-estimer ce tiers monde américain, ces millions de pauvres et de réfugiés laissés pour compte, qui risquent un jour de s'éveiller.

Encore récemment, les évé-



ques américains ont réclamé, au nom de la justice sociale, d'énormes changements dans l'économie américaine. Les agriculteurs, dont plusieurs sont poussés à la faillite, élèvent de plus en plus le ton contre Ronald Reagan. Sans compter que la grande presse nationale continue, en majorité, à se montrer hostile aux politiques du président.

Ce sont deux Amériques profondes qui s'affrontent dans ce brassage de valeurs. Pour le moment, c'est celle de Ronald Reagan qui a le haut du pavé.



L'incarnation des valeurs traditionnelles, c'est Nancy et Ronald Reagan, qui célébraient la semaine dernière leur 33e anniversaire de mariage.



La présidence de Ronald Reagan a redonné des ailes à une certaine conception traditionnelle de « l'Amérique ».

Un président religieux que l'on a su utiliser

■ Ronald Reagan est un homme religieux. Il est un homme politique religieux. Et sa religion inspire ses gestes politiques, pour le bonheur des uns et le malheur des autres.

Homme religieux: il ne craint pas d'affirmer sa foi en Dieu. Il est fidèle à sa pratique religieuse. Et sa vie personnelle s'inspire manifestement des principes religieux généraux des Églises chrétiennes protestantes américaines.

JEAN-GUY DUBUC
Éditorialiste en chef
de LA PRESSE

Ce qu'il croit, l'essentiel de sa foi, rejoint donc, semble-t-il, le credo des millions de protestants américains qui croient en Dieu, en Jésus-Christ, en un dogme plus ou moins défini et en une morale plutôt stricte. Ainsi, le président américain reflète l'image d'une immensité de ses concitoyens, c'est-à-dire une forte majorité, soient-ils catholiques, protestants, juifs ou orthodoxes: pour tous ces gens, la religion demeure une référence de vie importante, une valeur inaliénable, qu'un certain monde extérieur veut détruire mais qu'il vaut la peine de préserver.

Au plan politique, il est évident que cette fidélité à la tradition rejoint assez facilement les schèmes de pensée républicains. Et cette fidélité rejoint également une partie de l'électorat démocrate qui demeure, au plan religieux, plus préoccupée de tradition que de renouveau. Quand, par exemple, est apparu le débat sur l'avortement, la position du président Reagan, condamnant l'avortement et refusant d'en accepter l'usage libre, rejoignait une forte majorité de Républicains et probablement une bonne minorité de Démocrates.

On se souvient, d'ailleurs, que la candidate à la vice-présidence, Geraldine Ferraro, appuyée par le gouverneur de l'État de New York, Mario Cuomo, avait soutenu publiquement qu'un catholique pouvait invo-

quer la liberté individuelle devant la loi sur l'avortement. Elle subit les foudres de Mgr O'Connor, archevêque de New York, et même de toute l'Assemblée des évêques catholiques des États-Unis, qui contestaient violemment le projet de loi.

Ce faisant, les évêques ne faisaient pas que diviser les Démocrates face à leur candidate Ferraro; ils accordaient un appui non équivoque au président Reagan. Ce qui laissait facilement croire que l'Église catholique était républicaine, au moins le temps du débat sur l'avortement. Mais ce débat coïncidait justement avec la campagne électorale à la présidence...

Les catholiques et les protestants

Il serait excessif de prétendre que le président aurait choisi une position morale pour simplement plaire aux catholiques américains. D'abord, parce que les évêques catholiques n'ont pas plus de pouvoir sur le président protestant qu'ils ne peuvent en avoir sur un président ou un candidat catholique. Ensuite, parce que cette prise de position n'est pas essentiellement catholique: elle touche tous ceux qui font une relation entre la foi et la vie. Ils sont nombreux, autant chez les protestants que chez les catholiques, autant chez les juifs que chez les autres membres de sectes ou de communautés religieuses, à rejeter l'avortement.

Mais il est certain que la position anti-avortement du président Reagan, tout en étant conforme à ses convictions personnelles, satisfaisait un plus grand nombre d'électeurs que les positions un peu floues des candidats démocrates. Ce qui signifie que la conscience religieuse de Reagan reflète assez bien la pensée intime d'une majorité d'Américains.

Bien sûr, les Églises catholiques et protestantes sont fortement divisées: on compte des centaines de confessions protestantes distinctes et les catholiques entretiennent des positions doctrinales extrêmement va-



Tous deux rétablis des blessures subies lors d'attentats dont ils avaient été victimes, le pape Jean-Paul II et le président Ronald Reagan se sont rencontrés au Vatican le 7 juin 1982.

riées. Autrement, il y a 20 ou 30 ans, l'Église catholique américaine comptait peu d'intellectuels qui pouvaient s'identifier à une certaine « gauche théologique ». Aujourd'hui, toutes les tendances se croisent, se côtoient et s'affrontent: la comme ailleurs, l'unité des plus grandes audaces liturgiques ou idéologiques depuis quelques années. Il reste

que la majorité demeure fidèle à la tradition, à la morale traditionnelle, à la foi traditionnelle, à la dévotion traditionnelle. Et M. Reagan fait partie de ceux qui demeurent fidèles à toutes ces traditions.

Son attitude, encore une fois, est guidée par sa conscience. Et cette conscience rejoint, même au plan politique, une majorité d'Américains. Personne n'a

pour autant le droit de lui reprocher sa sincérité, son engagement et ses principes.

Le fondamentalisme religieux

Mais il est évident qu'une telle attitude pour être utilisée, « récupérée », comme on aime maintenant dire, par ceux qui font le « métier » de la religion. Ils sont nombreux, là-bas, à se servir de l'esprit religieux d'âmes peu informées pour leur servir les poncifs d'une religion fondamentaliste qui satisfait les esprits inquiets et rassure les cœurs souffrants. Ceux qui font le métier d'utiliser la religion peuvent aussi utiliser les gens religieux. Il est évident que les positions religieuses et morales du président pouvaient facilement être utilisées par les professionnels de la prédication fondamentaliste. Ils ne s'en sont pas privés. Très probablement malgré lui, M. Reagan a servi de symbole à un enseignement qui relève plus de l'endoctrinement que de la doctrine.

On connaît le mouvement du « Moral Majority ». Il regroupe des millions de personnes sincères. Mais il est également dirigé par des leaders spirituels qui transmettent, spécialement à la télévision, dans des « shows » aux apparences spirituelles, un enseignement de la Bible qui n'a rien à voir avec une réflexion théologique éclairée. Les « preachers » tirent les textes de leur contexte, interprètent à leur façon des passages difficiles, s'appuient plus sur la lettre que sur l'esprit d'un récit biblique, choisissent tout ce qui convient à leur prédication populaire essentiellement axée sur le salut individuel du croyant.

Or, l'influence de ces artistes de la télévision et du spectacle est immense: on n'a qu'à compter le nombre de stations de télévision qui leur vendent leur temps d'antenne le dimanche matin ou les autres jours de la semaine. Quand on sait ce que coûte une heure d'antenne sur les ondes de CBS, de NBC ou

d'ABC, on devine ce qu'il faut d'argent pour remplir ces heures de prédication simpliste.

Pendant la campagne présidentielle, les Oral Roberts, Jerry Falwell, Rex Humbard, Jim Bakker, Jimmy Swaggart et autres prédicateurs professionnels du même style ont tous fait la cour au candidat républicain. Ils ont même dénoncé les candidats démocrates. Ils ont fait campagne contre l'avortement, pour le veto Reagan. Ce faisant, ils accordaient un appui politique, faussement religieux, à un candidat qu'ils couvraient de toutes les qualités morales.

Ils avaient, d'une certaine façon, raison: M. Reagan possède un ensemble de qualités morales indéniables. Mais en devenant l'allié d'un groupe religieux qui ne brille ni par la qualité de sa réflexion ni par son désintéressement des biens de la terre, M. Reagan a reflété l'image d'un croyant plus sincère que bien instruit.

On ne peut le lui reprocher: les évêques catholiques, en appuyant ses positions, n'en ont pas fait un catholique pour autant. Mais l'association avec la Moral Majority était plus étroite, plus manifeste, plus voyante, plus engagée. M. Reagan est apparu comme un allié de la Moral Majority.

L'attachement du président américain aux valeurs religieuses traditionnelles est donc « récupéré ». Mais il n'en reflète pas moins une attitude autonome, sincère, convaincue et finalement impressionnante. Cet attachement reflète ainsi un ensemble de valeurs où s'insère la religion: c'est cette intégration qui séduit les Américains. Fidélité au passé garante d'un avenir prospère: Ronald Reagan a prouvé que sa personne savait symboliser cette image de l'Amérique.

DEMAIN:
Les « reaganomics »



Emmenez votre tendre moitié

À 50% de rabais.

Avec Nordair il est très avantageux d'emmener avec vous votre conjoint ou votre enfant lors de votre prochain voyage, en profitant du tarif "Allons-y ensemble". Jusqu'au 15 avril 1985, vous n'avez qu'à acheter un billet aller-retour à tarif régulier pour vous-même, et votre moitié ou votre enfant pourra vous accompagner à 50% du prix courant.

Le tarif "Allons-y ensemble" est également valide sur nos forfaits NORDAIR PLUS qui comprennent: le transport aller-retour;

PLUS l'hébergement de classe standard de 1 nuit à un hôtel de Toronto, Montréal, Ottawa, Thunder Bay, Sault-Ste-Marie, Windsor ou Hamilton*;

PLUS deux allers simples en limousine ou en mini-bus, ou une voiture de location Tilden pendant 24 heures;

*Jusqu'au 31 mars 1985



DR14522

NORDAIR

CHICAGO • GAMAU • DOULBEAU • DRYDEN • FORT CHIMO • FORT LAUDERDALE • FROBISHER BAY • HALL BEACH • HAMILTON • LA GRANDE • MONTRÉAL • NANIVIK • OTTAWA • PITTSBURGH • POSTE DE LA BAIE • RESOLUTION BAY • SAULT-STE-MARIE • THUNDER BAY • TORONTO • VAL D'OR • WINDSOR • WINNIPEG

PLUS un cocktail gracieuseté de la maison. Pour profiter du tarif "Allons-y ensemble" à 50% de rabais, n'oubliez pas:

- de vous faire accompagner d'un membre de votre famille au moins à l'aller du voyage;
- de fournir une preuve de lien familial;
- de terminer le voyage avant la date limite;
- de présenter les deux billets pour les changements ou remboursements.

Les tarifs "Allons-y ensemble": la meilleure façon d'emmener votre tendre moitié à 50% de rabais.

Pour renseignements supplémentaires, communiquez avec votre agent de voyages ou NORDAIR au (514) 636-7670 ou (514) 486-3875.

Ou encore rendez-vous à notre nouveau comptoir du centre-ville au 631 Dorchester (coin Université).

ACCIDENT MORTEL

Le policier présent n'a rien noté

« Vous êtes patrouilleur, vous étiez sur place et vous n'avez rien noté, ni même fait un rapport d'accident ? » s'est étonné le juge Jean-Guy Boilard en entendant le témoignage de l'agent Jacques Champagne, de la police municipale de Laval.

L'agent Champagne devait d'ailleurs admettre candide-

ment qu'il n'avait aucune note relative à un accident mortel de la circulation qui s'était produit à Laval le 12 janvier 84. Accident dont il ne se souvenait plus tellement. Surtout qu'il n'utilisait que « parfois » un carnet de notes.

Il était le quatrième témoin entendu hier au procès de Cyrille Ferland, 43 ans, un

commerçant de Montréal-Nord, accusé de négligence criminelle, relativement à la mort de Jacques Morin, un automobiliste de 23 ans.

Cette nuit-là, M. Ferland conduisait un camion qui était entré en sens inverse de la circulation sur l'autoroute 19 à Laval, au nord du boulevard de la Concorde. Son camion engagé

dans la voie de gauche avait heurté de plein front l'automobile de M. Morin, causant la mort de ce dernier.

Deux voies de correction

Certes, cette nuit-là il a bien vu reculer M. Ferland dans le sens contraire de la circulation, mais l'automobiliste contrevenant avait alors déjà fran-

chi environ un mille. Ce dernier, en dépit de deux sorties pour corriger son erreur, avait poursuivi son chemin en sens inverse.

Plus tôt, trois autres témoins avaient déposé: MM. André Rivest, de l'identité judiciaire de la police de Laval, qui a pris 18 photos dont une représentant un panneau indicateur de vitesse 60/100; Roger Gauthier, climatologue; Marcel Marleau, chef de la section dessin au service d'urbanisme de Laval.

La compétence de M. Gauthier a donné lieu à un échange d'arguments entre la poursuite, Me Claude Haccoun et la défense, Me Paul Skolnik. Ce dernier a fait remarquer que le témoin Gauthier ne détenait ni un diplôme universitaire ni une formation scientifique.

Ce procès, présidé par le juge Jean-Guy Boilard et d'un jury de huit hommes et quatre femmes, se poursuit ce matin.

MANQUE D'ESPACE MINI-DÉPÔT

VOUS OFFRE UN LIEU D'ENTREPOSAGE À PRIX ABORDABLE

- vous déménagez?
- vous vendez votre maison?
- vous vous mariez?
- vous partez à la retraite?
- vous vous séparez?
- vous réglez une succession?
- vous avez un surplus de stock?

- vous entreposez... vous fermez à clés... et vous gardez les clés!
- moins cher que l'entreposage traditionnel
- accès gratuit illimité 6 jours par semaine
- offert au mois ou à l'année!

Prix à compter de **59\$5** par mois et plus

OFFRE SPÉCIALE de lancement
1 mois de location gratuite (basée sur location à l'année)
Sortie St-Michel

Un seul appel suffit: **381-4256**

3750 est, boul. Métropolitain



FORFAIT NEIGE

Venez vous offrir une journée de neige comprenant: votre chambre, petit déjeuner, accès aux activités sportives du Manoir (dont notamment, le ski de fond, le patinage, la glissade en trainée ou en tube et l'air pur du Manoir) et repas du soir. Aucuns frais d'hébergement pour les enfants de moins de 12 ans partageant la chambre des parents.

Tout ça, on vous l'offre à partir de

55\$

(Taxes et service inclus)

Au Manoir du Lac Delage, vous pouvez jouer, patiner, glisser, skier, paresseur, vous régaler, et vous reposer.



LE MANOIR DU LAC DELAGE

40, avenue du Lac, Ville du Lac Delage, (Québec) G0A 4P0
RÉSERVATIONS 1-800-463-2841

La qualité Chrysler, nous en parlons beaucoup, mais...

NOUS FAISONS PLUS QU'EN PARLER.

Nous la garantissons!

Depuis que Chrysler garantit pour 5 ans ou 80 000 km la qualité de chaque voiture qu'elle construit, vous entendez régulièrement Ford, GM et les Japonais vous parler de leur qualité.

Mais parler, c'est facile.

Alors, nous les avons invités à cesser de parler et à garantir leurs voitures comme nous: 5 ans ou 80 000 km sur le moteur et le rouage d'entraînement et contre les perforations dues à la rouille. Eux, leur bonne garantie, ils la limitent à leurs Lincoln et à leurs Cadillac pendant que la

majorité de leurs clients doivent se contenter de les écouter parler.

Nous sommes même allés plus loin. Chacun des solides camions Dodge Ram que nous fabriquons est aussi doté de notre fameuse garantie de 5 ans ou 80 000 km.

Encore une fois, nous avons invité l'industrie à faire de même. Et là encore, ils en parlent sans poser de gestes concrets.

Que vous achetiez une nouvelle Chrysler, Dodge ou Plymouth ou un nouveau camion

Dodge fabriqués chez nous, que vous payiez 7 000\$ 17 000\$, vous recevez exactement la même garantie de qualité Chrysler: 5 ans ou 80 000 km.

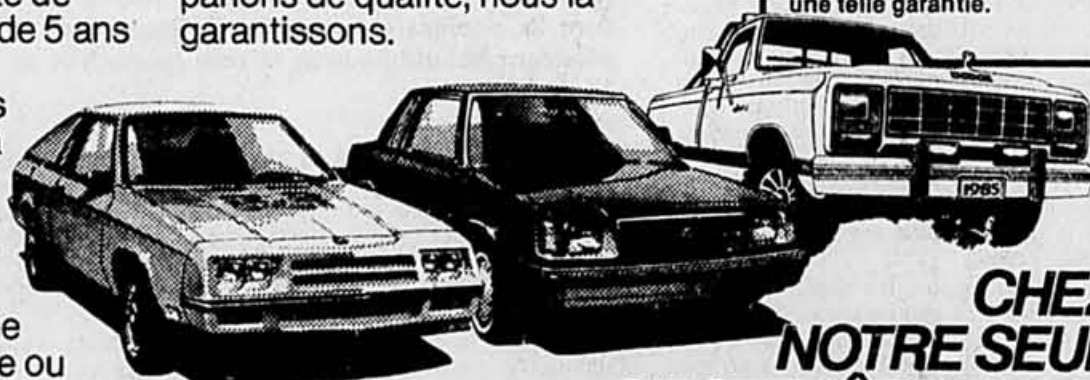
Chez Chrysler, quand nous parlons de qualité, nous la garantissons.

Seule Chrysler garantit le moteur, le rouage d'entraînement et la carrosserie extérieure contre les perforations dues à la rouille, de chaque voiture et camion qu'elle fabrique pour

5 ans ou 80 000 km

SANS FRAIS ADDITIONNELS
Aucun fabricant nord-américain ou japonais n'ose offrir une telle garantie.

Détails chez le concessionnaire



CHEZ CHRYSLER, NOTRE SEULE AMBITION C'EST D'ÊTRE LES MEILLEURS!

CHRYSLER CANADA LTÉE VOTRE CEINTURE VOTRE SÉCURITÉ

Robert Bourassa ne sera pas candidat dans l'Assomption

■ Robert Bourassa sera peut-être candidat à des élections complémentaires, mais cela ne saurait être dans l'Assomption dont le siège a été laissé vacant par la démission de l'ex-ministre des Finances, Jacques Parizeau.

PIERRE VENNET

Pas plus d'ailleurs qu'il ne tentera sa chance dans Deux-Montagnes où le député indépendant Pierre de Bellefeuille, en rupture de ban avec le Parti québécois, a déjà annoncé qu'il ne briguera pas de nouveau mandat.

Reste donc les comtés de Bourget et de Bertrand, abandonnés par les ex-ministres Camille Laurin et Denis Lazure lors de la crise qui a déchiré le PQ peu avant Noël.

Déjà la rumeur publique a mentionné le comté de Bertrand, sur la Rive-Sud, comme celui qu'aurait choisi M. Bourassa dans l'éventualité où le gouvernement Lévesque se refuserait à déclencher des élections générales avant l'été et préférerait les faire précéder d'élections complémentaires. Mais M. Bourassa a nié.

Dans l'Assomption, les libéraux ont donc décidé de plonger et tiendront leur assemblée dimanche prochain, à Repentigny. Quatre candidats, relativement peu connus à l'extérieur du comté, s'affrontent et la lutte est serrée, dit-on du côté de la permanence libérale.

Le PLQ prétend qu'il a effectué un sondage qui lui donne environ 15 p. cent d'avance sur ses rivaux possibles, tant du PQ que du Parti conservateur du Québec dont le chef, André Asselin, aurait l'intention de se présenter dans le comté s'il doit y avoir des complémentaires.

Pour l'organisateur Pierre Bibeau, l'ennemi à battre demeure le PQ et non le nouveau Parti conservateur du Québec, même si les querelles entre orthodoxes et péquistes fidèles à la ligne du parti ne peuvent que l'aider.

Le candidat qui sera choisi dimanche par le PLQ sera sur la brèche tant pour les prochaines élections générales que pour une éventuelle élection complémentaire dans le comté. Son choix sera définitif et il n'est pas question d'en désigner un différent pour les élections générales si jamais celles-ci devaient être précédées d'une élection complémentaire.

Le choix d'une assemblée de mise en nomination dans Bertrand et dans Bourget n'a

pas encore été décidé, sans aucun doute pour laisser plus de marge de manœuvre à M. Bourassa. Plusieurs, même parmi ses partisans, déplorent son absence de l'Assemblée nationale et le somment de se présenter au plus tôt.

Rhéaume paiera ses taxes

■ Gilles Rhéaume, le fougueux président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiera ses taxes municipales comme tout le monde.

M. Rhéaume, qui avait menacé pu-

bliquement de boycotter le fisc municipal pour protester contre le bilinguisme des autorités municipales a reçu son compte de taxes rédigé uniquement en français. Il a donc décidé de l'acquiescer.

Par ailleurs, à l'issue de son congrès, qui aura lieu de jeudi à dimanche, M. Rhéaume et son drapeau du Québec se transporteront dans la Vieille capitale pour aller manifester contre la venue du président Reagan.

ASTRAL PHOTO PRÉSENTE

LE PREMIER SYSTÈME RÉFLEX/AUTOFOCUS AU MONDE

MAXXUM



Seul l'oeil humain est plus rapide.

L'incroyable nouveau Minolta Maxxum est l'appareil le plus sophistiqué jamais vu, tout en étant le plus facile à utiliser! Le système compact autofocus incorporé du Maxxum ajuste le foyer à une rapidité et à une précision surprenante. Vous n'avez qu'à cadrer et déclencher. Deux microprocesseurs se chargent des fonctions de base, contrôle et transport du film motorisé, affichage de l'information et débrayage de l'automatisme. Le Minolta Maxxum. Chez Astral Photo.

MINOLTA

Présentations Minolta au magasin

Astral Photo vous invite à venir essayer l'incroyable appareil autofocus Maxxum en pleine action! Notre représentant Minolta se fera un plaisir de vous démontrer le système Maxxum au complet à notre magasin.

Place Ville Marie: Jeudi 14 mars, de 11:00 a.m. à 4:00 p.m.
Complexe Desjardins: Vendredi 15 mars, de 11:00 a.m. à 2:00 p.m.
Mail Champlain/Carrefour Laval: Vendredi 15 mars, de 4:00 à 8:00 p.m.
Centre Fairview: Samedi 16 mars, de 11:00 a.m. à 4:00 p.m.

EN BRIEF

Le français dans l'air

■ L'Association des gens de l'air du Québec estime que les francophones ne sont pas traités équitablement par Air Canada et s'en est plainte, hier dans la capitale, au ministre d'Etat aux transports, M. Benoit Bouchard, qui a promis de demander à cette société de la couronne d'écouter leurs revendications. Pour le député libéral de Laval-des-Rapides, M. Raymond Garneau, qui a lui aussi rencontré les représentants de l'association en compagnie de ses collègues du caucus québécois, les revendications des porte-parole des Gens de l'air du Québec sont très inquiétantes et dépassent la question linguistique.

1 200 soldats de plus en Europe

■ Le gouvernement canadien a fait part de sa décision, hier, d'ajouter 1,200 soldats aux 5,900 qui se trouvent déjà en Europe. Les ministres Erik Nielsen (Défense) et Joe Clark (Affaires extérieures) ont précisé que les militaires vont commencer à arriver cet été et qu'ils seront tous en place à l'été 1986. D'autre part, un porte-parole du ministère des Affaires extérieures a confirmé, hier, que l'Égypte a demandé au Canada de remplacer l'Australie dans la force de paix multinationale du Sinaï, au moment de son retrait en avril 1986. L'Australie possède actuellement 100 hommes et plusieurs hélicoptères dans cette force de paix.

Pas de débat sur l'abolition du Sénat

■ Le gouvernement conservateur a rejeté hier une requête du chef néo-démocrate, M. Ed Broadbent, qui souhaitait un débat aux Communes sur une possible abolition du Sénat. Le leader conservateur en Chambre, M. Ray Hnatyshyn, a affirmé qu'un tel débat équivaldrait à l'habitude qu'ont toujours eue les libéraux et les néo-démocrates de dicter unilatéralement aux provinces quelle devrait être leur position sur une réforme de la Chambre haute.

Audiences publiques sur le bilinguisme au N.-B.

■ Le Nouveau-Brunswick commence aujourd'hui à écrire un nouveau chapitre de l'histoire de sa politique linguistique. Après des mois de préparatifs, le Comité consultatif du Nouveau-Brunswick sur les langues officielles entame ses audiences publiques à Fredericton sur l'avenir du bilinguisme dans cette province, la « vitrine » du bilinguisme officiel au Canada. On s'attend à ce que le comité consultatif reçoive au moins 200 mémoires venant de tous les coins de la province. A Fredericton seulement, on en attend une cinquantaine.

Les appels des députés resteront confidentiels

■ Le nouveau système téléphonique gouvernemental maintiendra la confidentialité des appels logés par les députés, assurent le président de l'Assemblée nationale Richard Guay et le ministre des Communications Jean-François Bertrand. A la suite des craintes formulées récemment par le député libéral de Maskinongé, Yvon Picotte, le président de l'Assemblée nationale a publié la lettre dans laquelle son collègue des Communications lui confirme que des mesures seront prises pour préserver la confidentialité des appels téléphoniques des députés.

Pour une « entente de compréhension mutuelle »

■ Le Canada et les États-Unis devraient conclure une « entente de compréhension mutuelle » afin de minimiser les disputes qui enveniment leurs relations, affirme le Comité canado-américain. La conclusion d'un tel accord ouvrirait une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays, soutient le comité dans un rapport sur les tensions bilatérales, rendu public hier. Fondé il y a 27 ans, ce comité regroupe des universitaires, des chefs d'entreprise et des leaders syndicaux.

Des photos réussies...

COUPON



astral

33%

DE RABAIS

sur le développement d'un jeu de photos!

Présentez ce coupon à tout magasin Astral Photo et vous obtiendrez un rabais de 33% sur le développement et l'impression d'un (1) film pour photos couleur (Procédé C-41 seul). Ce coupon ne peut être combiné à toute autre offre de rabais et ne sera accepté qu'au moment de la remise du film. Film avec devel. compris non-éligible. Cette offre expire le 23 mars 1985.

2e jeu de photos: 8¢ la photo

...au tiers du prix

Plus de 70 magasins dans les plus grands centres d'achats au Canada!	Place Vertu	336-8272	Mail Champlain	671-5935	Les Promenades St-Bruno	653-8826
	Centre commercial Fairview Pointe-Claire	695-6563	Place Bonaventure	878-4378	2020, University (entre Promenades)	849-7341
	Carrefour Laval	687-7988	1481, Ste-Catherine ouest	935-1154	Galerias d'Anjou	354-2001
	Place Ville-Marie (Dév. sur place)	878-9821	7036, St-Hubert	271-1435	Centre d'Achats Boulevard	721-3939
			Centre commercial Rockland	733-2669	Complexe Desjardins (métro)	843-8219

astral photo



Louise Cousineau

Vaste débat public sur Radio-Québec

Pas de publicité conventionnelle

Après avoir admis avoir étudié durant les derniers mois différentes hypothèses d'avenir au sujet de Radio-Québec, y compris celle de la privatisation, le ministre québécois des Communications Jean-François Bertrand a déclaré hier que « les gens aiment Radio-Québec » et qu'il est important de maintenir la vocation éducative et culturelle de l'Autre télévision. « Radio-Québec est là pour rester », dit le ministre. Il a en même temps annoncé la nécessité d'un large débat public « afin de procéder à une saine remise en question de ce qu'on est et de ce qu'on fait ».

Ce débat public se fera à différents niveaux. Le rapport Radio-Québec maintenant sera soumis aux six ministres qui siègent au Comité ministériel permanent du développement culturel. Il sera aussi soumis au Forum permanent des communications qui réunit une trentaine de personnes œuvrant dans le domaine des communications.

L'avenir de Radio-Québec sera aussi discuté lorsque l'organisme se présentera devant la Régie des services publics à la fin d'avril, et devant le CRTC à la mi-mai. Par ailleurs, la Commission parlementaire de l'Éducation et de la Culture se penchera sur Radio-Québec et sur toute la question de la télévision francophone chez nous.

M. Bertrand a précisé hier lors d'une conférence de presse tenue au siège social de Radio-Québec rue Fullum à Montréal qu'il n'est pas question qu'une nouvelle chaîne commerciale de télévision s'installe au Québec en « se basant sur l'asphyxie de Radio-Québec ».

Commerciaux non, publicités oui

Le rapport Radio-Québec maintenant rendu public hier reprend les conclusions déjà énoncées cet automne sur l'avenir de Radio-Québec. À une exception près : il n'est plus question de pu-

blicité conventionnelle à l'autre télévision. Ce n'est donc pas là qu'on verra des vilains commerciaux ordinaires comme ailleurs. Mais toutes les autres formes de publicité (sociétale, de produit) sont maintenant admises. D'ailleurs, le président directeur général Jacques Girard a admis que Radio-Québec a déjà diffusé de nouvelles formes de publicité (durant les Fêtes, par exemple, la série *Fanny et Alexandre* était commanditée par le CN et des spots vantaient les mérites de cet organisme).

Radio-Québec, qui n'est jamais parvenue à vendre une seule publicité pour l'émission *Variétés Michel Jasmín*, peut-elle sérieusement envisager des revenus de \$8 à \$11 millions d'ici trois ans, comme le prévoit M. Girard ?

« Oui, répond-il, parce qu'on apprend par les expériences que l'on fait. Et qu'en élargissant les formes de commandites, nous avons plus de succès. » Il a ajouté que depuis deux ans, les revenus autonomes de Radio-Québec étaient passés de \$700 000 à \$2 millions.

Si Radio-Québec ne peut espérer obtenir une subvention substantiellement plus élevée du gouvernement québécois (au dernier budget, c'était \$59,1 millions), elle entend par ailleurs créer un fonds de \$5 millions pour deux ans pour financer ses coproductions. L'argent serait emprunté avec l'autorisation du ministère des Finances et serait renouvelable. Un tel fonds existe déjà pour les publications gouvernementales : les ventes des publications alimentent le fonds.

Accès à Téléfilm Canada

Du côté fédéral, Radio-Québec parle déjà comme d'un fait accompli le recours au fonds de Téléfilm Canada. On sait que la réglementation de cet organisme interdit le financement des émissions destinées aux télévisions éducatives. C'est pour cette raison que les producteurs de *Variétés Michel Jasmín* ont dû faire une vente à un diffuseur privé. C'était la condition essentielle pour avoir accès à l'argent fédéral.

Proclamant qu'il est « ridicule et même lamentable qu'on soit

obligé de passer par un diffuseur privé », le ministre Bertrand s'est dit confiant que la politique de Téléfilm Canada va bientôt changer là-dessus.

Il faudra pas mal plus d'argent à Radio-Québec pour diffuser plus longtemps, et augmenter autant sa production maison que ses achats et ses coproductions. Et diminuer le nombre des reprises. Pour l'instant, la seule augmentation en vue est un ajustement mécanique de \$1,5 million pour l'an prochain.

Radio-Québec entend diffuser plus de théâtre, d'opéra et de concerts. Du côté de l'information, le président Girard proclame qu'on ne veut pas faire ce qui se fait ailleurs. On a tenu le même langage l'été dernier pour annoncer la venue de *Suzanne Lévesque en direct*. On sait que cette émission a été retirée de l'affiche en novembre parce qu'elle n'avait que 15 000 spectateurs.

Les projets d'expansion de Radio-Québec ne seront pas visibles à la télévision la saison prochaine, puisque la grille de septembre est en train d'être élaborée.



photo René Picard, LA PRESSE

Le pdg de Radio-Québec Jacques Girard et le ministre québécois des Communications Jean-François Bertrand lors de leur conférence de presse conjointe hier.

Prends des vacances!

Jamais je ne me suis sentie aussi peu en sécurité à LA PRESSE. J'avais à peine mis le pied au bureau hier qu'un attroupement s'est formé autour de mon pupitre. Un attroupement vociférant. Sujet : ma recommandation de samedi de voir *La Divine Sarah*.

« J'ai toffé ça... ici, vous pouvez inscrire de trois à 25 minutes, puisque ce sont les chiffres que j'ai entendus, plus ou moins bien, tout le monde parlant en même temps. Ils m'en voulaient terriblement, les gars. Pendant qu'ils hurlaient, une dame a téléphoné pour dire que les rires pendant la scène où la divine s'adresse à la salle faisaient encore plus « cannés » que dans les plus misérables séries doublées.

Un des mes collègues m'a même dit qu'il était temps que je prenne des vacances. C'est le mo-

ment qu'a choisi le boss pour s'éclipser discrètement.

Bref, ils ont trouvé ça théâtral, insupportable, mal cadré, mal foutu, naïf. Et moi débile d'avoir aimé ça.

Et dire que j'ai regardé une deuxième fois *Sarah* à la télé dimanche soir et que j'ai encore aimé ça. Est-ce à dire que je devrais prendre deux semaines de vacances au lieu d'une ?

Un seul de mes collègues ne m'a pas agressée et vouée au diable. Il avait aimé *Sarah* et a trouvé Monique Leyrac délicieuse.

Par ailleurs, le film sur l'avortement qui a suivi, et que j'avais aussi beaucoup recommandé, a été épargné des foudres de mes collègues.

Comme disent les Américains : « You can't win them all ».

CHOIX D'ÉMISSIONS

18:35 **23** — Avis de recherche
Marc Laurendeau est à l'honneur cette semaine.

20:00 **23 27** — Nova
Un sujet passionnant ce soir : les enfants prodiges. On verra entre autres un violoniste de 10 ans et un joueur d'échecs de 12 ans.

20:30 **23** — Le secret
Un policier de Robert Enrico avec Philippe Noiret, Jean-Louis Trintignant et Marlène Jobert. Un écrivain aide un inconnu qui se dit poursuivi parce qu'il a découvert un secret d'État.

La Presse au micro

Ferré, toujours le vieil « anar »

Quelle idée de fou. Jumeler pendant une semaine l'écriture et la radio, se calquer, se multiplier, présenter aux artistes un visage à deux faces, ça tient de la fiction. Et pourtant Chantal Jolis, aussi folle que moi certains matins, a accepté cette étrange

JEAN BEAUNOYER

complicité. Une semaine à l'Oreille musclée, mes entrevues, mes heures de tombée, mes spectacles à voir pour le journal, toujours le journal, mes retards, mes bibittes et cette pudeur à se raconter, parce que les journalistes peuvent tout se permettre sauf de se raconter.

Hier matin, 11 heures cinq minutes, crayon bien en main, et papier sur table, j'attaquais cette première heure à Radio-Canada. Je savais déjà que Léo Ferré attendait notre appel depuis sa résidence en Italie. Un beau coup, une chance inouïe parce que Ferré n'a pas été vu au Québec depuis 11 ans et qu'il n'est pas très accessible. Ni pour le Québec ni pour la France.

Un blues d'Oscar Petterson en guise d'ouverture et le micro s'ouvre. Comme une grande porte. Je ne vois que les grands yeux de Chantal qui me fixent comme si elle voulait aller tout chercher en quelques minutes. Ici il n'y a pas de ratures, de corrections, tout meurt après un coup de souffle. Le temps se mesure à la seconde et parfois son adolescence passe entre deux disques. Quel dangereux métier quand on y pense. Quel vertige!

La première question

Déjà Ferré en ligne. Il suffit de dire bonjour et il répond. Chantal a remarqué qu'il était nerveux, tendu mais je n'ai pas remarqué et je pense à la première question. Je prépare toujours une question. Une seule. Le reste dépend de l'autre et je m'ajusterai facilement. Pendant que Chantal nous identifie, je regarde le triple album produit en 1984. Ferré a bien vieilli et je compte ses 69 ans. Je pense à Mai 68, à la deuxième jeunesse de cet anarchiste de la chanson et je lui demande si la vie d'artiste (qu'il a chantée d'ailleurs) est éternelle.

« Non. Après c'est fini ». Il aurait pu ajouter tout s'en va comme dans la chanson mais d'ici là, il y a toujours l'anarchiste qui se manifeste et qui nous regarde vivre : « C'est une époque abominable et extraordinaire à la fois. Rimbaud qui revient par la musique et les gens qu'on « compute » (deux mots étonnants dans ce même mot). Il parle du mythe qui l'ennuie particulièrement, le sien surtout et considère la rareté de talent dans le rock : « Si Mozart était placé dans les juke-boxes, il ferait un hit ».

Ferré travaille actuellement aux arrangements d'une musique qu'il fera avec une formation musicale de la Tchécoslovaquie en prévision d'un spectacle présenté en août 1986 et on discute aussi de la possibilité d'un ou de plusieurs spectacles au Québec prochainement. Ferré a confirmé avoir été approché... Aujourd'hui, l'humour sera à l'honneur à la radio et au journal.



Jean Beaunoyer

MUSIQUE

Claude Gingras

Après les abonnés des « Concerts Gala », la semaine dernière, c'est au tour des habitués des « Grands Concerts » de l'Orchestre Symphonique de Montréal de retrouver leur orchestre, après la récente tournée Canada-Orient.

Cette semaine, l'OSM présente son huitième programme « Grands Concerts ». Mais, encore une fois, l'horaire de l'Opéra de Montréal (*La Bohème* joue encore les 13, 16 et 19) oblige l'OSM à modifier le sien. Les abonnés du mercredi aux « Grands Concerts » allaient à l'orchestre hier soir. La semaine prochaine, ce sont les abonnés du mardi aux « Concerts Air Canada » qui iront au concert lundi soir. Lieu et heure restent inchangés : salle Wilfrid-Pelletier, 20 h.

Le chef est-allemand Günther Herbig, qui était de retour à l'OSM la semaine dernière, dirige également cette semaine. Le soliste est le hautboïste suisse Heinz Holliger, qui joue pour la première fois à l'OSM. Il a choisi le Concerto en ré majeur de Richard Strauss, qu'il a déjà enre-

Heinz Holliger pour la première fois avec l'OSM

gistré. Pour sa part, Herbig dirigera *First Essay for Orchestra*, de Samuel Barber, et la grande neuvième Symphonie de Schubert.

La semaine prochaine, les abonnés « Air Canada » entendront la jeune pianiste soviétique Ekaterina Sarantseva, gagnante du premier prix au dernier Concours international de Montréal, qui jouera le populaire deuxième Concerto de Rachmaninov. (Je rappelle que la radiodiffusion du récital que Mlle Sarantseva donnait la semaine dernière au Polack Hall passera à CBM-FM le 23 avril à 20 h.)

Le réputé hautboïste Heinz Holliger, soliste à l'OSM cette semaine, étudia avec Pierre Pierlot. Son répertoire est très étendu, du baroque à l'avant-garde. Il est également compositeur : il a écrit des œuvres pour son instrument ainsi que des œuvres pour lui et sa femme, la harpiste Ursula Holliger. De même, plusieurs compositeurs, de plusieurs pays, ont écrit pour lui et pour le duo hautbois-harpe, entre autres le Suisse Frank Martin, le Français André Jolivet, le Soviétique Edi-

son Denisov, l'Allemand Hans Werner Henze et le Polonais Witold Lutoslawski.

Amy et Alsina à Montréal

Le sixième et avant-dernier concert de la Société de Musique contemporaine du Québec cette saison a lieu jeudi, 20 h, au Polack Hall. Au programme : deux œuvres seulement : *Une saison en enfer*, du Français Gilbert Amy, et *Hinterland*, de l'Argentin Carlos Roqué Alsina. Tous deux seront présents et participeront à l'exécution de leurs œuvres. Datée de 1980, l'œuvre de Gilbert Amy, pour soprano, piano, percussions et bande magnétique, s'inspire du poème du même nom de Rimbaud. L'œuvre d'Alsina, venue deux ans plus tard, utilise le même effectif, à l'exception de la voix. Son sujet : « les difficiles rapports entre paysans déracinés et leur terre d'origine » (pour citer le communiqué de la SMCQ).

Scott Ross à Radio-Canada

Scott Ross, le réputé claveciniste québécois d'origine américaine, est l'invité des concerts publics (radiodiffusés en direct) du Réseau français de Radio-Canada.



Heinz Holliger, hautboïste, soliste cette semaine à l'OSM.

da cette semaine — vendredi, 20 h, église Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement. Il a consacré son programme à Bach. Professeur à l'École de musique de l'université Laval, de Québec, Scott Ross est en train d'enregistrer les 555 Sonates pour clavecin de Scarlatti, pour Erato.

Le « Requiem » de Durufle

La Chorale Donovan et les Chanteurs d'Orphée présentent le *Requiem* de Maurice Durufle samedi, 20 h, à l'église St-Andrew and St-Paul (angle Sherbrooke et Redpath). Bernadette Donovan dirigera et les solistes seront Anne-Marie Donovan, mezzo-soprano, et Michael Donovan, baryton. Aline Daveluy sera à l'orgue.

Herbig et Holliger triomphent à l'OSM

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL. Chef d'orchestre invité : Günther Herbig. Soliste : Heinz Holliger, hautboïste. Hier soir, salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts : reprise ce soir. Dans le cadre des « Grands Concerts ». (Par exception, les abonnés du mercredi assistent au concert hier soir.)
Programme :
First Essay for Orchestra, op. 12 (1937)...Samuel Barber
Concerto en ré majeur pour hautbois et petit orchestre (1945-46)...Richard Strauss
Symphonie no 9, en do majeur, D.944 (1828)...Schubert

CLAUDE GINGRAS

Günther Herbig a obtenu un autre triomphe hier soir à l'OSM. La réponse de tout l'orchestre à son Schubert plein de noblesse et de lumière, le silence presque religieux qui habitait la

salle, enfin l'ovation prolongée de celle-ci sont autant de choses qui, s'ajoutant à la réaction générale de la semaine dernière et à l'impression laissée par les précédentes visites du chef est-allemand, indiquent que celui-ci a fait l'unanimité de part et d'autre de la rampe.

Il était clair que tous, musiciens et auditeurs, étaient heureux de retrouver le grand répertoire germanique et, surtout, de le retrouver entre les mains d'un spécialiste, à la direction sans sourires ni gestes inutiles, mais combien efficace.

Intense et dramatique, cette Neuvième de Schubert n'en pos-

sedait pas moins une inhabituelle clarté polyphonique, et ce même si on sentait que le chef aurait souhaité une exécution encore plus parfaite. Herbig omet les reprises aux premier et dernier mouvements, mais sa décision est justifiée par la longueur de l'œuvre.

Un autre triomphe marque la première moitié du concert : celui de Heinz Holliger qui, faisant ses débuts à l'OSM en jouant de mémoire le Concerto de Richard Strauss (œuvre en trois mouvements s'enchaînant et comportant deux cadences écrites), nous montre que le hautbois peut être un instrument aussi musical que

n'importe quel autre et que lui-même est incontestablement le plus grand hautboïste actuel. Quelle technique et, surtout, quel musicien ! Rappelé sans fin, M. Holliger dut jouer encore : il offrit l'une des six *Metamorphoses after Ovid*, op.49, de Britten, dans de prodigieux effets de couleur et de lointain.

Herbig avait manifestement concentré ses efforts sur le Schubert. Dans le concerto, l'orchestre n'était pas à la hauteur du soliste. En début de programme, un Barber qui aurait bénéficié d'une lecture supplémentaire de la part du chef et une répétition de plus de l'orchestre.

QUOI FAIRE AUJOURD'HUI

Pour cette chronique, veuillez adresser vos lettres comme suit: «Quoi faire aujourd'hui» LA PRESSE, 7, Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9

FILMS, SPECTACLES

■ Le Service des activités culturelles de la Ville de Montréal présente les activités suivantes, le 12 mars: le film «**L'avare de Molière**», à 19 h 30, à la maison de la culture de Notre-Dame-de-Grâce, 3 765, rue Botrel (489-0842); «**Musique de scène**», à 20 h, à la Maison de la culture Plateau Mont-Royal, 465 est, avenue Mont-Royal (872-2266); un concert de jazz avec le groupe Melosphère, à 20 h, la maison de la culture Marie-Uguay, 6062, boulevard Monk (872-2044). L'entrée est gratuite; on peut se procurer des billets à la maison de la culture ou à l'une des succursales de la Banque d'Épargne du quartier; dix minutes avant le début de la manifestation, s'il reste de places, on admettra les personnes sans billets.

■ L'Université de Montréal présente le film «**Wozzeck**» de Georges C. Klaren, le 12 mars, à 12 h, à la salle Claude-Champagne, 220, avenue Vincent-d'Indy; les films «**Rhythmus 21**» de Hans Richter et «**Le cabinet du docteur Galigari**», de Robert Wiene, à 16 h 30, au même endroit. De plus, la Faculté de musique de l'Université de Montréal présente un récital de piano donné par France Desautry et Jean-Luc Cholette, à 20 h, à la salle B-484 du pavillon de la musique, 200, avenue Vincent-d'Indy.

■ Le Service d'action féministe du YWCA, 1 355 ouest, boulevard Dorchester, invite les femmes à son **Ciné Femmes** (vidéo Filles ou femmes de Nicole Pomerleau et Nicolas Kinsey), le 12 mars, de 12 h 15, à 13 h 30. Chacune apporte son lunch; le café sera servi. La projection est suivie d'une période de discussions. Entrée gratuite pour les membres; 2 \$ pour les autres; halte-garderie (2 \$ l'heure; renseignements, poste 32). Renseignements complémentaires: Francine Mayer, 866-9941, poste 43.

■ Le Café Timénès, 4 857, avenue du Parc (272-1734), présente dans le cadre de son «**Festival Buster Keaton**» les courts métrages suivants, avec accompagnement d'un pianiste: «**Champion**», «**The Cure**», «**Work**», «**The Masquerader**», le 12 mars, à 20 h 30 et 23 h. Entrée gratuite.

CONFÉRENCES

■ La Faculté de théologie de l'Université de Montréal présente une conférence de M. Guy Lapointe intitulée

«**Clercs et laïcs dans la liturgie**», dans le cadre d'une série de conférences sur le thème «**Clercs et laïcs dans l'Église: regard sur une crise**», le 12 mars, à la salle Ernest-Cormier, 5 620, rue Darlington, à 19 h 30. Entrée, 2 \$. Renseignements complémentaires: 343-7024.

■ L'hôpital Notre-Dame présente une conférence sur le thème «**Quand et comment parler de contraception avec nos adolescents**», avec Ivanka Pilic, M.D., psychiatre infantile, et Eugénie Lanza-Saint-André, infirmière, le 12 mars, de 12 h à 13 h, à l'auditorium Rousslet de l'hôpital Notre-Dame, 1 560 est, rue Sherbrooke (entrée des cliniques). Invitation au personnel et au grand public. Renseignements complémentaires: Lorraine Godbout-Dubé, 876-6930 ou Jacques Charbonneau, 876-6783.

■ Le Gesù présente la deuxième d'une série de six causeries du père Claude Langlois, s.j., sur l'église du Gesù à Montréal, intitulée «**Un espace baroque au cœur de Montréal**» (avec projections), le 12 mars, à 19 h 30, à la salle du Gesù, 1 202, rue de Bleury (métro Place des arts; stationnement rue Saint-Alexandre). Renseignements complémentaires: 866-2305 ou 871-1834.

■ M. Louis Rousseau, professeur à l'UQAM, donnera une conférence intitulée «**Le travail, l'emploi et le chômage**», le 12 mars, à 19 h, au 500 est, avenue Mont-Royal. Entrée libre. Renseignements complémentaires: 524-1131.

■ Dans le cadre des «**Conférences Aegidius-Fauteux**», M. Carol Couture, directeur du Service des archives de l'Université de Montréal, donnera une conférence intitulée «**L'archiviste, le gestionnaire de documents et la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**», le 12 mars, à 20 h, à la salle Saint-Sulpice de la Bibliothèque Nationale, 1 700, rue Saint-Denis. Coût: 7 \$. Renseignements complémentaires: 873-7647.

■ Le Service de la Bibliothèque de Saint-Léonard présente une conférence de Mme Marie-Hélène Boyle, vice-présidente du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, intitulée «**La situation de la femme**

au Canada: un pas vers l'avant», le 12 mars, à 19 h 30, au 8 420, boulevard Lacordaire. Renseignements complémentaires: 321-7635, poste 447.

■ Le Stewart Hall du Centre culturel de Pointe-Claire, 176, rue Bord-du-Lac, à Pointe-Claire (695-3312) présente une conférence du professeur Sarah Gersovitz sur l'art américain au 20^e siècle, le 12 mars. La causerie sera donnée en anglais, mais il y aura une période de discussion et de questions bilingue. Entrée: étudiants et gens de l'âge d'or, 1 \$; autres, 3 \$.

■ Le Service des activités culturelles de la Ville de Montréal présente une conférence de Mme Charlotte Boisjoli intitulée «**L'écriture théâtrale**», le 12 mars, à 19 h 30, à la Maison de la culture Maisonneuve, 4 120 est, rue Ontario (872-2200). L'entrée est gratuite; on peut se procurer des billets à la maison de la culture ou à l'une des succursales de la Banque d'Épargne du quartier; dix minutes avant le début de la manifestation, s'il reste de places, on admettra les personnes sans billets.

■ Dans le cadre des Conférences Alcan sur l'architecture, Mme Françoise Choay, donne une causerie intitulée «**Hausmann, Olmsted et la tradition du parc urbain**», le 12 mars, à 18 h, à l'auditorium H. Noel Fieldhouse de l'université McGill. Il y aura également projection de la deuxième partie du film «**A Modern Country**» de Tad Jaworski, sur le thème «**Modern Times**». Renseignements complémentaires: Stella Ades, 514-877-3150.

■ L'association Spirale invite les gens seuls, séparés ou divorcés à une conférence sur la sexualité, le 12 mars, à 20 h, à l'hôtel Holiday Inn Richelieu, 505 est, rue Sherbrooke. Renseignements complémentaires: 932-4908.

■ Le mouvement Eckankar présente la conférence «**Le rôle du maître intérieur dans votre vie**», le 12 mars, à 20 h, au 1 319 est, rue Sainte-Catherine. Entrée gratuite. (521-6518).

DIVERS

■ La Succursale Désormeaux de la Bibliothèque Municipale de Longueuil organise diverses activités pour célébrer son 10^e anniversaire: concours de dessin et bricolage pour enfants;

atelier sur L'Évangile un papier, avec Claude Lafortune, pour enfants, le 16 mars, à 13 h 30; séances d'initiation au fonctionnement du fichier, pour adultes, les samedis de mars, à 11 h. Du 1^{er} au 31 mars, la limite de trois livres par abonné est suspendue; on inaugure également un service de prêt de cassettes de musique. Renseignements complémentaires: Mme Francine Boyer, 674-6269.

■ Le centre Intégration, organisme du quartier Rosemont regroupant des jeunes adultes sans emploi, de 18 à 30 ans, organise diverses activités: atelier de recherche d'emploi; aide individuelle, activités récréatives; dîner communautaire, petits travaux occasionnels. Renseignements complémentaires: 725-6016.

■ Des auditions pour le Festival Juste pour rire auront lieu les 12 et 13 mars, à 19 h, au 77 ouest, avenue Mont-Royal, local 102.

RÉUNIONS

■ Dans le cadre de la Semaine d'information sur les femmes prisonnières d'opinion, Amnesty Internationale, section de l'Université de Montréal, présente le 12 mars, à 19 h 30, au Centre d'essai, une projection du film «**Des générations de résistants**», documentaire de Peter Davis, suivie de témoignages sur le thème «**Femmes et apartheid**». Entrée libre.

■ L'Association des locataires de Villery invite les locataires à participer à un atelier-logement sur le livre vert «**Se loger au Québec**», le 12 mars, à 19 h 30, au 6 839-A, rue Drolet, salle 303. Renseignements complémentaires: 270-6703.

■ Allo-Mondial accueille les personnes seules désirant communiquer entre elles, les mardis, de 14 h à 23 h, au 3 660, rue Saint-Denis. Animation, jeux de cartes et autres activités. Entrée libre. Renseignements complémentaires: 287-9719.

■ Les personnes seules de LaSalle, séparées, divorcées ou veuves, sont invitées à une réunion que se tient le 12 mars à 19 h 30, à l'école Cavalier Lasalle, rue Angus, angle de la 90^e Avenue. Renseignements complémentaires: Louise, 366-8237; Manon, 634-7955; André, 363-5861.

GREENFIELD (1): «La compagnie des loups», 18:00, 19:55, 21:50.
GREENFIELD (2): «Ros les profs», 19:15, 21:20.
GREENFIELD (3): «Beverly Hills Cop», 19:15, 21:15.
GUY: «Playing with fire», 12:00, 15:00, 18:00, 21:00. «Blond next door», 13:39, 16:39, 19:39.
IMPERIAL: «Fantasia», 12:20, 14:35, 16:50, 19:00, 21:10.
JEAN-TALON: «Supergirl», 21:25. «Le meilleur», 19:15.
KENT (1): «Witness», 19:20, 21:30.
KENT (2): «Beverly Hills Cop», 19:00, 21:00.
L'AMOUR: «Manoeuvres», 12:00, 14:05, 16:20, 18:30, 20:45. «Pleasure Shoppe», 13:20, 15:35, 17:45, 19:55, 22:10.

L'AUTRE CINÉMA: «Anthologie du plaisir», 19:15. «La prochaine victime», 19:30. «Les saints innocents», 21:15. «L'ami américain», 21:30.
LAVAL (1): «Witness», 19:30, 21:30.
LAVAL (2): «La compagnie des loups», 18:00, 19:55, 21:50.
LAVAL (3): «Ros les profs», 19:15, 21:20.
LAVAL (4): «La déchirure», 18:20, 21:00.
LAVAL (5): «Beverly Hills Cop», 19:25, 21:35.

LOEWS (1): «Witness», 13:05, 15:10, 17:15, 19:20, 21:30.
LOEWS (2): «Vision Quest», 13:15, 15:20, 17:20, 19:25, 21:30.
LOEWS (3): «Mischief», 12:30, 14:20, 16:10, 18:00, 19:50, 21:40.
LOEWS (4): «2010», 13:00, 15:05, 17:10, 19:15, 21:20.
LOEWS (5): «Protocol», 13:10, 15:10, 17:10, 19:10, 21:15.

MASCOUCHE (1): «La corde raide», 19:30. «L'anti-gang», 21:35.
MASCOUCHE (2): «Sheena reine de la jungle», 21:40. «Krull», 19:30.
MERCER: «Sur la corde raide», 19:15. «Star 80», 21:20.

ODÉON LAVAL (1): «Supergirl», 21:40. «Le meilleur», 19:30.
ODÉON LAVAL (2): «Into the night», 19:00, 21:10.

OMEGA (1): «Cannibal Ferox», Ven.: 14:55, 16:20, 21:45. Du lun. au jeu.: 21:15. «Éché au gang», Ven.: 13:10, 16:35, 20:00. Du lun. au jeu.: 19:30.
OMEGA (2): «Schéhérazade ou le secret intime d'un harem», Ven.: 13:20, 16:10, 19:00, 21:50. Du lun. au jeu.: 20:50. «Triple séduction», Ven.: 14:50, 17:40, 20:30. Du lun. au jeu.: 19:30.

OUIMETOSCOPE: «L'aventure c'est l'aventure», 19:15, 21:30. «Carmen», 19:00, 21:00.

OUTREMENT: «Metropolis», 19:30. «Brussels by night», 21:30.
PALACE (1): «Nightmare on Elm Street», 12:30, 14:20, 16:10, 18:00, 19:45, 21:35.
PALACE (2): «The Killing Fields», 12:45, 15:30, 18:15, 21:00.

PALACE (3): «Turk 182», 13:20, 15:20, 17:20, 19:20, 21:20.
PALACE (4): «Beverly Hills Cop», 13:00, 15:00, 17:00, 19:00, 21:00.

PALACE (5): «Beverly Hills Cop», 12:30, 14:30, 16:30, 18:30, 20:30.
PALACE (6): «Beverly Hills Cop», 13:30, 15:30, 17:30, 19:30, 21:30.

PAPINEAU (1): «Schéhérazade», 12:00, 14:40, 17:25, 20:05. «Triple séduction», 13:25, 16:05, 18:50, 21:30.
PAPINEAU (2): «La petite bonne Française», 12:00, 14:45, 17:30, 20:15. «Appétits de Natacha», 13:51, 16:00, 18:45, 21:30.

PARADIS (1): «La fille en rouge», 19:30. «Un collège de classe», 21:10.
PARADIS (2): «S.O.S. fantômes», 18:10, 21:55. «L'homme à femmes», 20:00.

PARADIS (3): «Gremlins», 18:00, 21:30. «Académie de police», 19:50.
PARALLÈLE: «Les tatouages de la mémoire», 19:30, 21:30.

PARIS (1) (Saint-Hyacinthe): «Le bar du téléphone», 19:00. «Les mutants de la 2^e humanité», 20:40.
PARIS (2): «Les masseuses de Hong Kong», 19:00. «Vacances érotiques au Portugal», 20:20.

PARISIEN (1): «La compagnie des loups», 12:20, 14:15, 16:10, 18:00, 19:55, 21:50.
PARISIEN (2): «Ros les profs», 13:00, 15:05, 17:10, 19:15, 21:20.

PARISIEN (3): «La garce», 13:00, 15:00, 17:00, 19:05, 21:05.
PARISIEN (4): «1984», 12:45, 14:55, 17:05, 19:15, 21:25.
PARISIEN (5): «Le p'tit con», 12:30, 14:20, 16:10, 18:00, 19:50, 21:40.

PLACE DU CANADA: «Amadeus», Du lun. au jeu.: 20:00; ven.: 19:00, 21:50.
PLACE LONGUEUIL (1): «Sur la corde raide», Du lun. au jeu.: 21:30. Ven.: 17:35, 21:30. «Le bébé Schtroumpf», Ven.: 13:15, 15:20. «Star 80», 19:35.

PLACE LONGUEUIL (2): «Supergirl», 13:15, 17:20, 21:25. «Le meilleur», 15:15, 19:20.

PLACE VILLE-MARIE (1): «Mrs Soffel», 12:30, 14:45, 17:00, 19:20, 21:40.
PLACE VILLE-MARIE (2): «Micki and Maudie», 12:10, 14:30, 16:50, 19:10, 21:30.
PLAZA ALEXIS-NIHON (1): «A passage to India», 12:30, 15:45, 19:00, 21:55.

PLAZA ALEXIS-NIHON (2): «Breakfast Club», 13:00, 15:00, 17:00, 19:15, 21:30.
PLAZA ALEXIS-NIHON (3): «The sure thing», 19:15, 21:15.

RIO (1): «Virginie interdite», «Pucelle en extase», «Ma femme est une partouzeuse», à compter de 13:00.
RIO (2): «Le justicier de minuit», «Galaxie de la terreur», à compter de 13:00.

SAINT-DENIS (1): «Cannibal Ferox», 14:40, 18:00, 21:20. «Éventreur de New York», 13:00, 16:20, 19:40.
SAINT-DENIS (3): «Le matard témeraire», 14:10, 17:40, 21:10. «Les prédateurs», 12:25, 15:55, 19:25.

SEVILLE: «Rear Windows», 19:00. «Christiane F.», 21:15.
THÉÂTRE ALEQUIN (1004 e., Sainte-Catherine): «20 000 lieues sous la terre», Lun., mar., mer., 20:00. Jeu., ven., sam., 19:00, 21:30. Dim., 13:30, 16:00, 20:00.

VERDUN: «L'académie de police», 19:15. «Gremlins», 21:00.
VERSAILLES (1): «La compagnie des loups», 18:00, 19:55, 21:50.
VERSAILLES (2): «Ros les profs», 19:15, 21:20.

VERSAILLES (3): «L'opéra de la terreur», «Les exterminateurs de l'an 3000», 18:25, 20:00.
VILLERAY: «Sur la corde raide», 21:25. «Star 80», 19:20.

WESTMOUNT SQUARE: «1984», 19:05, 21:10.
YORK: «Starman», 12:30, 14:40, 16:50, 19:00, 21:10.

DANSE

LA CHACONNE (342 e., Ontario) — Sonia del Rio, danseuse: 21:00.
HIGH TECH (1400, Montcalm, métro Beaudry) — Most modern, de Louise Bédard, Ginette Laurin et Daniel Soulières: 20:00.

MUSIQUE

UNIVERSITÉ MCGILL (Pollack Hall) — Ensembles vocaux: 17:00. Ensemble de guitares: 20:00.

SALLE CLAUDE-CHAMPAGNE — Films sur Alban Berg: 12:00, 16:30.
CONSERVATOIRE — Anne-Marie Larose, corniste, et Сонда Giudice, hautbois: 12:00. Quatuor de saxophones: 20:00.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (Faculté de Musique) — France Desourdy et Jean-Luc Cholette, pianistes: 20:00.
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (1700, St-Denis) — Ensemble de cuivres du Conservatoire: 20:00. Entrée libre.

PLACE DES ARTS (Salle Wilfrid-Pelletier) — Orchestre Symphonique de Montréal. Dir., Gunther Herbig, Heinz Holliger, hautbois. «First Essay» (Barber), Concerto pour hautbois (R. Strauss), Symphonie no 9 (Schubert): 20:00. (Note: les abonnés du mercredi assistent au concert lundi).

THÉÂTRE

PLACE DES ARTS (Salle Port-Royal) — «Désir sous les ormes», d'Eugène O'Neill. Du mar. au ven.: 20:00; sam.: 17:00, 21:00.

CAFÉ DE LA PLACE (Place des Arts) — «Je t'embrasse, Sylvia», 20:30, sauf dim.
THÉÂTRE DU RIDEAU VERT (4664, Saint-Denis) — «Une journée particulière». Avec Marie Tifo et Jean Besré. Du mar. au ven.: 20:00; sam.: 17:00, 21:00; dim.: 15:00.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI (1297, Papineau) — «Le facteur réalité», de René Gingras. Du mar. au sam.: 20:30. Dim.: 15:00.

CAFÉ-THÉÂTRE QUARTIER LATIN (4303, Saint-Denis) — «Quand tomberont les branches», de Pieter Anton Van Westrenen. Du mar. au dim.: 20:00.

LA LICORNE (2075, St-Laurent) — «Something red», de Tom Wolmsley. Du mar. au dim.: 20:30.

ESPACE LIBRE (1945, Fullum) — «Le Cyclope», d'Euripide. Du mar. au dim.: 20:30.

A.S. CENTRE-SUD (2020, Visitation) — «J'ai aimé ben qu'après», de Jocelyne Beaulieu. Du mar. au dim.: 20:00.

CENTAUR (453, Saint-François-Xavier) — «Master Harold... and the Boys», d'Arthur Fugard. Du mar. au ven.: 20:00; dim.: 19:00, mer., 14:00.

MAISON DE LA CULTURE DE MAISON-NEUVE (4120 e., Ontario) — Charlotte Boisjoli: 20:00.

DINER-THÉÂTRE LES MASQUES (Hôtel Régence Hyatt, 777, University) — «They're playing our song», de Neil Simon. Mer., jeu., dim.: 21:00.

LE STAGE DINNER THEATRE (7385, boul. Décarie) — «Anglo». Du jeu. au dim.: 21:00.

THÉÂTRE DU GRAND DÉRANGEMENT (30, Saint-Stanislas, Québec) — «C'tà ton tour, Laura Cadieux», de Michel Tremblay: 20:30.

SALLE ACADÉMIQUE (133, Wilbrod, Ottawa) — «Peace», d'Aristophane: 20:00.

THÉÂTRE DE L'ÎLE (1, Wellington, Hull) — «Les Moineaux chez les Pinsons», de Georges Dor. Du mer. au ven.: 20:30; sam.: 19:00, 22:00.

POUR ENFANTS

CAFÉ-THÉÂTRE QUARTIER LATIN (4303, Saint-Denis) — «La fleur enchantée» et «Les trois petits cochons». Sam., dim.: 14:00. (De 2 à 8 ans).

THÉÂTRE L'AVANT-PAYS (550, Atwater) — «Sabab ou Une orange à la mer». Sam., dim.: 14:00. [5 ans et plus].

VARIÉTÉS

CLUB SODA (5240, av. du Parc) — Empi- re des Futures Stars: 21:00.

GRAND CAFÉ (1720, St-Denis) — Don Alias: 21:30.

LA MANSARDE (3225 e., boul. Gouin) — Boîte à chansons: J.-C. Berliault: 21:00.

LE PUZZLES (333, Prince-Arthur) — Pierre Leduc: de 18:00 à 21:00.

LE RISINO SUN 1 (286 e., St-Catherine) — New Desire, à compter de 21:00.

L'AIR DU TEMPS (191 e., St-Paul) — Quartette Eli Krantzberg: à compter de 21:30.

LA CAVE À MOUSSE (121, Duluth) — Pierre Colvé et Anne-Marie Gélinas: 21:30.

LA VIEILLE FRANCE (52, Saint-Jacques) — Pierre Gravel, pianiste: à compter de 17:30.

LE PORTAGE (Le Bonaventure Hilton International) — Angel & Russell, Mar., mer., jeu., 21:30, 23:30; ven.: 22:00, minuit.

LE REINE ELIZABETH (Salle Arthur) — «La vie parisienne», de Jacques Offenbach. Du mer. au sam.: 21:00; dim.: 15:00, 20:00.

MAISON DE LA CULTURE DU PLATEAU MONT-ROYAL (465, av. du Mont-Royal est) — Catherine Gadouas et Pierre Morneau: 20:00.

MAISON DE LA CULTURE MARIE-UGUAY (6052, boul. Monk) — Groupe Melosphère: 20:00.

SPECTACLES

CINÉMA

ASTRE (1): «La fille en rouge», 21:20. «Collège de classe», 19:30.
ASTRE (2): «Sur la corde raide», 22:00. «L'anti-gang», 19:30.

ASTRE (3): «Indiana Jones et le temple maudit», 21:50. «Fauteuil pour deux», 19:30.
ASTRE (4): «The sure thing», 19:20, 21:10.

BEAVER: «Between the Sheets», 11:40, 14:00, 16:20, 18:40, 21:00. «Seren», 11:00, 13:20, 15:40, 18:00, 20:20.

BERRI (1): «Les saisons du cœur», 13:00, 15:10, 17:20, 19:30, 21:40.
BERRI (2): «La dame en couleurs», 12:30, 14:40, 16:50, 19:00, 21:10.

BERRI (3): «Soldier's Story», 12:00, 14:00, 16:00, 18:00, 20:00, 22:00.
BERRI (4): «Voici l'Amérique interdite», 13:10, 15:10, 17:10, 19:20, 21:10.

BERRI (5): «S.O.S. fantômes», 12:15, 14:15, 16:15, 18:15, 20:10, 22:05.

BIJOU: «Trois lycéennes à Paris», 12:00, 14:50, 17:40, 20:30. «Elles aiment ça», 13:23, 16:13, 19:03, 21:53.

BONAVENTURE (1): «The Falcon and the Snowman», 14:00, 16:30, 19:00, 21:30.

BONAVENTURE (2): «The Mean Season», 13:30, 15:30, 17:30, 19:30, 21:30.
BROSSARD (1): «The sure thing», 19:30, 21:30.

BROSSARD (2): «Les Ripoux», 19:00, 21:00.
BROSSARD (3): «Amadeus», Ven., 19:00, 21:50; du lun. au jeu., 20:00.

CAPITOL: «Paris Texas», 13:10, 15:50, 18:30, 21:10.

CARREFOUR (1) (Saint-Jérôme): «Belle, blonde et bronzée», 19:30. «La compagnie des loups», 21:05.

L'équipe du New Yorker s'oppose à la vente

NEW YORK, Reuter — Les journalistes du New Yorker, l'un des magazines les plus prestigieux des États-Unis, ont décidé de s'opposer à la vente de la publication au magnat de la presse Samuel Newhouse.

Cependant dans les milieux de la presse, on estime qu'ils n'ont virtuellement aucune chance de bloquer la vente, fixée à \$142 millions, puisqu'elle a déjà été approuvée à l'unanimité par les directeurs de la publication.

L'empire de presse de N. Newhouse, évalué à \$2,7 milliards, comprends 26 quotidiens, des magazines tels que Vogue, et Glamour, et la maison d'édition Random House. Il a promis aux journalistes que le New Yorker conserverait son indépendance rédactionnelle.

Les actionnaires du New Yorker doivent se prononcer le mois prochain sur la proposition de M. Newhouse de racheter leurs actions \$200 chacune. En novembre, le magnat avait déjà acquis une participation de 17 p. cent dans le magazine.

Si vous pensez acheter une
RENAULT cette année c'est chez

Le Cartier

qu'il vous faut aller!

SPORTWAGON 1984 2.2 litres

A partir de
\$9995



ENCORE 1985

A partir de

\$7450

Le Cartier

10300, BOUL. PIE IX
MONTRÉAL

323-4330



Si vous pensez acheter une
RENAULT cette année c'est chez

Micor

qu'il vous faut aller!



FUEGO TURBO 84

A partir de

\$10895

ALLIANCE85

A partir de

\$6999



Micor Auto Inc.

645-1611
353-1300

HEURES D'AFFAIRES
VENTE: 8h à 21h
SERVICE: 8h à 17h
(vendredi: 8h à 15h)

12305, Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles



À notre cinéma!

Le Cinéma ONF

Tous les soirs de la semaine (sauf le lundi), des programmes de films ou de vidéos pour le grand public. Les projections ont lieu à 19 h et 21 h.

POUR TOUS

LE 13 MARS À 21 H

Étienne et Sara

film d'animation de Pierre Hébert



Albéo de Jacques Leduc
Dans Griffintown à l'agonie...
QUI A TUÉ DAVID MARVIN?



LE 13 MARS À 19 H

ET LE 14 MARS À 21 H

Les Naufragés du quartier
film d'animation de Bernard Longpré



Le Dernier Glacier
de Roger Frappier et Jacques Leduc
Schefferville pleure le bagage.
Un amour dans la tourmente.



LE 14 MARS À 19 H

La Fiction Nucléaire
de Jean Chabot
Le débat du siècle au Québec!



CES FILMS SONT DES PRODUCTIONS DE
L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA

Le Cinéma ONF

Complexe Guy-Favreau
200, boulevard Dorchester ouest
(accès facile par le métro Place d'Armes)
Renseignements: 283-8220 Prix d'entrée: 25

Les Prix d'excellence du Canada



EXCELLENCE OBLIGE!
Rangez-vous parmi les meilleurs.

Monsieur SINCLAIR STEVEN
Ministre de l'Expansion industrielle régionale

Les Prix d'excellence du Canada sont les plus hautes distinctions accordées à des Canadiens qui se sont signalés par des réalisations exceptionnelles dans le milieu des affaires et de l'industrie.

Les Prix d'excellence du Canada rendent hommage aux lauréats par:

- une cérémonie officielle de remise de médailles;
- l'exposition des plus remarquables réalisations;
- la publicité faite autour des noms des lauréats aux échelons local et national;
- le prestige qui rejaillit inévitablement sur l'entreprise dans le milieu des affaires;
- l'autorisation d'utiliser le symbole du Prix d'excellence du Canada à des fins commerciales.

LE CANADA RECONNAÎT L'EXCELLENCE DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES:

1. LA PRODUCTIVITÉ

Pour souligner un accroissement exceptionnel de la productivité dans un secteur donné.
Lauréats 1984: l'IBM du Canada, Les Industries EP Inc.

2. L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Prix destinés aux propriétaires-gestionnaires de PME canadiennes pour des réalisations exceptionnelles.
Lauréats 1984: la L.H. Frost Ltd., la Canpar Automotive International Ltd.

3. LA COMMERCIALISATION

Prix reconnaissant l'esprit d'innovation et la créativité dans tous les aspects de la commercialisation.
Lauréats 1984: la Westar Timber Ltd., la Canada Steamship Lines.

4. LA COLLABORATION SYNDICALE-PATRONALE

Prix accordés aux cadres d'entreprises ainsi qu'aux travailleurs pour reconnaître l'esprit de coopération et de négociation dans les relations de travail.

Lauréats 1984: le Syndicat international des travailleurs du bois de l'Amérique, section locale 1-424, et la Lakeland Mills; les Travaillants unis de l'automobile, section locale 1451, et la Budd Canada Inc.

5. L'INVENTION

Prix destinés aux groupes de particuliers, aux entreprises ou institutions dont l'esprit d'invention a permis la conception de nouveaux produits ou l'amélioration de procédés de fabrication.
Lauréats 1984: la MacMillan Bloedel Ltd., la Ker-Train Systems Ltd.

6. LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Cette catégorie de prix s'adresse à des équipes pour les efforts exceptionnels déployés dans les domaines de l'identification des technologies, de leur transfert et de leurs possibilités d'application.
Lauréats 1984: le Conseil national de la recherche scientifique et la Sciex Inc.; le Waterloo Centre for Process Development et l'Envirocon Ltd.

7. L'INNOVATION

Pour mettre en relief l'esprit innovateur dans l'application de techniques de pointe dans les domaines des produits, des procédés et des méthodes de fabrication.
Lauréats 1984: la COM DEV Ltd., la Standard Tube Canada Ltd.

8. LE DESIGN INDUSTRIEL

Prix accordés pour des réalisations exceptionnelles dans la conception de produits canadiens.
Lauréats 1984: la Versatile Ltd., la G.S.M. Design ltée.

9. LE DESIGN EN INGÉNIERIE

Prix accordés aux ingénieurs en design pour une réalisation exceptionnelle dans la mise au point de nouveaux produits à usages domestiques ou industriels.

Les formulaires de participation doivent nous parvenir avant le 17 mai 1985.

Veuillez remplir le coupon ci-joint pour recevoir la pochette d'information contenant un formulaire de participation. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la Direction du design et de l'attribution des prix au numéro (613) 992-5004 ou avec le bureau régional du MEIR au numéro (514) 283-8185.

Veuillez remplir, en inscrivant la catégorie qui vous intéresse.

Faites parvenir à:
Prix d'excellence du Canada
Direction du design
et de l'attribution des prix (XEDC)
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale, 235, rue Queen, Ottawa
(Ontario) K1A 0H5

NOM

TITRE

SOCIÉTÉ

GENRE D'ENTREPRISE

CATÉGORIES N°

ADRESSE

CODE POSTAL

TELEPHONE



Gouvernement du Canada

Government of Canada

Canada

LES PRIX D'EXCELLENCE DU CANADA 1985

La reconnaissance nationale de l'excellence dans le monde des affaires et de l'industrie

34 «TERRORISTES» TUÉS Israël prend sa revanche en ratissant un village chiite

L'armée israélienne, victime dimanche d'une attaque suicide qui a fait 12 morts et 14 blessés parmi ses soldats au Sud-Liban, près de la frontière, a pris, hier, une revanche sanglante en attaquant le village chiite de Zrariye, au nord de sa nouvelle ligne de repli. Au cours de son intervention qui a coûté la vie à 34 «terroristes chiites», l'armée israélienne s'est heurtée à l'armée libanaise.

Bilan de cette revanche: 34 «terroristes chiites» tués, 7 autres «terroristes» blessés, plusieurs dizaines de suspects arrêtés et 20 soldats réguliers libanais faits prisonniers.

Cette action survient au lendemain de l'attentat à la voiture-suicide, revendiqué par le Front national de résistance libanais, contre un transport de troupes israéliennes, près de la ville de Metoula, en territoire libanais, à proximité de la frontière israélienne, qui a fait 12 tués et 14 blessés.

Le chiffre de 34 «terroristes» tués, annoncé par Israël, est le plus élevé jamais atteint lors d'une opération de représailles israélienne depuis plus de deux

ans, lors du siège de Beyrouth, et depuis qu'Israël a institué une politique du «gant de fer» le mois dernier contre les villages chiites de la région de Tyr, pour tenter de réduire les attentats contre ses troupes.

On affirme de source militaire libanaise que la section de l'armée libanaise présente (une trentaine d'hommes environ) a riposté lundi matin aux tirs des blindés israéliens. Des renforts, envoyés de Saïda (chef-lieu du Liban-Sud) n'ont pu parvenir au village, ajoute-t-on de même source. Selon Radio-Liban, la population du village s'est jointe aux soldats libanais pour repousser l'attaque israélienne, alors que d'autres localités ont également été bombardées.

Le porte-parole militaire israélien affirme pour sa part que ce n'est qu'après avoir été attaqué par l'armée libanaise que l'armée israélienne a retourné le feu. M. Shimon Pérès a déclaré que cette opération de ratissage devrait «faire comprendre que nous ne soumettrons pas aux terroristes et à leurs menaces».

Il a ajouté que les attaques de guérilla ne hâteraient pas le retrait israélien du Sud-Liban. «Nous ramènerons nos soldats chez eux conformément à notre plan», a-t-il déclaré. L'incursion israélienne dans ce secteur que l'armée israélienne avait évacuée avait été décidée après que plusieurs attaques soient parties de Zrariye et sur la foi de renseignements faisant état de préparatifs du déclenchement d'une attaque imminente contre l'armée israélienne, a-t-on ajouté de même source. Outre les «terroristes» tués, de nombreux suspects ont été arrêtés et de grandes quantités d'armes saisies, selon Jérusalem.

Par ailleurs, le Liban s'est pratiquement assuré la majorité du Conseil de Sécurité de l'ONU pour une condamnation des pratiques israéliennes dans le Sud-Liban, la France et la Thaïlande ayant annoncé qu'elles voteraient en faveur du projet de résolution libanais. Washington, qui est opposé à cette résolution, sera donc contraint d'user de son droit de veto.

AFP/Reuter, AP

La formule Moubarak sur la sellette à Washington

Alors que le président égyptien Hosni Moubarak commençait, hier, à Washington, ses entretiens avec les dirigeants américains, on indiquait, de source autorisée, que les États-Unis n'étaient pas intéressés dans des négociations préliminaires avec les Palestiniens.

Un haut responsable américain a indiqué que les États-Unis, tout en reconnaissant que les choses «avaient bougé» ces derniers temps au Proche-Orient, ne voyaient pas de façon «claire» ce qui s'y passait et comptaient «écouter» M. Moubarak à ce sujet et lui demander «davantage de détails».

On estime à Washington que le gouvernement Reagan, comme il l'a fait, il y a un mois, avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite, devrait faire part au président Moubarak de sa réticence à s'engager davantage au Proche-Orient en l'absence d'un accord sur des négociations directes entre Israël et les pays arabes.

On sait que le président égyptien compte notamment demander à Washington d'entamer des discussions avec une délégation jordanienne-palestinienne issue de l'Accord d'Amman. L'important pour les États-Unis, c'est que la partie arabe soit disposée à engager des négociations directes



Le secrétaire d'État Shultz (à gauche) souhaitant, hier, la bienvenue au président Moubarak. téléphoto AP

avec Israël, a indiqué à ce sujet le haut responsable, tout en réaffirmant qu'il n'était pas question pour les États-Unis de discuter avec l'OLP tant que la centrale palestinienne n'aurait pas reconnu clairement l'État d'Israël et la résolution 242 des Nations Unies.

Autre but de sa visite, M. Moubarak défendait également sa demande d'une forte augmentation de l'aide américaine. L'Égypte a un retard de 450 millions de dollars dans ses remboursements de prêts militaires avec les États-Unis.

Le président Moubarak, qui a rencontré, hier, le secrétaire d'État George Shultz, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger et le secrétaire au Trésor James Baker, a rendez-vous aujourd'hui avec le président Reagan.

Reuter, AFP

Report de l'élection présidentielle grecque

Tandis que le Parti Socialiste grec (PASOK) au pouvoir déposait, hier, un projet de révision de la Constitution grecque comprenant l'amendement ou la suppression de onze articles, dans le but de limiter les prérogatives du président de la République, on annonçait, de source officielle, le report du premier tour de l'élection présidentielle au 17 mars.

Le président du Parlement Yannis Alevras assurant l'intérim de la présidence, a-t-on expliqué, son successeur, Michaelis Stefanidis, doit envoyer de nouvelles convocations aux députés qui procéderont à l'élection du chef de l'État. Ce délai, prévu par la loi, entraîne un report de deux jours.

Depuis le retrait de M. Caramanlis, seul M. Christos Sartzetakis, présenté par le PASOK, est candidat. Le Parti de la Nouvelle Démocratie (conservateur, opposition) a annoncé qu'il ne présentera pas d'autre candidat et le Parti Communiste ne s'est pas présenté.

Par ailleurs, les États-Unis ont rendu publiquement hommage au président Constantin Caramanlis. La décision de M. Papan-



Un Libanais parcourt la scène macabre de l'intervention israélienne. téléphoto AP

L'Iran prête à mettre fin à la «guerre des villes»

À l'issue d'un violent bombardement de Bagdad au cours duquel plusieurs points stratégiques auraient été touchés, l'Iran a annoncé, hier après-midi, qu'il cesserait dans la soirée ses bombardements contre les villes irakiennes conformément à une requête des Nations Unies, tout en se réservant le droit de répliquer à toute attaque qui pourrait provenir de l'Irak.

L'ambassadeur de l'Iran aux Nations Unies, M. Saïd Rajala Khorassani, a fait savoir que son pays avait décidé de «donner une chance» à l'Irak de répondre positivement à la demande de l'ONU.

L'agence iranienne IRNA précise que le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a avisé par télégramme le secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar, de la décision de son gouvernement. «La République islamique d'Iran accepte la proposition de Votre Excellence en vue de la cessation de ses attaques à partir de 23 h 59 GMT lundi le 11 mars», précisait le télégramme, en ajoutant toutefois: «La République islamique se réserve le droit de répliquer avec force si le régime irakien rejette la proposition de Votre Excellence et poursuit ses atta-

ques sur des zones résidentielles ou non militaires».

Toutefois, trois heures avant l'échéance fixée par M. de Cuellar, l'Irak n'avait toujours pas accepté formellement cette proposition. Dans un message adressé dimanche au secrétaire général de l'ONU, le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, avait laissé entendre que l'arrêt des bombardements des villes devait être le résultat de «contacts directs» entre le secrétaire général et des représentants des deux pays «mandatés pour définir des garanties déterminées».

En juin dernier, sous l'égide de l'ONU, les deux belligérants avaient accepté de garantir la sécurité des civils.

Entre-temps, attaques et contre-attaques se sont succédées à nouveau hier, dans le cadre de la «guerre des villes» que se livrent depuis une semaine l'Iran et l'Irak: l'Iran a annoncé que son aviation avait bombardé Bagdad et quatre autres villes du nord de l'Irak, en guise de représailles pour le bombardement, dimanche, de Tabriz et Isphah par l'aviation irakienne. Par ailleurs, Téhéran a connu sa première alerte depuis plus de six mois: généralement, la capitale iranienne était survolée par des avions de reconnaissance irakiens à très haute altitude. Elle n'avait été bombardée qu'une fois au cours de la guerre, le jour même du déclenchement des hos-

silités, en septembre 1980: les installations militaires de l'aéroport avaient alors été légèrement touchées.

Le bombardement de Bagdad n'a pas été officiellement confirmé par l'Irak, mais des témoins ont déclaré avoir vu des appareils iraniens lancer des bombes sur l'est de la capitale, détruisant plusieurs maisons et faisant, semble-t-il, une dizaine de morts.

Dans le nord, l'Iran affirme par ailleurs avoir bombardé les villes irakiennes d'Amadiyah, Kifri et Ouz Khourmatou, ainsi que la localité d'Akra, où passe l'oléoduc qui achemine le pétrole irakien vers la Turquie et la Méditerranée. On ignore pour l'instant si les bombes ont touché l'oléoduc, vital pour l'industrie pétrolière irakienne depuis que les ports du Golfe sont bloqués et que la Syrie a fermé son oléoduc à l'Irak.

Dans le sud, par ailleurs, Basorah a connu son pillonnage le plus intense depuis le début de la «guerre des villes»: on y a compté jusqu'à trois obus par minute. L'Irak n'a fourni aucune indication sur le nombre des victimes, mais de source bien informée, on indique que plusieurs dizaines de personnes ont été tuées.

Selon M. Khorassani, le bilan des attaques irakiennes contre des objectifs civils iraniens s'élève jusqu'à maintenant à 822 morts et 2 630 blessés.

AFP/Reuter

Reagan rejette les récentes ouvertures de Fidel Castro

WASHINGTON — Le président Ronald Reagan a rejeté hier les récentes ouvertures du président cubain Fidel Castro comme étant «sans substance».

Dans une interview publiée le mois dernier par le *Washington Post*, le chef de l'État cubain avait exprimé son désir d'améliorer les relations entre La Havane et Washington.

«Nous avons, à chaque fois, donné suite aux déclarations de Castro selon lesquelles il voudrait parler avec nous d'améliorer nos relations mais à chaque fois il n'y avait pas de substance», a déclaré M. Reagan qui était interrogé par des représentants de la presse régionale.

Commentant pour la première fois les déclarations du dirigeant cubain, le président américain a réaffirmé que Cuba devait réintégrer l'Organisation des États américains (OEA) mais qu'il fallait pour cela que La Havane cesse d'être «un satellite de l'Union soviétique».

Cuba, a-t-il dit, doit «devenir une démocratie au lieu de l'État totalitaire qu'il est aujourd'hui».

M. Reagan a d'autre part souligné à nouveau la nécessité pour le Congrès de voter les crédits destinés à aider les «combattants de la liberté» au Nicaragua qui ont pris les armes pour lutter contre le régime sandiniste.

À Matagalpa au Nicaragua, le président nicaraguayen Daniel Ortega a pour sa part averti dimanche les dirigeants de l'opposition «qu'ils seraient liquidés politiquement s'ils s'alliaient avec les groupes armés».

Dans un discours prononcé dans cette ville, située à 120 km au nord de Managua, le président a ajouté que, s'ils comptaient conclure un pacte avec les «contras», les opposants «feraient mieux de prendre les armes» et devaient comprendre que les Sandinistes «sauraient aussi les affronter et les battre».

AFP

DÉPÊCHES

BARBADE: le premier ministre de Barbade, M. Tom Adams, 54 ans, est décédé hier après-midi dans sa résidence de Bridgetown. Il était connu pour ses idées très largement pro-américaines. Lors de l'invasion de La Grenade, en octobre 1983, La Barbade participa aux opérations aux côtés des Américains.

REAGAN: les examens médicaux du président Ronald Reagan ont révélé la présence dans ses intestins d'un polype bénin, a indiqué hier M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche. Ce dernier a précisé que cette excroissance n'était pas cancéreuse. Le médecin du président a souligné que l'état général physique et mental du président était excellent.

PÉROU: les cadavres d'une trentaine de personnes apparemment tuées par balles ont été découverts dimanche dans deux fosses communes dans la localité andine de Huanta au sud-est de Lima. Ce sont les paysans de la région qui, alertés par la présence de charognards dans le secteur, ont découvert le charnier. Selon les témoins, les corps auraient été ensevelis il y a deux semaines.

CEE-ISRAËL: venu à Bruxelles pour obtenir des garanties sur le maintien du volume des exportations agricoles israéliennes vers la CEE après l'adhésion au groupe de l'Espagne et du Portugal, M. Yitzhak Shamir, ministre des Affaires étrangères, s'est entendu hier par la commission européenne qu'elle examinait la question mais qu'elle ne pouvait lui donner aucune garantie ferme.

ARGENTINE: la justice militaire a transféré hier à la justice civile le cas du lieutenant de

vaisseau argentin Alfredo Astiz, remis en liberté la semaine dernière, après trois mois de détention sous l'accusation d'avoir enlevé et fait disparaître en 1977 une jeune suédoise. Le Conseil supérieur des forces armées a accepté le recours du procureur de l'armée demandant l'annulation de l'ordre de libération du lieutenant Astiz.

CAMBODGE: l'armée nationale sihanoukiste (ANS) a dû abandonner hier sous la poussée des forces vietnamiennes la «colline verte» qui constituait son dernier bastion important le long de la frontière avec la Thaïlande. Un porte-parole militaire a déclaré que l'aviation avait bombardé et mitraillé 1 200 soldats vietnamiens qui avaient pénétré en territoire thaïlandais pour s'emparer par l'arrière de la base de Tatum.

INDE: le ministre de l'Intérieur indien Shankarrao Chavan a annoncé hier la libération immédiate de huit dirigeants sikhs emprisonnés sans jugement après l'assaut par l'armée du Temple d'Or d'Amritsar (Pendjab) en juin dernier. Quelque 650 personnes ont été tuées lors de l'assaut contre le temple.

PORTUGAL: un correspondant anonyme a revendiqué hier au nom du groupe *Force populaire* du 25 avril (FP 25) les sept attentats à la bombe perpétrés dans la matinée contre des intérêts étrangers au Portugal. À Lisbonne, deux succursales du Crédit franco-portugais, une banque à capitaux français, les locaux d'une compagnie d'assurance britannique et ceux d'un groupe d'investisseurs ont été endommagés ainsi que les domiciles d'employés de la société Siemens electronics. Les locaux d'un fabricant américain de jeans ont été touchés à Évora. Aucune victime n'est à déplorer.

la traditionnelle polarisation gauchedroite dans la politique française et favoriserait davantage les petits partis.

Les observateurs s'accordent en tout cas sur le fait que le vote à la proportionnelle — entièrement ou en partie seulement — est désormais le seul moyen dont dispose le pouvoir socialiste pour tenter d'empêcher l'opposition de l'emporter nettement en 1986, lors des législatives.

La droite classique a poussé un soupir de soulagement en constatant que le Front National n'avait pas progressé de façon spectaculaire et qu'il n'était pas nécessaire de faire les yeux doux à M. Jean-Marie Le Pen. Les résultats du premier tour ont confirmé le tassement relatif des thèses de l'extrême-droite — 8,8 p. cent des voix en métropole — qui obtient un score nettement inférieur à celui des élections européennes de juin

1984. Ce tassement interdit donc au Front National de jouer le rôle d'apport indispensable à la droite parlementaire.

Le Parti Socialiste, pour sa part, s'est honorablement comporté en obtenant plus de 25 p. cent des voix, ce qui continue à en faire le premier parti politique de France. Par contre, la Gauche n'est pas aidée dans son combat par un parti Communiste qui a certes fait mieux qu'aux européennes, mais qui est loin d'approcher ses résultats des dernières cantonales.

Dans ce contexte, on suivra avec intérêt la politique de désistement en faveur des candidats les mieux placés qu'observeront à la fois la gauche et la droite.

À gauche, le Parti Communiste s'est engagé à respecter la «discipline républicaine», bien qu'il ne soit plus du tout d'accord avec les Socialistes. À droite, les cho-

France : après la victoire de la droite, la réforme électorale à l'ordre du jour

Avec le premier tour des élections cantonales qui a vu l'opposition parlementaire rassembler plus de 50 p. cent des suffrages, plus que jamais le débat sur la réforme électorale va être projeté sur le devant de la scène politique française.

Les observateurs politiques s'accordent, en effet, à penser que les gains de la droite vont encourager le président François Mitterrand à respecter avant l'an prochain ses engagements de la campagne électorale de 1981 et s'écarter du système électoral majoritaire pour adopter, dans une certaine mesure à préciser, la représentation proportionnelle.

Les détails d'une telle réforme, si elle est adoptée, ne seront pas probablement connus avant des mois, mais il est acquis d'ores et déjà que le système de la proportionnelle mettrait un terme à

ses sont moins claires, particulièrement dans les départements où le Front National a réalisé des scores impressionnants, mais d'une manière générale, les responsables locaux y réfléchiront à deux fois avant de faire le lit de l'extrême-droite.

À ce sujet, les autorités du canton de Genève ont interdit à M. Jean-Marie Le Pen, chef du Front National français, d'y prendre la parole demain pour éviter de troubler l'ordre public. M. Guy Fontanet, chef du département de Justice et Police du canton, a déclaré que le Conseil d'État refusait également de permettre au journaliste français Alain Rollat de s'adresser à une contre-démonstration. Il a déclaré que les circonstances ont changé depuis que l'autorisation de prendre la parole à une réunion publique a été accordée à M. Le Pen.

AFP/Reuter

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION ENTRE AU KREMLIN

Reagan est désireux de rencontrer Gorbatchev

Le président Ronald Reagan s'est déclaré, hier, plus que prêt à rencontrer le nouveau dirigeant soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, lorsque celui-ci aura consolidé son pouvoir au Kremlin.

Recevant à la Maison Blanche des représentants de la presse régionale, M. Reagan a confirmé qu'il avait demandé au vice-président George Bush de le représenter aux funérailles du chef de l'État soviétique, Constantin Tchernenko.

«Il faut attendre que le nouveau dirigeant soit en place et consolide son régime. À ce moment-là, je serai plus que prêt à le rencontrer», a déclaré le président Reagan, tout en rappelant qu'un tel sommet devrait être bien préparé.

Par ailleurs, plusieurs chefs de gouvernement occidentaux ou du tiers-monde ont fait parvenir à Moscou des messages de condoléances. Le président français François Mitterrand a exprimé sa réelle émotion et a adressé ses condoléances sincères pour la mort de cette haute personnalité, dans un message adressé au président du Soviet suprême.

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher,

qui assistera aux obsèques de M. Tchernenko, a estimé que la disparition de ce dernier a privé l'Union soviétique d'un responsable précieux.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, qui représentera son pays aux funérailles, a estimé que la mort du numéro un soviétique n'aurait pas de conséquence sur la position de l'URSS lors des négociations de Genève.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez De Cuellar, qui se rendra aux obsèques, a rendu hommage au profond désir d'améliorer le climat international et d'arrêter la course aux armements qui animait le président Tchernenko.

Dans les pays de l'Est, les radios, après avoir annoncé la nouvelle du décès de M. Tchernenko, ont diffusé de la musique classique. Un deuil national a été décrété en RDA pour demain, date des obsèques.

Annonçant très rapidement la mort de M. Tchernenko, l'agence Chine Nouvelle a souligné que, pendant la présence de ce dernier au Kremlin, les relations sino-soviétiques avaient continué à s'améliorer et que des contacts avaient été renoués entre les États-Unis et l'URSS.

Premier dirigeant d'une grande puissance à annoncer sa présence aux funérailles de M. Tchernenko, le premier ministre indien Rajiv Gandhi a salué dans un message de condoléances au gouvernement soviétique la contribution à la paix du secrétaire général décédé et la limitation dans la course aux armements nucléaires.

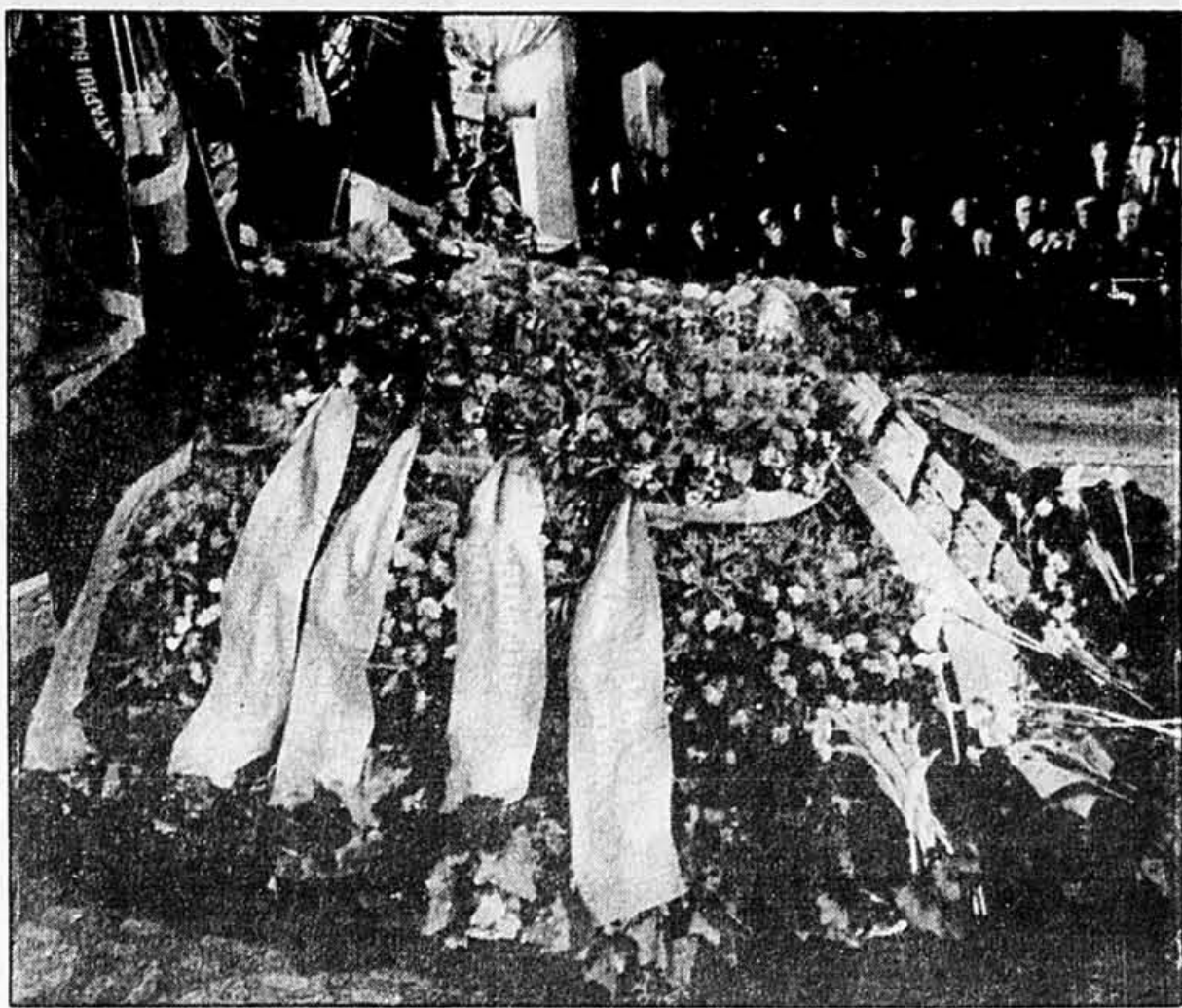
Le Japon a rendu hommage à M. Tchernenko pour la réouverture des négociations sur le désarmement avec les États-Unis.

Le pape Jean-Paul II a adressé un message de condoléances à M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS.

Le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, a décidé d'interrompre son voyage officiel en Argentine pour participer aux obsèques de M. Tchernenko.

M. Andreas Papandreu, premier ministre grec, a estimé dans un télégramme de condoléances que M. Tchernenko avait déployé des efforts substantiels pour l'amélioration du climat international et la promotion de la paix.

— AFP, AP, Reuter



teléphoto TASS

Les dignitaires soviétiques se sont recueillis, hier, devant la dépouille mortelle de Constantin Tchernenko, président du Soviet suprême, exposée dans la Maison des Syndicats, à Moscou.

Mulroney est encouragé par la nomination de Gorbatchev

OTTAWA — Malgré un horaire très chargé, le premier ministre Brian Mulroney s'est envolé pour Moscou hier soir afin d'assister aux funérailles du dirigeant soviétique, Constantin Tchernenko.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

Avant son départ, le premier ministre canadien a souhaité ses meilleurs vœux au nouveau chef de l'URSS. M. Mulroney s'est dit encouragé par la choix de Mikhaïl Gorbatchev, celui-ci ayant visité le Canada il y a deux ans.

«Nous sommes à la fois peiné pour le peuple soviétique, mais encouragé par le choix», a déclaré hier M. Mulroney aux journalistes. Parlant de M. Gorbatchev, le premier ministre a affirmé: «Nous espérons travailler intimement avec lui afin de donner suite à nos rêves communs».

Le premier ministre a d'abord fait allusion aux trois décès survenus en peu de temps dans la plus haute hiérarchie russe.

«J'ai eu l'occasion de transmettre les condoléances du peuple canadien au gouvernement soviétique. L'Union soviétique a été hautement bouleversée par des changements dans la haute direction du gouvernement depuis deux ans».

Puis, Brian Mulroney a parlé du nouveau président du Soviet suprême. «Il est un homme beaucoup plus jeune que ses prédécesseurs, une nouvelle génération, quoi».

«Compte tenu des attitudes déjà exprimées par M. Gorbatchev, il y aura lieu d'espérer des nouvelles possibilités de réduction des armes nucléaires et un nouveau dialogue entre l'Est et l'Ouest».

M. Mulroney espère que le choix de Mikhaïl Gorbatchev ouvre de nouvelles perspectives avec les Américains dans les discussions de Genève qui débutent aujourd'hui.

«J'ai eu l'occasion de lui transmettre également nos meilleurs vœux de succès alors qu'il assu-

me des responsabilités particulièrement lourdes».

M. Mulroney a mentionné qu'il avait un horaire très chargé cette semaine, il doit rencontrer le président Reagan, mais il avait décidé tout de même de se rendre en Union soviétique, «afin, a-t-il dit, de s'assurer que le respect et l'amitié entre nos deux peuples persistent».

Il s'attend à voir très brièvement M. Gorbatchev, qui en qualité de responsable des funérailles officielles, rencontrera tous les dirigeants étrangers qui iront à Moscou. M. Mulroney espère en plus avoir un deuxième entretien avec le nouveau président soviétique dans le but de mieux préparer la visite du secrétaire des Affaires extérieures, Joe Clark, le mois prochain à Moscou.

M. Gorbatchev n'est pas un inconnu pour les Canadiens puisqu'il a visité le pays au printemps 1983 alors qu'il était ministre de l'Agriculture. Le célèbre visiteur avait reconnu que l'agriculture soviétique connaissait beaucoup de problèmes.

À l'automne dernier, lors d'une visite de plusieurs jours en Grande-Bretagne, M. Gorbatchev avait charmé le premier ministre, Margaret Thatcher, ainsi que l'avait déclaré «la dame de fer».

Hier, M. Mulroney a dit du numéro un soviétique: «Il est très vigoureux. Il s'exprime avec une grande clarté et indépendance sur les grandes questions de l'heure».

«Il a aussi fait une excellente impression auprès de mes prédécesseurs en visite au Canada en 1983. Mme Thatcher a eu une réaction spontanée quasi identique il y a quelques mois lors d'une visite en Grande-Bretagne».

Puis, le premier ministre canadien a conclu en disant: «Donc, un nouvel homme, une nouvelle situation et surtout de nouvelles possibilités de dialogue et de progrès constants dans les dossiers tellement importants pour nos deux pays».

M. Mulroney compte revenir de Moscou dans la journée de jeudi.



Le nouveau leader soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

L'ascension fulgurante de Mikhaïl Gorbatchev

Mikhaïl Gorbatchev, âgé de 54 ans, a eu au sein du Parti communiste d'Union soviétique une carrière exceptionnellement rapide qui en fait aujourd'hui le plus jeune des dirigeants soviétiques depuis Staline à accéder au pouvoir suprême.

Arrivé de province à Moscou en 1978, il devient le bras droit de Youri Andropov quand celui-ci est nommé à la tête du Kremlin, ce qui donnait fortement à penser qu'il voyait en lui son successeur.

Mais à la mort d'Andropov, en février 1984, la direction du pays échoit à Tchernenko, âgé de 72 ans, et Gorbatchev ne peut que consolider sa position de «numéro deux».

Son voyage à Londres en décembre 1984, en compagnie de son épouse Raisa, dont la presse britannique avait salué le charme contrastant avec le style austère généralement associé à Moscou, raffermirait encore le rôle d'héritier présomptif de Mikhaïl Gorbatchev.

On laissait pourtant entendre à Moscou que les bons sentiments de la presse occidentale à son égard risquaient de nuire à son ambition de devenir le «numéro un» après Tchernenko en le privant des suffrages de l'aile conservatrice du PCUS. Mais tout les indices ont montré que le voyage en Grande-Bretagne avait été bénéfique pour M. Gorbatchev.

Cet ancien étudiant en droit de l'université d'État de Moscou se

présente comme l'apôtre du changement, désireux d'ébranler les pratiques économiques vieillissantes et quelque peu sclérosées de son pays afin de rajeunir les méthodes de gestion et d'introduire de nouvelles technologies.

Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est né le 2 mars 1931 dans une famille de paysans du Caucase. Entré au parti en 1952, juste avant la mort de Staline, il commence sa carrière à Stavropol, dans le Caucase, où il gravit tous les échelons locaux du parti.

En 1978, il est nommé secrétaire du comité central où il est chargé de l'agriculture. Un an plus tard, il est nommé suppléant du bureau politique où il acquiert le droit de vote en 1980.

Pendant le bref règne de Youri Andropov, de novembre 1982 à février 1984, Mikhaïl Gorbatchev conserve la supervision de l'agriculture malgré une série de récoltes catastrophiques. Il apparaît comme un prudent réformiste et un successeur potentiel du secrétaire général. Mais à la mort d'Andropov, ses pairs lui préfèrent Constantin Tchernenko.

Sa carrière n'est pas pour autant brisée. Il devient rapidement «numéro deux» du régime, consolide son pouvoir en assumant la supervision du secteur idéologique et d'une partie au moins du travail des cadres.

— Reuter, AFP

Le premier discours de Gorbatchev annonce déjà une «décrispation»

BRUXELLES — «Pour nous, la courte période du règne de Tchernenko restera surtout marquée par une décision importante: celle de reprendre le chemin de la table des négociations Est-Ouest qu'avait désertée Youri Andropov».

CLAUDE MONIQUET
(collaboration spéciale)

Cette réflexion d'un diplomate anglais entendue hier après-midi au siège de l'OTAN dans la banlieue de Bruxelles donne le ton des réactions de l'appareil diplomatique et militaire occidental à la mort du numéro un soviétique.

Pour la petite histoire, on retiendra la façon dont la nouvelle a été connue au siège de l'Alliance atlantique. Depuis une semaine s'y déroule un exercice «spécial» destiné à tester la rapidité de la machine administrative de l'OTAN et ses capacités de réactions. Si bien que, quand la nouvelle officielle de la mort de Constantin Tchernenko «tomba» sur les téléécrans à 9h36 heure de Bruxelles, personne ne sut pendant quelques minutes si c'était «sérieux» ou si l'exercice se corsait...

Officiellement, l'OTAN ne réagit pratiquement jamais à l'annonce du décès d'un dirigeant du bloc soviétique, laissant aux capitales des États membres le soin délicat de prendre une position.

Mais cette fois-ci, les circonstances étaient quelque peu différentes: de longue date, on avait prévu hier une réunion du conseil atlantique, au niveau des ambassadeurs, pour examiner une dernière fois la position américaine à la veille de la reprise des négociations de Genève. L'ambassadeur spécial Kampelman, qui représente Washington, et donc l'Alliance atlantique à ces pourparlers devait faire un exposé aux ambassadeurs des pays membres. Une partie de la réunion a été consacrée à examiner la situation nouvelle créée par le décès du secrétaire général du

PC soviétique. Question fondamentale: les négociations seront-elles ajournées? Question subsidiaire — mais combien importante: la position soviétique changera-t-elle?

Très vite cependant, les membres de l'Alliance ont pu répondre à la première de ces deux interrogations: à Genève à midi, un porte-parole de l'ambassade américaine déclarait laconiquement: «comme prévu, les chefs des deux délégations se rencontreront mardi matin à 11h à l'ambassade soviétique. Aucun changement n'est intervenu dans le programme des pourparlers».

Puis ce fut l'attente.

Le fait que les Soviétiques n'aient pas décidé de reporter l'ouverture des travaux de la conférence de Genève signifiait clairement qu'ils ne trahiraient pas pour désigner le successeur du dirigeant défunt. Une analyse que confirmaient d'ailleurs les nombreux journalistes soviétiques présents dans les couloirs de l'OTAN: «Comment voulez-vous que nous puissions commencer à négocier si nous n'avons personne aux commandes?»

À 16h15, on apprenait sans beaucoup de surprises l'élection de Mikhaïl Gorbatchev au secrétariat général du parti et, très vite, l'agence officielle Tass publiait les principaux extraits du discours prononcé par le nouveau dirigeant soviétique. Dans cette rapidité, bon nombre d'observateurs ont d'ailleurs cru voir un «geste» destiné à démontrer la bonne volonté de Moscou qui, pour reprendre les termes utilisés par un officier américain «ne souhaitait pas laisser ses partenaires de négociations dans le brouillard...»

Le moins que l'on puisse dire, c'est que dans ce premier discours, M. Gorbatchev a tenu à consolider l'image qui est la sienne — celle d'un pragmatique aux «idées nouvelles» et d'un homme d'ouverture. «Nous pourrions marquer dignement le quaran-

tième anniversaire de la victoire sur le fascisme hitlérien en faisant de nouveaux pas dans la direction de la détente» a-t-il déclaré avant de faire une allusion directe aux négociations de Genève: «Nous voulons l'arrêt de la course aux armements, c'est pourquoi nous proposons un gel des arsenaux nucléaires et l'arrêt du déploiement des fusées. Nous ne voulons pas de la création de systèmes d'armes toujours nouveaux sur terre ou dans l'espace».

Si les négociateurs américains comprennent notre position, un accord à Genève sera possible.

Sans pouvoir préjuger encore de l'avenir, bon nombre d'observateurs estimaient hier soir à Bruxelles que les négociations de Genève reprendraient sous «de bons auspices» et pensaient discerner dans les propos de Mikhaïl Gorbatchev une «décrispation» encourageante de la position soviétique...

Changement de style, disent les Américains

WASHINGTON — De Washington, pas de changements à court terme en politique étrangère. Mais avec la succession de M. Tchernenko

YVETTE LAUDY
(collaboration spéciale)

par M. Gorbatchev, des réformes internes d'abord, une évolution de la politique étrangère ensuite. Mais entretemps, une différence de style plus que de fond sur la scène internationale...

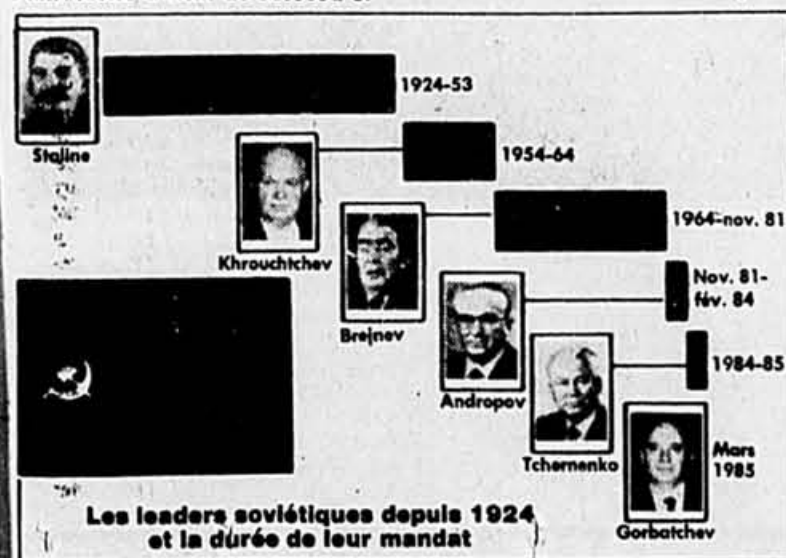
Voilà la première réaction des experts américains. La question à Washington fut de savoir s'il y aurait un partage du pouvoir entre l'ancienne et la nouvelle garde ou une véritable mutation.

L'agonie de Tchernenko a été si longue qu'on présume que Moscou en avait tenu compte. Sa mort n'entraînera donc aucun changement de positions dans les négociations de Genève. C'est l'avis de M. Nitze qui les supervise depuis Washington: «après une longue révision, Moscou a établi une stratégie diplomatique qui n'évoluera qu'avec sa prochaine réévaluation dans six mois ou plus».

Mais il espère que «la jeune génération s'attellera à une modernisation économique, légale, idéologique et à réduire les dépenses militaires». L'ex-secrétaire d'État Haig n'est pas optimiste, «il n'y aura pas de progrès de sitôt à Genève, sauf pour quelques mesures de confiance». Et «si un nouveau leader peut faire la différence, il devra compter avec les anciens, ce qui rend le processus lent et difficile, même pour l'astucieux Gorbatchev», dit-il.

On ne se fait donc pas trop d'illusions sur les possibilités de percées diplomatiques. L'avantage de Gorbatchev est d'être jeune et d'avoir en principe le temps de s'imposer. Henry Kissinger estime qu'il lui faudra trois ans, consacrés surtout aux affaires intérieures.

Il croit tout de même à «une politique plus cohérente et plus habile». M. Bzezinski, ex-conseiller à la sécurité nationale, prédit aussi une diplomatie soviétique «moins inépte et plus créative», mais il rappelle que les protecteurs de Gorbatchev sont MM. Andropov (ex-KGB), et Suslov (pur idéologue), qu'il ne faut donc pas se fier à l'impression de souplesse qu'il a donnée à Lohdres.



Les résidents et internes poursuivent leur grève perlée

■ Les médecins résidents et internes du Québec vont continuer leurs moyens de pression (leur grève perlée) tant que leurs représentants n'auront pas signé le texte d'une entente de principe conclue avec le ministre ce week-end.

Les jeunes médecins stagiaires ont expliqué que certaines clauses de cette entente pourraient être interprétées de façon défavorable à leur endroit, avec « des conséquences financières majeures ». Il y a donc lieu, à leur avis, de prévenir plutôt que de

guérir.

Les porte-parole de la Fédération des médecins résidents et internes du Québec n'ont pas voulu révéler les avantages qu'ils ont obtenus au cours des pourparlers, mais ils ont donné des indications. Un certain système d'arbitrage obligatoire a été instauré pour la négociation des conditions de travail dans les hôpitaux des médecins-stagiaires dont le contrat de travail collectif était échu depuis trois ans, dans les hôpitaux. Cette forme d'arbitrage était la princi-

pale réclamation des professionnels.

Les médecins voudraient des garanties d'ordre financier découlant de la mise en application de cet arbitrage obligatoire. Ils veulent aussi des garanties que les systèmes « d'unités d'enseignement clinique » mis sur pieds en province et à McGill soient également installés dans les autres institutions de Montréal. Il s'agit de systèmes d'enseignement par lesquels les universités suivent, en milieu hospitalier, l'évolution de cas cliniques complexes.

Dans un récent communiqué le ministre Guy Chevrette a dit qu'il considérait les négociations closes au chapitre des augmentations de salaires et que, pour les questions de modifications aux heures de garde, les médecins devraient faire connaître leurs points de vue à une commission parlementaire qui doit se réunir au mois d'avril. Hier les stagiaires ont souligné qu'ils se sont montrés prêts à des accommodements, notamment en reportant sine die l'échéance de leur grève générale.

la Baie

CORRECTION

Veuillez prendre note de la correction suivante à apporter à l'annonce *Une longueur d'avance pour tous les sportifs de votre famille*, publiée par la Baie et parue dans l'édition du 11 mars de La Presse.

Article F.: Les chaussures de tennis Nike pour dames ne seront pas disponibles avant le 25 mars 1985.

Veuillez excuser cet inconvénient.

VOYAGES

TRAVELAIDE

Les plus beaux voyages
aux meilleurs prix

Avez-vous
les moyens
d'être
malade?

LA CROIX BLEUE

Une assurance-maladie
individuelle complémentaire...
parce que la maladie coûte cher.

Voyez tous les
détails dans votre journal
de jeudi.

Avant midi. Avant les autres.

Avec Air Canada seulement. 5 vols par jour en semaine.

Avec 2 vols sans escale, dont 1 le matin.

Vous vous détendrez dans la quiétude de notre service
Connaisseur.

Profitez de l'Aéropian pour vous mériter des primes-voyages
plus rapidement.

À la réservation, mentionnez le DRF-5941.

VANCOUVER

tous les jours

départ	arrivée
07 h 00	11 h 38
09 h 15	11 h 35 sans escale, sauf le samedi et le dimanche
09 h 45	14 h 23
12 h 30	17 h 33 sauf le samedi et le dimanche
19 h 10	21 h 30 sans escale

AIR CANADA



Peut-on comparer à l'Audi et à la BMW cette
voiture qui coûte des milliers de dollars de moins?

Absolument.



Selon certains, vous seriez porté à croire que seuls les ingénieurs européens ont pour mission de créer des grandes routières de classe internationale. Une bonne randonnée au volant de la 626 vous prouvera que Mazda partage cette ambition.

Avec la 626, les ingénieurs Mazda ont créé une machine de classe internationale.

Une machine si bien équilibrée dans tout le champ de ses performances que vous pourrez citer son nom parallèlement à ceux de la BMW 318i et de l'Audi 4000S. En fait, vous pourrez citer la 626 avant les autres, car, en dépit

de ses performances, de son statut "international", de sa qualité éprouvée et de ses nombreuses caractéristiques standard, la 626 coûte plusieurs milliers de dollars de moins que ses rivales BMW et Audi. Tour de force qui nous permet de nous mesurer — avec une confiance absolue — à ce que l'Europe produit de meilleur.

mazda
MAZDA DÉFINIT LES NORMES

Albi Automobiles Ltée
3300 boul. Ste-Marie
Mascouche
474-2481/2

Autoron Inc.
2344 Labelle
Lafontaine
436-8211

Blondin Automobiles Ltée
3722 boul. Gouin est
324-9100

Le Domaine de L'Auto
P.A.T. Ltée
12210 Sherbrooke est
Pointe aux Trembles
645-1694

Armand Querin
Automobiles Ltée
4219 ouest, boul. Levesque,
Laval
688-4787

Ami Auto Inc.
36 boul. d'Anjou
Châteauguay
692-9600

Mont Laurier
Automobiles Jean & Claude Inc.
1465 boul. Paquette
623-4455

Automobiles
Louis Daoust Inc.
2895 rue Notre Dame, Lachine
637-1153

Charles Gareau Inc.
10175 rue Papineau
381-3987

Delisle Auto (1970) Ltée
2815 est, rue Sherbrooke
523-1122

Fort Chambly
Automobiles (1979) Inc.
830 boul. Perigny, Chambly
658-6623

Jacauto Ltée
3612 boul. St-Jean
Dollard des Ormeaux
626-8120

Fabreville Auto Inc.
4010 boul. Dagenais, Laval
622-3434

St-Hyacinthe
Boulevard Laurier Automobile Ltée
5255 boul. Laurier
774-1345

Jacauto Lavaltrie
651 rue Notre Dame, Lavaltrie
588-4141

Avo Auto Inc.
3900 Jean-Talton ouest
342-3772

Quintin Automobile Inc.
490 sud, rue Jacques Cartier
St-Jean
346-9445 658-9042

Garage Blanchette Inc.
900 ouest, rue St-Laurent
Longueuil
677-6347

St-Constant Auto Ltée
48 rue St-Pierre
St-Constant
632-0700

Les Automobiles
Daniel Blanchette Inc.
2305 rte. Marie-Victorin
Tracy, 743-1211

Val-David
Lacroix Automobile Ltée
990 Route #117
322-3937